

SciencesPo

CENTRE DE RECHERCHES
INTERNATIONALES

LES ÉTUDES DU CERI

N° 261-262 - février 2022

REGARDS SUR L'EURASIE L'ANNÉE POLITIQUE 2021

Sous la direction d'Anne de Tinguy

LES ANNUELS DES ÉTUDES DU CERI



Regards sur l'Eurasie. L'année politique est une publication annuelle du Centre de recherches internationales de Sciences Po (CERI) dirigée par Anne de Tinguy. Elle propose des clefs de compréhension des événements et des phénomènes qui marquent de leur empreinte les évolutions d'une région, l'espace postsoviétique, en profonde mutation depuis l'effondrement de l'Union soviétique en 1991. Forte d'une approche transversale qui ne prétend nullement à l'exhaustivité, elle vise à identifier les grands facteurs explicatifs, les dynamiques régionales et les enjeux sous-jacents.

Pour citer ce volume : Anne de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Les auteurs

Anne de Tinguy, professeure des universités émérite, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), est chercheuse au CERI-Sciences Po.

Bayram Balci est chercheur au Ceri-Sciences Po, actuellement directeur de l'Institut français d'études anatoliennes à Istanbul (IFEA).

Annie Daubenton est journaliste et essayiste.

Françoise Daucé est directrice d'études à l'EHESS, directrice du Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen (CERCEC).

Sergeï Guriev est économiste, ancien économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), professeur à Sciences Po Paris

Félix Krawatzek est directeur de recherche au Centre for East European and International Studies (ZOIS) à Berlin où il dirige le pôle de recherche Youth in Eastern Europe.

Sébastien Peyrouse est directeur de recherche au Central Asia Program, Institute for European, Russian and Eurasian Studies, George Washington University.

Catherine Pujol est professeure des universités, co-directrice de l'Observatoire des Etats post-soviétiques à l'Institut des langues et civilisations orientales (Inalco). Elle a dirigé l'Institut français d'étude de l'Asie centrale (IFEAC) à Bichkek de 2016 à 2020.

Olivier Roy est professeur associé à la School of Transnational Governance de l'Institut universitaire européen de Florence et ancien directeur de recherche au CNRS.

Remerciements

Les auteurs remercient vivement Judith Burko, rédactrice en chef des *Etudes du CERI*, pour son précieux travail d'édition. Ils remercient également Dorian Ryser, documentaliste et cartographe (CERI-Sciences Po) et l'Atelier de cartographie de Sciences Po pour leur contribution à la cartographie de ce volume.

Principaux sigles utilisés dans ce volume

- ♦BERD : Banque européenne pour la reconstruction et le développement
- ♦BRI : Belt and Road Initiative
- ♦CCWAEC : China-Central Asia-West Asia Economic Corridor
- ♦FMI : Fonds monétaire international
- ♦IDE : Investissements directs de l'étranger
- ♦LDPR : Parti libéral-démocrate de Russie
- ♦MSR : 21th Century Maritim Silk Road
- ♦NELBEC : New Eurasian Land Bridge Economic Corridor
- ♦NRS : Nouvelles routes de la soie

- ♦NSR : Northern Sea Route
- ♦OCDE : Organisation de coopération et de développement
- ♦ONG : Organisation non gouvernementale
- ♦OSCE : Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe
- ♦OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord
- ♦OTSC : Organisation du traité de sécurité collective
- ♦PIB : Produit intérieur brut
- ♦PCFR : Parti communiste de la Fédération de Russie
- ♦UE : Union européenne

N. B. : Sauf mention, les adresses des sites internet citées dans ce volume ont été vérifiées en janvier 2022

Table des matières

Introduction L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS <i>par Anne de Tinguy</i>	p. 4
Première partie – L'Eurasie dans l'actualité	
Zelensky à mi-mandat : l'Ukraine entre guerre et modernisation <i>par Annie Daubenton</i>	p. 15
Quand la politique devient un stigmat. « Agents de l'étranger », « extrémistes » et « indésirables » en Russie et au-delà <i>par Françoise Daucé</i>	p. 21
Les jeunes et le politique en Russie, en Ukraine et au Bélarus <i>par Félix Krawatzek</i>	p. 27
Entre résilience et anxiété : les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale « post-Covid » <i>par Catherine Poujol</i>	p. 34
D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique <i>par Bayram Balci</i>	p. 41
Deuxième partie – L'Eurasie en perspective	
Trente ans de transition vers l'économie de marché en Eurasie postsoviétique : l'heure du bilan <i>par Sergeï Guriev</i>	p. 48
L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature ? <i>par Olivier Roy</i>	p. 54
Les nouvelles routes de la soie chinoises en Asie centrale. Un projet mutuellement bénéfique ? <i>par Sébastien Peyrouse</i>	p. 60
Table des cartes, figures et tableaux	p. 68

L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS

Anne de Tinguy

Trente ans après l'effondrement de l'URSS, le bilan des évolutions que l'on peut observer dans l'espace postsoviétique est fait de permanences et de discontinuités. L'état des lieux en 2021 confirme l'âpreté de l'opposition entre partisans et adversaires de la sortie du postsoviétisme, un concept qui fait référence à des phénomènes sociopolitiques et internationaux¹. Dans un contexte sanitaire dégradé par le regain de la pandémie de Covid-19, qui aggrave un bilan démographique difficile pour nombre d'Etats de la région², l'année s'est achevée sur une nouvelle crise internationale, lourde d'incertitudes, liée à la question ukrainienne.

Entre autoritarisme et démocratisation

En 2011, lors du vingtième anniversaire de la chute de l'URSS, l'ONG Freedom House classait dans la catégorie des pays « non libres » sept des douze Etats eurasiens (la Russie, le Bélarus, l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan), et qualifiait les cinq autres (l'Ukraine, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et le Kirghizstan) de « partiellement libres ». Dix ans plus tard, le tableau n'a pratiquement pas bougé : la seule différence est que le Kirghizstan a basculé parmi les « non libres ».

Si on laisse ce dernier de côté, les sept Etats « non libres » cités ont tous mis en place des régimes fortement personnalisés, oligarchiques et corrompus, dans lesquels le pluralisme politique est très limité, les processus institutionnels étroitement encadrés, les contre-pouvoirs inexistantes ou réduits au minimum, les inégalités sociales très importantes, l'information fortement contrôlée, l'accès à Internet et aux réseaux sociaux étrangers entravés lorsque le pouvoir est confronté à des contestations. En 2021, dans le classement mondial de la liberté de la presse effectué par Reporters sans frontières, ces sept Etats figurent dans le dernier quart des cent quatre-vingts étudiés.

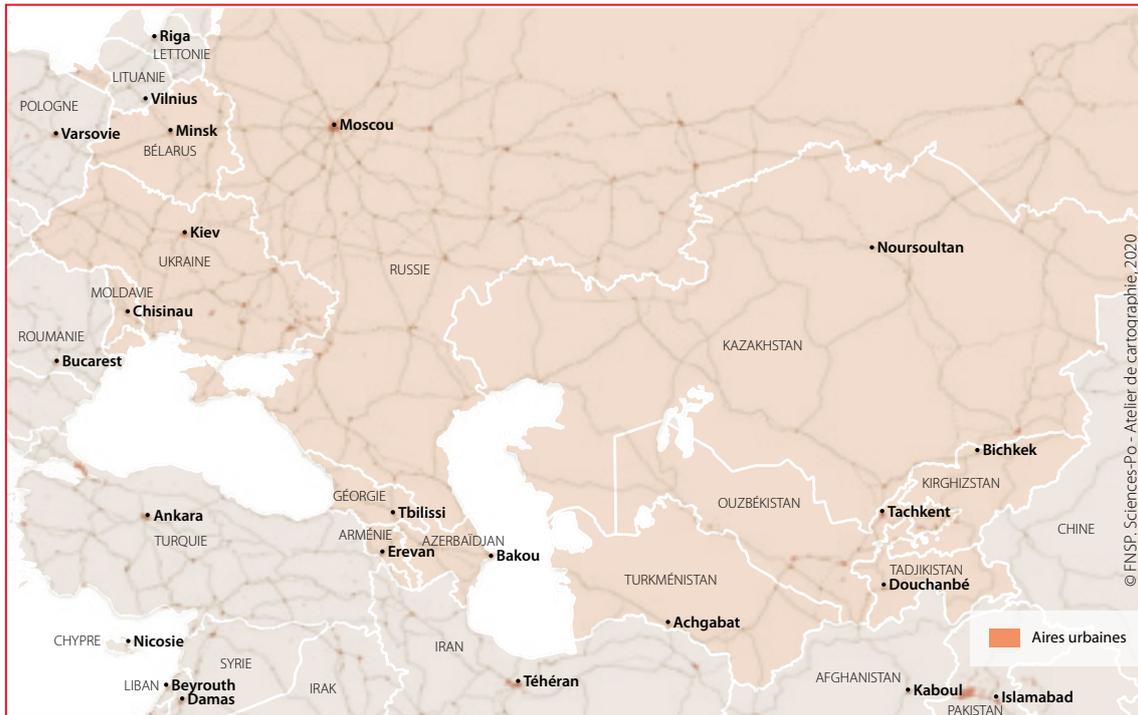
En matière de démocratie, 2021 a été une année particulièrement noire en Russie et au Bélarus et a débouché en janvier 2022 au Kazakhstan sur des émeutes révélatrices des tensions sociopolitiques générées par ces régimes autoritaires. En Russie, la répression a atteint de nouveaux sommets³. A son retour le 17 janvier de Berlin, où il avait été hospitalisé après

¹ Pour une définition du postsoviétisme, voir Anne de Tinguy, « Le postsoviétisme à nouveau contesté », dans Anne de Tinguy, *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2018/Les Etudes du CERI*, n° 241-242, février 2019.

² Entre 1991 et 2021, alors que la population des cinq Etats d'Asie centrale et de l'Azerbaïdjan a fortement augmenté, celle de la Russie, de l'Ukraine, du Bélarus, de la Géorgie, de la Moldavie et de l'Arménie a diminué. Voir Ekaterina Chtcherbakova, « La population de l'espace postsoviétique. 30 ans après » (en russe), *Demoscope Weekly*, n° 925-926, 14-28 décembre 2021, www.demoscope.ru/weekly/2021/0925/barom02.php.

³ Voir le chapitre de Françoise Daucé dans ce volume.

Carte 1 L'Eurasie



l'empoisonnement dont il avait été victime en août 2020, Alexeï Navalny a été arrêté et incarcéré. Dans les mois qui ont suivi, le mouvement qu'il avait créé a été interdit et démantelé après avoir été classé en juin comme « extrémiste ». En mai, Russie ouverte, l'organisation de promotion de la démocratie créée par Mikhaïl Khodorkovski, a été contrainte de cesser ses activités. Le 28 décembre, Mémorial a dû faire de même. La dissolution de cette ONG mondialement connue et respectée qui s'est employée pendant trente ans à faire progresser la connaissance et à perpétuer la mémoire des victimes du stalinisme, s'inscrit dans une politique mémorielle qui vise à « confisquer l'histoire pour en livrer une vision biaisée et partisane » qui ne peut être mise en doute⁴.

Au Bélarus, en dépit d'une opposition qui conteste toujours les résultats de l'élection présidentielle d'août 2020, Alexandre Loukachenko a réussi à se maintenir au pouvoir grâce au soutien du Kremlin et à une répression systématique. Nombre des leaders du mouvement de contestation ont été forcés à l'exil. Ceux qui sont restés au Bélarus ont pour la plupart été emprisonnés et soumis à de lourdes peines : en 2021 Viktor Babaryko a été condamné à quatorze ans de détention, Maria Kolesnikova à onze ans, Sergeï Tikhanovski à dix-huit ans. Les opposants réfugiés à l'étranger continuent d'être poursuivis : le 23 mai, un avion de Ryanair a été détourné et contraint de se poser à Minsk où l'un des passagers, Roman Protassevitch, a immédiatement été interpellé.

⁴ « L'association Memorial s'installe en France », entretien avec Nicolas Werth, *L'Histoire*, 9 juillet 2020, <https://www.lhistoire.fr/entretien/l%E2%80%99association-memorial-s%E2%80%99installe-en-france>.

Féroce, la répression ne permet pourtant pas au pouvoir de contrôler totalement les processus politiques. En témoignent la décision d'Alexeï Navalny de revenir à Moscou et la mise en ligne deux jours après son retour d'une nouvelle vidéo consacrée au « palais de Poutine », immédiatement vue par des dizaines de millions de Russes, ainsi que la réorganisation à l'étranger du mouvement de contestation biélorusse sous la bannière de Svetlana Tikhanovskaia. Par ailleurs, comme le note Felix Krawatzek dans ce volume, en s'abstenant lors des élections ou en adoptant des attitudes de défiance à l'égard des institutions, les sociétés pèsent sur les politiques menées par le pouvoir.

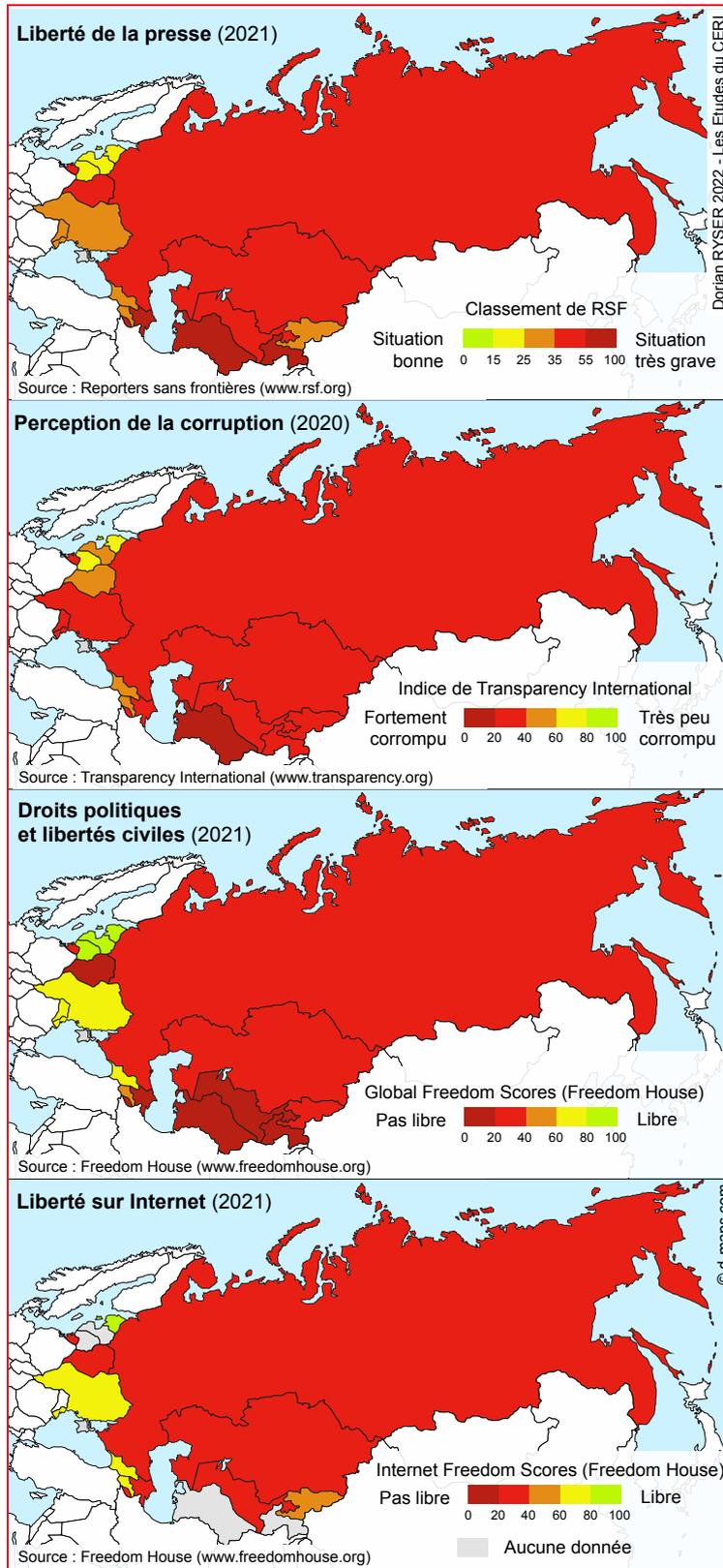
En Asie centrale, le poids de l'héritage soviétique continue également à imprégner fortement les pratiques politiques. Depuis 1991, à l'exception du Kirghizstan, les Etats de la région ont tous mis en place des régimes présidentiels forts, claniques, népotiques et clientélistes. Selon le « Democracy Index 2020 » publié en 2021 par The Economist Intelligence Unit, le Turkménistan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan font partie des dix Etats les plus autoritaires des cent soixante-sept étudiés. Et l'une des conséquences prévisibles du retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan est un contrôle accru des sociétés par les gouvernements.

Au Turkménistan, la concentration des pouvoirs entre les mains du président Berdymuhammedov et de son fils Serdar s'est accrue en 2021. Au Tadjikistan, Emomali Rahmon, à la tête du pays depuis 1992, a été réélu en octobre 2020 avec plus de 90 % des voix, et son fils est depuis avril 2020 président du Sénat. En Ouzbékistan, un processus contrôlé de réformes a été engagé depuis 2016 mais la nature du régime n'a guère été modifiée. Aucun parti d'opposition n'a été enregistré. Le nombre de prisonniers religieux a diminué mais reste très élevé. Et le 24 octobre, le président Mirziyoyev a été réélu avec 80 % des voix, sans réel concurrent. Au Kazakhstan, en dépit des promesses faites par Kassym-Jomart Tokaïev qui a succédé en 2019 au président Nazarbaev, le régime semble incapable d'évoluer. Aucun parti d'opposition n'a pu participer aux élections législatives du 10 janvier. Noursultan Nazarbaev est resté au cœur de la vie politique jusqu'aux événements de janvier 2022. La répression brutale et meurtrière a été la seule réponse aux graves émeutes qui ont alors éclaté.

Les cinq pays classés comme « partiellement libres », qui ont mis en place des démocraties électorales et un pluralisme politique, sont en rupture avec l'héritage soviétique et le postsoviétisme. Comme le souligne Annie Daubenton ci-après, le bilan de trente ans d'indépendance confirme l'ampleur des mutations en cours. Ces Etats ont progressé sur la voie de la liberté d'expression, ils ont tous connu de véritables alternances politiques et quatre d'entre eux des révolutions nées de la volonté des peuples de voir le résultat de leur vote pris en considération. Cela étant, tous, y compris ceux qui sont liés à l'Union européenne par un accord d'association et bénéficient à ce titre d'un fort accompagnement, peinent à se réformer. Les processus politiques sont compliqués par le poids de l'héritage, les intérêts personnels, les tensions économiques et sociales, le poids de l'oligarchie. Et la fragilité des régimes en place est aggravée pour quatre d'entre eux par les conflits auxquels ils sont confrontés (Donbass, Abkhazie, Ossétie du sud, Transnistrie, Karabakh).

En Ukraine, en dépit des efforts déployés – en 2021, pour lutter contre la corruption et la désinformation, le président Zelensky a mis l'accent sur la réduction de l'influence

Carte 2 Situation de la démocratie dans l'ex-URSS



politique, très forte, des oligarques –, le processus de réforme reste lent et non linéaire. En témoignent entre autres les résultats en matière de lutte contre la corruption et de liberté d'expression. La Géorgie s'enfonce depuis les élections législatives contestées d'octobre 2020 dans une crise politique qui se traduit par des blocages institutionnels et de multiples dissensions alimentées par l'arrestation en avril du chef du principal parti d'opposition et le 1^{er} octobre par celle de l'ancien président Mikheil Saakachvili de retour d'exil. En Moldavie, après des années de tourmente, la volonté de construire un Etat de droit a été confirmée. L'élection en novembre 2020 à la présidence de la République de Maia Sandu, porteuse d'un ambitieux programme de réforme de l'appareil de l'Etat, a été confortée par la victoire de son parti lors des élections législatives anticipées du 11 juillet qui lui ont donné la majorité au Parlement.

En Arménie, en dépit des fortes tensions provoquées par la défaite militaire subie en 2020 au Karabakh, la tenue des élections législatives anticipées du 20 juin, dont la qualité a été saluée par l'OSCE, et la victoire de Nikol Pachinian, l'homme qui avait porté la « révolution de velours » en 2018, ont confirmé le rejet par les Arméniens de l'ancienne élite corrompue, écartée après trois décennies de pouvoir. Le Kirghizstan, qui a connu à trois reprises en 2005, 2010 et 2020 des révoltes populaires qui ont toutes abouti au renversement des présidents en place, est le seul pays d'Asie centrale à avoir instauré un régime pluraliste et, à partir de 2010, semi-présidentiel. L'arrivée au pouvoir fin 2020 de Sadyr Japarov a donné à cette trajectoire démocratique un coup d'arrêt qui se traduit en particulier par le renforcement des pouvoirs présidentiels entériné par le référendum du 10 janvier.

Un espace de concurrences et de conflits

Cette diversité des trajectoires politiques s'est répercutée sur les équilibres internationaux. Dès les années 1990 l'espace postsoviétique a cessé d'être une maison commune. Et en 2014, lorsque la Russie a annexé la Crimée et est intervenue dans le Donbass, il a volé en éclats. En 2021, à nouveau ébranlé par les évolutions du Bélarus et de l'Asie centrale, par la confirmation de l'intégration de l'Ukraine, de la Moldavie et de la Géorgie dans la communauté euroatlantique et par la stratégie adoptée par la Russie, il a continué de se fragmenter.

Le maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko, qui n'a été possible qu'avec l'aide de Moscou, met en cause la souveraineté du Bélarus. Les relations entre les deux Etats ont toujours été asymétriques, mais depuis 2020 Minsk se retrouve dans un état de dépendance accrue qui limite sa marge de manœuvre – son changement de position sur l'annexion de la Crimée en témoigne – et accentue le risque de sa vassalisation. Depuis 2020, Alexandre Loukachenko a rencontré plusieurs fois Vladimir Poutine, chaque fois en territoire russe. Leurs discussions ont débouché le 9 septembre sur l'annonce de la signature prochaine de vingt-huit programmes destinés à renforcer le processus d'intégration des deux Etats. Le 18 novembre, Vladimir Poutine a confirmé que celle-ci était bien l'objectif poursuivi. La dépendance du Bélarus à l'égard de la Russie est d'autant plus forte qu'il est isolé sur la scène internationale. Ses relations avec l'UE se sont encore détériorées depuis la crise migratoire qu'il a délibérément provoquée au cours de l'été et de l'automne, en attirant sur son territoire

plusieurs milliers de migrants venant pour la plupart du Moyen-Orient, qu'il a ensuite dirigés vers la frontière avec la Lituanie et la Pologne en les encourageant à la franchir illégalement. Bruxelles a répondu en adoptant de nouvelles sanctions et en accentuant le soutien apporté à la société civile et à l'opposition biélorusse en exil. En effet, depuis 2020 un autre Bélarus, hors frontières, se constitue, un « Bélarus démocratique » qui s'est doté d'un Conseil de coordination et a ouvert à l'étranger des « ambassades populaires » (seize à la mi-décembre)⁵.

En Asie centrale, deux phénomènes contribuent à bousculer l'ordre régional : d'une part, depuis 1991 la région s'est ouverte sur le monde extérieur et est devenue une terre de convoitises et de défis ; d'autre part, la conflictualité y reste très présente. Depuis plusieurs années, la Russie doit faire face à la concurrence d'acteurs extérieurs à la zone : l'UE qui était en 2020 le premier partenaire commercial des cinq pays de la région pris globalement, la Turquie, notamment par le biais de son Conseil turcique, les Etats-Unis, la Chine pour laquelle cette région est un élément central de son projet de Nouvelles routes de la soie, etc⁶. Cette dernière, devenue un acteur économique majeur (en témoigne entre autres l'importance des prêts qu'elle a accordés au Kirghizstan et au Tadjikistan), prend en outre des initiatives dans le domaine sécuritaire (ouverture en 2021 d'une deuxième base militaire sur le sol tadjik)⁷. Dans cet espace centrasiatique, les tensions interétatiques sont moins fortes depuis l'arrivée au pouvoir en 2016 du président Mirziyoyev. Mais les conflits liés à des tracés de frontières contestés restent récurrents. En avril, à la frontière entre le Kirghizstan et le Tadjikistan, un problème d'accès à l'eau a provoqué des affrontements qui ont fait plusieurs dizaines de morts. Et les émeutes de janvier 2022 au Kazakhstan sont susceptibles d'avoir de fortes répercussions régionales. Par ailleurs le retour au pouvoir des Talibans en Afghanistan est une source d'inquiétudes pour les pays de la région, en particulier pour le Tadjikistan, qui redoutent un afflux de réfugiés que pourraient infiltrer des islamistes et des narcotrafiquants, et l'émergence d'un nouveau terrorisme.

La conflictualité ne concerne pas que l'Asie centrale. Elle demeure très forte entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et entre la Russie et l'Ukraine. Parmi les conflits non résolus de l'Eurasie, ceux du Karabakh et du Donbass ont suscité de fortes tensions en 2021. Au Karabakh, en dépit de l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020, les incidents se sont multipliés tout au long de l'année. Mi-novembre, des affrontements dans la région de Syunik ont été particulièrement meurtriers. Dans le Donbass, les positions russes et ukrainiennes demeurant irréconciliables, le conflit reste entier. Le cessez-le-feu de juillet 2020 est régulièrement violé. Et la scission entre les territoires séparatistes et le reste de l'Ukraine est aggravée par la fermeture des points de passage pour raisons sanitaires, et par la politique de passeportisation menée par la Russie dans les deux Républiques autoproclamées.

⁵ Voir <https://belarusabroad.org/en>.

⁶ Sur les politiques turque et chinoise, voir les chapitres de Bayram Balci et de Sébastien Peyrouse dans ce volume.

⁷ Reid Standish, « Tajikistan approves construction of new Chinese-funded base as Beijing's security presence in Central Asia grows », Radio Free Europe/Radio Liberty, 28 octobre 2021, <https://www.rferl.org/a/tajikistan-approves-chinese-base/31532078.html>.

La confirmation par l'Ukraine, la Moldavie et, malgré de fortes tensions internes, la Géorgie de leur volonté de rejoindre la communauté euroatlantique accentue par ailleurs les discordances au sein de cet espace. Le 17 mai à Kiev, s'inspirant du groupe de Visegrad créé dans les années 1990 par la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie, ces trois Etats ont mis en place une coopération renforcée (le « Trio des associés ») dont le but est de soutenir leur intégration dans l'UE. Et au fil des années, leur réorientation politique, économique et commerciale vers l'ouest s'intensifie⁸. Dans le cas de l'Ukraine, en 2021, elle s'est traduite par une multiplication des contacts politiques au plus haut niveau avec les Etats occidentaux, par la réaffirmation d'un « partenariat stratégique » avec les Etats-Unis qui a fait l'objet d'une nouvelle « charte » signée le 10 novembre⁹, par une demande pressante de Kiev de bénéficier d'un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN et par des coopérations dans le domaine sécuritaire (assistance des Etats-Unis, achat à la Turquie de drones Bayraktar TB2). Ce rapprochement ukraïno-occidental a des limites : ni l'Union européenne ni l'Alliance atlantique ne paraissent prêtes, en tous cas à court terme, à offrir à l'Ukraine de devenir membre à part entière. Il est néanmoins patent, alors que les rapports ukraïno-russes continuent, eux, à se détériorer.

En 2021, la Russie a accentué les pressions politiques et militaires qu'elle exerce sur son voisin, faisant planer la menace d'une nouvelle offensive. Au printemps, puis à nouveau à l'automne elle a déployé à ses frontières d'importantes forces militaires. Ces mouvements, qui semblent s'apparenter à des opérations de répositionnement d'unités et d'équipements lourds en vue d'une opération militaire¹⁰, ont été précédés par d'autres initiatives apparemment destinées à leur donner du sens. Le 12 juillet, Vladimir Poutine a publié un long article sur « l'unité » des peuples russe et ukrainien qui, écrit-il, ne forment qu'« un peuple » – une idée déjà maintes fois exprimée –, dans lequel il met à nouveau en cause la légitimité des frontières de l'Ukraine et sa souveraineté qui « n'est possible que dans un partenariat avec la Russie »¹¹. En octobre, l'ancien président Dmitri Medvedev contestait l'autonomie de ses dirigeants, qualifiés d'« ignares » et de « faibles », car totalement inféodés aux Etats Unis¹². Au-delà de la question ukrainienne, ce que le Kremlin met en cause, c'est l'architecture de sécurité européenne.

⁸ En 2020, l'UE à 27 et le Royaume Uni représentaient 40,7 % des échanges commerciaux de l'Ukraine, 53,5 % de ceux de la Moldavie et environ 23 % de ceux de la Géorgie, la Russie n'en représentant plus que respectivement 7 %, 10,4 % et 11,7 %. Voir Union européenne, « Trade in goods with Ukraine », https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/country/details_ukraine_en.pdf, « Trade in goods with Moldova », https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/country/details_moldova_en.pdf, « Trade in goods with Georgia », https://webgate.ec.europa.eu/isdb_results/factsheets/country/details_georgia_en.pdf.

⁹ Le texte de la charte, qui remplace celle du 19 décembre 2008, est publié sur le site du Département d'Etat.

¹⁰ Melinda Haring, « Ukraine in the crosshairs », *Foreign Affairs*, 19 novembre 2021, <https://www.foreignaffairs.com/articles/ukraine/2021-11-19/ukraine-crosshairs>.

¹¹ Vladimir Poutine, « Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens » (en russe), 12 juillet 2021, www.kremlin.ru/events/president/news/66181 ; propos confirmés le lendemain 13 juillet dans une interview, www.kremlin.ru/events/president/news/66191 ; sur cette question, voir Alexandra Goujon *L'Ukraine de l'indépendance à la guerre*, Paris, Le Cavalier bleu, 2021, pp. 17-23.

¹² Dmitri Medvedev, « Pourquoi les contacts avec l'actuelle direction ukrainienne n'ont pas de sens » (en russe), *Kommersant*, 11 octobre 2021, <https://www.kommersant.ru/doc/5028300>.

De la question ukrainienne à l'architecture européenne de sécurité

Le 30 juin, Vladimir Poutine s'est déclaré « inquiet » des « développements militaires sur le territoire ukrainien », affirmant qu'ils constituaient « un problème de sécurité considérable » pour la Russie et qu'ils touchaient à ses « intérêts vitaux ». Dans les mois qui ont suivi, dans un contexte de fortes tensions avec les Etats-Unis et l'Union européenne, il est revenu à plusieurs reprises sur la question. Le 18 novembre et le 14 décembre, il a demandé « des garanties juridiquement contraignantes » qui assureraient sa sécurité. Une demande précisée le 17 décembre dans deux projets d'accords publiés sur le site du ministère des Affaires étrangères, l'un russo-américain, l'autre russo-otanien, aux termes desquels les Etats-Unis devraient s'engager à « ne pas effectuer de nouvel élargissement de l'OTAN à l'Est », en particulier à l'Ukraine, à ne pas développer de coopération militaire avec les Etats de l'ex-URSS, à ne pas déployer de forces de l'OTAN dans des régions où elles pourraient menacer la sécurité russe et à revenir aux équilibres d'avant 1997.

La démarche russe est brutale : Moscou demande à Washington de négocier sous la menace implicite d'un recours à la force en Ukraine, écarte les Ukrainiens et les Européens en s'adressant aux seuls Américains, à son avis les maîtres du jeu, et menace en cas d'échec des négociations de prendre « des mesures militaro-techniques »¹³. Elle est aussi ambitieuse : ce que veut Moscou, c'est la refonte de l'architecture de sécurité européenne mise en place trente ans plus tôt.

Pourquoi cette nouvelle offensive ? Pourquoi risquer de s'engager dans une nouvelle confrontation avec les Etats-Unis et l'UE et de perdre, cette fois définitivement, l'Ukraine ? Les mouvements de troupes russes correspondent-ils à de l'intimidation stratégique ? Ou signifient-ils qu'en dépit des multiples mises en garde des Etats-Unis et des Etats membres de l'UE sur les conséquences stratégiques et économiques très élevées qu'aurait pour la Russie une telle décision, le recours à la force est à nouveau considéré à Moscou comme une option ? Les préoccupations russes sont-elles d'assurer sa sécurité ou de renforcer le statut de grande puissance auquel elle prétend ? La Russie pense-t-elle que les Occidentaux accéderont à des demandes pourtant immédiatement qualifiées par certains d'irrecevables ou d'irréalistes¹⁴ ?

La volonté du Kremlin de donner un coup d'arrêt à la dégradation des positions de la Russie en Ukraine et plus généralement dans l'espace postsoviétique est sans doute au premier rang de ses préoccupations. Depuis 1991, même si la Russie demeure un acteur majeur, elles se sont sérieusement détériorées, ce qu'un éminent expert russe reconnaît sans ambages : aveuglé par le « syndrome du grand frère », Moscou a échoué à « construire des relations positives et durables avec ses voisins les plus proches »¹⁵. Dans cet espace, si elle accepte

¹³ Vladimir Poutine, allocution devant le Collège du ministère de la Défense, 21 décembre 2021, voir www.kremlin.ru/events/president/news/67402.

¹⁴ Sur cette question, voir Gilles Andréani, « Ukraine, la guerre annoncée de Vladimir Poutine », *Telos*, 9 janvier 2022, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/ukraine-la-guerre-annoncee-de-vladimir-poutine.html>.

¹⁵ Andreï Kortunov « La Russie dans l'espace postsoviétique : le difficile chemin de l'adaptation », dans

que des acteurs extérieurs, en particulier la Chine, jouent un certain rôle, ses récentes initiatives en Ukraine, au Bélarus et au Kazakhstan ainsi que le recours dans ce pays à l'OTSC (qui vise à montrer l'existence d'une communauté) confirment qu'elle continue à le considérer comme le centre de ses « intérêts vitaux » et le cœur de sa puissance. Les premières confirment aussi que l'Ukraine continue à occuper à ses yeux une place centrale.

Or en 2021, la trajectoire ukrainienne correspond de moins en moins à ce que Moscou voudrait qu'elle soit : la Russie n'a pas obtenu les concessions qu'elle espérait de Volodymyr Zelensky, les négociations sur le Donbass n'ont pas débouché sur les résultats qu'elle en attendait, les sanctions occidentales à son encontre n'ont pas été levées, l'Ukraine développe ses partenariats avec les Etats occidentaux et demande avec toujours plus d'insistance à devenir membre de l'OTAN. Ce que le Kremlin redoute, c'est que Kiev soit en train de glisser dans l'orbite sécuritaire des Etats-Unis. Perdre l'Ukraine serait, à ses yeux et plus largement à ceux des Russes, une défaite historique et un coup majeur porté à sa grandeur. Et l'attraction qu'exercerait dans l'espace postsoviétique une Ukraine qui parviendrait à mettre en place un Etat de droit intégré à la communauté euroatlantique en ferait un redoutable concurrent.

La politique menée par la Russie depuis 2014 montre que, pour stopper ce processus, le Kremlin n'envisage pas de s'engager dans une politique de conciliation et de reconnaissance de la souveraineté de l'Ukraine, en reculant dans le Donbass et en Crimée. Elle suggère qu'il estime avoir le choix entre recourir à nouveau à une stratégie hybride qui inclurait la force, ou obtenir des Occidentaux qu'ils cessent de soutenir Kiev, ou combiner les deux options en faisant pression sur les Etats Unis et l'UE en menaçant d'intervenir militairement en Ukraine ou de la déstabiliser encore davantage. Le contexte l'a-t-il conduit à penser qu'il bénéficierait en 2021 d'une fenêtre d'opportunité ? Le retrait d'Afghanistan a mis à mal la crédibilité des Etats-Unis sur la scène internationale. Il confirme les réticences des Américains à l'égard des interventions extérieures dont avaient témoigné leur quasi-absence de réaction au moment de la guerre en Géorgie en 2008, puis leur refus en 2013 d'intervenir en Syrie. Le Kremlin en a-t-il conclu qu'en dépit des assurances données par Joe Biden sur le « soutien indéfectible à la souveraineté et à l'indépendance de l'Ukraine », les réactions des Etats-Unis et de l'UE à une éventuelle nouvelle intervention en Ukraine seraient limitées ? Qu'elles le seraient d'autant plus que la priorité explicite de la politique étrangère américaine est la Chine¹⁶ ?

*

* *

Arnaud Dubien (dir.) *Russie 2021. Regards de l'Observatoire franco-russe*, Paris, L'Inventaire, 2021.

¹⁶ Sur les débats aux Etats-Unis, voir Samuel Charap, « The US approached to Ukraine's border war isn't working. Here's what Biden should do instead. », *Politico*, 19 novembre 2021, <https://www.politico.com/news/magazine/2021/11/19/ukraine-russia-putin-border-522989> ; Michael Kimmage, Michael Kofman « Russia won't let Ukraine go without a fight », *Foreign Affairs*, 22 novembre 2021, <https://www.foreignaffairs.com/articles/ukraine/2021-11-22/russia-wont-let-ukraine-go-without-fight>.

Trente ans après la fin de l'URSS, les éléments de rupture avec l'ordre postsoviétique sont patents. L'année 2021 a confirmé ce que révèle le bilan de ces trois décennies : cet espace autrefois unifié est fracturé en raison des choix politiques radicalement différents faits par les Etats de la région, des conflits ouverts auxquels certains d'entre eux (notamment la Russie et l'Ukraine, l'Arménie et l'Azerbaïdjan) sont en proie, de l'attraction exercée par des acteurs extérieurs à la zone. Le bilan de court et de long terme a aussi confirmé que l'héritage soviétique continue de peser lourdement sur les attitudes et les pratiques politiques, avec des conséquences tragiques pour les populations de certains Etats (Russie, Bélarus, Kazakhstan), ainsi que sur le rapport de la Russie aux pays de son ancien empire, en particulier l'Ukraine, le Bélarus et le Kazakhstan (trois Etats sur le territoire desquels résident de fortes minorités russes), et au monde occidental. La décision de la Russie d'exercer de nouvelles pressions sur l'Ukraine et de demander la révision des fondements de l'architecture européenne de sécurité mise en place au lendemain de la fin de la guerre froide vise à revenir à des rapports de force qui étayeraient le statut de grande puissance auquel elle prétend. Elle est susceptible de donner une nouvelle impulsion à la désintégration de l'Eurasie.

Pour citer ce chapitre : Anne de Tinguy, « L'Eurasie trente ans après l'effondrement de l'URSS », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Première partie

L'Eurasie dans l'actualité

Zelensky à mi-mandat : l'Ukraine entre guerre et modernisation par Annie Daubenton

Le mi-mandat de Volodymyr Zelensky correspond au trentième anniversaire de l'indépendance de l'Etat ukrainien. Cette double perspective contribue à relativiser les avancées et les reculs. Arrivé tel un bolide en politique avec son « turbo régime » qui donnait à croire qu'il vaincrait d'un coup la guerre, la pauvreté et l'oligarchie systémique du pays, le président a dû plus d'une fois faire marche arrière. Du haut de ses trente années, la « vieille démocratie ukrainienne » a souvent eu raison de ses ardeurs.

Une gouvernance en zigzag

En 2019, l'équipe au pouvoir se forme dans la précipitation et dans un recrutement conjoncturel. Elle est constituée d'éléments disparates, qui ne tardent pas à s'affronter ou à influencer de façon contradictoire sur les décisions de la présidence¹. Cohabitent des sensibilités prorusses, des personnages liés à Igor Kolomoïski et d'autres plus proches des aspirations de la « révolution de la dignité » de 2014. Le président choisit pour chef de gouvernement Oleksiy Hontcharouk, un indépendant apprécié à l'Ouest et par la société civile. Il est limogé un an après sa prise de fonction et remplacé par Denys Shmyhal (qui a travaillé dans la société de l'oligarque Akhmetov). Andrii Yermak, à la sensibilité prorusse, prend la tête de l'Office du président.

Les démissions et mises à l'écart vont alors se succéder, contribuant à accentuer le caractère sinueux de la stratégie du nouveau pouvoir : révocation du procureur Riabochapka accusé de servir les intérêts de l'ancien président Porochenko, mise à l'écart du ministre de l'Intérieur Arsen Avakov, démission du président du Parlement Dmytro Razoumkov, votée à l'arrache, en octobre 2021.

Ces changements de pied fréquents sont limités par les lignes rouges posées par une partie de la société qui se mobilise régulièrement. En 2019, quand le pouvoir déclare être prêt à signer la loi offrant un statut spécial aux régions occupées du Donbass, les manifestants se rassemblent et refusent ce qu'ils appellent la « capitulation ». Le président recule.

Les institutions du pays contribuent elles aussi à limiter le jeu de la présidence, positivement ou négativement, selon les épisodes. Les juridictions anti-corruption se sont multipliées après 2014, conditionnant l'accord d'association avec l'Union européenne ainsi que le régime sans visa ; il s'agit de tenter de casser la corruption systémique au sommet de l'Etat. Elles sont nombreuses, également formées dans la précipitation, et leur faible base institutionnelle est à l'origine de conflits permanents. Ces organes dépendent-ils de l'exécutif ou du législatif, qui possède le droit d'en nommer les responsables ? Les différentes institutions se renvoient la balle. Ainsi, en août 2020, quarante-neuf députés majoritairement membres de la plateforme

¹ Voir Alexei Bratuschak, « Les nouveaux visages ne décollent pas », (en ukrainien), 25 octobre 2021, <https://hromadske.ua/ru/posts/novye-lica-ne-vzleteli-pochemu-razbegaetsya-komanda-zelenskogo>.

d'opposition prorusse font appel à la Cour constitutionnelle contre l'obligation faite aux hauts fonctionnaires de déclarer leurs revenus, et cette dernière leur donne raison. Le président tente de s'opposer aux juges de la Cour constitutionnelle. Il lui est répondu que ceux-ci ne peuvent être démis de leurs fonctions ni par le président, ni par le Parlement.

Le blocage institutionnel se reproduit régulièrement. Le président qualifie ces actions de danger pour la sécurité nationale étant donné les engagements du pays à l'égard des instances occidentales. Cette situation va l'encourager à prendre des raccourcis à la limite de la légalité. On est aussi en pleine pandémie et le parti « Serviteur du peuple » a été sévèrement sanctionné lors des élections locales de l'automne 2020.

Confronté à un Parlement où la majorité favorable au pouvoir devient moins docile et à des institutions avec lesquelles les conflits sont permanents, le pouvoir se tourne vers le Conseil de sécurité et de défense, organe sous contrôle présidentiel, pour mener à bien des tâches qui ne lui incombent pas toujours : qu'il s'agisse de la lutte anti-oligarchique ou de celle contre l'influence de la propagande russe dans le pays.

C'est le Conseil de sécurité et de défense qui propose des sanctions contre Viktor Medvedtchouk, oligarque influent, allié du Kremlin, à la tête du principal parti prorusse du Parlement et d'un important réseau médiatique. La diffusion des trois chaînes de télévision dont il a le contrôle est arrêtée le 4 février 2021. Des perquisitions sont lancées au bureau du parti et l'oligarque est placé en résidence surveillée, ce qui provoque la colère des Russes.

Comment casser cette colonne vertébrale oligarchique, qui vit de son entre-soi, assure pour sa majeure partie le lien avec Moscou, mais nourrit en même temps une partie importante du budget de l'Etat ? Le pouvoir élabore sa stratégie de « désoligarchisation ». Il définit l'oligarchie en retenant quatre critères : une influence significative sur les médias, la participation à la vie politique, la propriété effective d'une entreprise monopolistique et la possession d'actifs supérieurs à l'équivalent de 70 millions d'euros, puis établit la liste de treize oligarques attaqués nommément. Après Medvedtchouk, l'homme de Poutine, Zelensky montre du doigt Rinat Akhmetov qui relaye dans les médias qu'il contrôle les plus virulentes critiques contre le gouvernement (son entourage est accusé le 26 novembre 2021 par le président, lors d'une conférence de presse, de fomenter un coup d'Etat).

Changements dans la carte politique du pays

La marge de manœuvre est étroite. L'opposition crie que l'Etat de droit est menacé et le président atteint de prurit autoritaire.

De plus, la carte politique du pays a profondément changé. Les études sociologiques des dernières années montrent que les différences idéologiques et régionales sont devenues moins importantes que les fractures générationnelles.

Le président doit sa victoire à la mobilisation de celle que l'on appelle désormais la « génération de l'indépendance » qui ne connaît l'histoire soviétique que par les manuels ou la famille, et appartient à un tout autre univers culturel. Au sein de cette génération, un

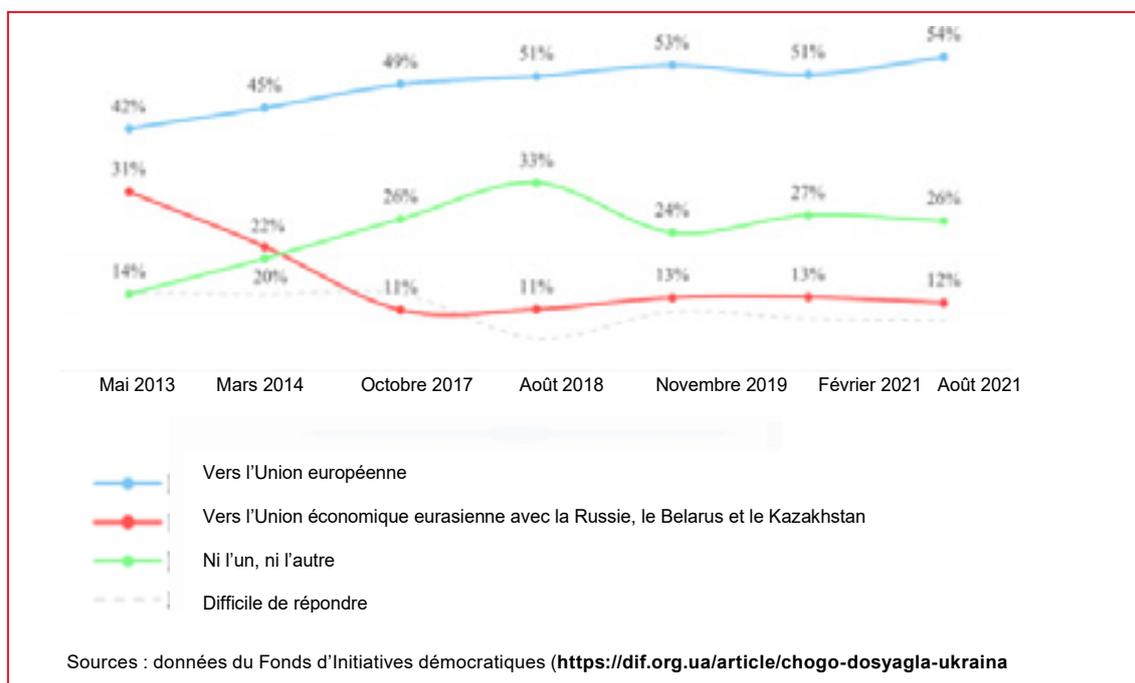
électeur sur deux a voté Zelensky². C'est elle aussi qui soutient l'avenir européen de l'Ukraine. Parmi les 16-24 ans, 66 % sont favorables à l'OTAN, 75 % à l'adhésion à l'Union européenne.

La génération de l'indépendance aime voyager et, liberté des visas oblige, en a pris l'habitude. La moitié des 25-30 ans et plus d'un tiers des 16-24 ans ont visité l'Europe. Ce qui ne l'empêche pas de découvrir également le pays : plus de 60 % voyagent à travers l'Ukraine. En revanche, près de 90 % de ceux qui voyagent ne sont jamais allés dans les autres pays de l'espace postsoviétique.

Le jeune président est le miroir de cette génération et ne l'oublie pas. Il met en avant des programmes comme « l'Etat dans un smartphone » qui encourage la digitalisation dans la fonction publique, la « Grande construction » qui accélère la reconstruction du réseau routier ou le programme *Nove Selo* (mise en place d'infrastructures regroupées dans les villages). Des initiatives particulièrement bien accueillies par la nouvelle génération³.

La guerre aussi a contribué à l'homogénéité politique du pays, concourant à une sorte de consensus par défaut. Les avantages comparés de la démocratie et des valeurs européennes sont visibles à l'œil nu, qu'il s'agisse des méfaits de la guerre, de l'arrivée des réfugiés bélarusses ou des démocrates russes pourchassés. Au cours des dix dernières années, la population a évalué de façon de plus en plus positive la nouvelle orientation politique du pays.

Figure 1
Quelle direction l'Ukraine devrait-elle prendre?



² http://ratinggroup.ua/research/ukraine/pokolenie_nezavisimosti_cennosti_i_motivacii.html 19/08/2021.

³ Voir « Deux ans de présidence Zelensky, l'évaluation des citoyens », (en ukrainien), 20 mai 2021, http://ratinggroup.ua/research/ukraine/dva_goda_prezidenta_zelenskogo_ocenki_grazhdan.html 20.05.2021.

L'arrivée de Zelensky a produit un recentrage politique auquel les précédents pouvoirs n'étaient pas parvenus : Viktor Ianoukovitch avait choisi de gouverner à l'Est, là où l'électorat lui était le plus favorable, et Petro Porochenko à l'Ouest en insistant sur les marqueurs identitaires : tradition, langue, religion. Zelensky a réussi une percée dans l'Ukraine du centre, optant selon la formule d'Oleksiy Rozoumniy, pour « une forme allégée du patriotisme »⁴.

Ces fluctuations dans les opinions politiques constituent une donnée importante dans les négociations avec Moscou. Selon toutes les estimations, le segment prorusse de l'électorat s'est effondré et oscille entre 12 et 20 % de soutien⁵. Il n'y a que deux régions où s'équilibrent les opinions pro et antiruses, ce sont celles qui sont proches des « enclaves » occupées : l'oblast de Kharkov et celui d'Odessa.

Les décisions du pouvoir contribuent aussi aux modifications du territoire politique : les ambiguïtés du départ ont valu à Zelensky un certain soutien à l'Est, mais après le refus des compromis avancés par le Kremlin, il a regagné la sympathie des populations de l'Ouest, perdant une partie de l'estime des autres⁶. La levée du moratoire sur la vente de terres agricoles bouscule aussi l'échiquier politique. La présidence en avait fait un des enjeux de sa campagne électorale et le FMI la condition du déblocage d'une première tranche d'aide au pays en pleine pandémie. De même, la réforme de la décentralisation impulsée par l'ancien président Porochenko, qui a donné davantage d'autonomie aux régions, a renforcé les élites locales : les conséquences en ont été visibles lors des élections régionales d'octobre 2020 peu favorables au pouvoir central.

Mais avec le recul, c'est le trentième anniversaire de l'indépendance qui met en lumière le chemin parcouru depuis la fin de l'Union soviétique. Oleksiy Haran l'exprime par une pirouette en titrant ses souvenirs de politologue *De Brejnev à Zelensky*. Plus systématiquement, le Centre Razumkov récapitule un à un les différents chapitres de cette courte/longue histoire⁷.

Chaque épisode prend son sens et sa place : la « révolution sur le granit » de 1990, la « révolution orange » de 2005, Maïdan en 2014, puis la signature de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne qui rend possibles les réformes globales. « Le résultat de ces trente années, note la députée et ex-ministre Ivanna Klymush-Tsintsadze, c'est d'avoir finalement déterminé le vecteur de notre mouvement »⁸.

⁴ Oleksiy Rozoumniy, « Une version légère du patriotisme » (en ukrainien), Centre Razumkov, 25 mai 2021, <https://razumkov.org.ua/komentari/dva-roky-zelenskogo-laitversiiia-patriotyzmu-novitnii-kuchma-i-obitsiankytsiatsianky%20>.

⁵ www.razumkov.org.ua/napriamky/sotsiologichni-doslidzhennia/elektoralni-orientatsii-gromadian-ukrainy-zhovten-2021r.

⁶ Entretien avec Konstantin Maleïev, sociologue, octobre 2021.

⁷ Yuriy Yakymenko, « Introduction », dans Yuriy Yakymenko (dir.), *Ukraine : 30 Years on the European Path*, Kiev, Centre Razumkov, 2021, <https://razumkov.org.ua/en/>.

⁸ Voir Centre Razumkov, « Réalisations et erreurs dans la voie de l'Ukraine vers un Etat européen indépendant » (en ukrainien), https://www.youtube.com/watch?v=gi-Rbfvc2Ko&ab_channel=razumkovcentre.

Face à la Russie, des positions dans l'impasse

Pour contrer cette réorientation, les stratégies d'encerclement se multiplient côté russe : contre-feux militaires, diplomatie de proximité, réseaux énergétiques ou *soft power* médiatique.

Non sans naïveté, Zelensky – et une partie de son équipe – aspirait au début de son mandat à une sorte de combat d'homme à homme avec Vladimir Poutine. Dans sa réticence à garder Petro Porochenko comme interlocuteur, le Kremlin avait en quelque sorte favorisé son arrivée – avec l'aide de Medvedtchouk en sous-main –, pensant que ce nouveau venu serait plus facile à manipuler. Mais après quelques succès comme lors des échanges de prisonniers de la fin 2019, les relations se sont tendues à l'extrême.

Après sept ans de guerre, d'innombrables médiations et près de 15 000 morts, les illusions ont fondu. Celles du pouvoir comme celles des responsables de l'OSCE chargés de surveiller le front et qui ont de plus en plus de difficulté à s'acquitter de leur tâche⁹.

Les espoirs de paix qui reposaient sur les accords de Minsk ne sont plus vantés que par la partie russe qui espère encore faire aboutir les points auxquels elle tient : faire que les rebelles du Donbass qu'elle contribue à armer deviennent des interlocuteurs légitimés par Kiev, et que le statut spécial du Donbass entre dans la Constitution ukrainienne, ouvrant la voie à une fédéralisation du pays. La partie ukrainienne demande de son côté la reprise du contrôle de sa frontière comme préalable à toute avancée dans les négociations.

Le 22 septembre 2021, à la tribune des Nations unies, Volodymyr Zelensky a qualifié la situation créée par son voisin de l'Est de « crime international ». Il avait auparavant fait pression pour que l'adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne soit « tranchée avant la fin de la décennie » et pesé sur l'administration Biden pour que son pays bénéficie d'un plan d'action pour l'adhésion à l'OTAN.

Au printemps, puis à l'automne 2021, d'importants mouvements de troupes et de matériel sont déployés à la frontière ukrainienne et alertent les partenaires occidentaux du pays. S'agit-il d'une forme de test s'adressant également à l'Ouest, ou une nouvelle escalade du conflit est-elle possible ?

La réponse est donnée par le Kremlin qui rend publics le 17 décembre 2021 deux traités demandant la limitation de l'influence militaire des Etats-Unis, l'interdiction de tout nouvel élargissement de l'Alliance atlantique, et appelant à la négociation. Le conflit prend ainsi une nouvelle forme : celle d'une mise en garde dont l'objet reste l'Ukraine, mais qui s'étend bien au-delà. A la guerre hybride succède ainsi une forme d'escalade diplomatique aux enjeux incertains, soumis à une « communauté internationale » hésitante.

A l'horizon 2022, la situation apparaît d'autant plus menaçante qu'à la frontière Nord s'est ouvert un nouveau front potentiel de quelque mille kilomètres : la militarisation du Bélarus s'est renforcée, aidée par la Russie, en soutien au président Loukachenko dont la légitimité est contestée par la population.

⁹ Andreas Umland « Achievements and limitations of the OSCE's special monitoring mission to Ukraine », *SCEEUS Reports on Human Rights and Security in Eastern Europe*, n° 3, 2021.

Sur le plan énergétique, le gazoduc Nord Stream 2, reliant la Russie à l'Allemagne et contournant l'Ukraine, arrive en phase de certification : après avoir levé les sanctions qui retardaient sa mise en fonction, Washington menace à nouveau de les réintroduire.

L'accord de transit entre Gazprom et l'Ukraine court jusqu'en 2024, après quoi les pertes pour l'Ukraine s'élèveront à 1 % du PIB ; il risque surtout de laisser le pays désarmé face à ses voisins. Car dans la foulée de ce feu vert donné à Nord Stream 2, Gazprom a passé contrat avec la Hongrie et le Bélarus. Ainsi se trouve bouclé un lien énergétique reliant les pouvoirs « illibéraux » qu'ils se trouvent à l'intérieur de l'Union européenne ou à l'extérieur.

Moins visible au niveau international est le jeu que le Kremlin entretient à l'intérieur du pays d'un côté avec les partis politiques qu'il soutient, de l'autre les médias indirectement financés par les oligarques qui diffusent à longueur d'antenne une vision biaisée du monde, entretiennent fausses informations et propagande¹⁰. Face à ces menaces, plusieurs répliques ont été mises en œuvre par Kiev.

Sur le plan diplomatique, la Plateforme de Crimée, qui a réuni les représentants de quarante-six Etats à la veille du trentième anniversaire de l'indépendance, a été créée. Pour la première fois depuis 2014, la presqu'île occupée – mise à l'écart des accords de Minsk — réapparaît dans les agendas internationaux.

Sur le plan énergétique, Kiev a obtenu, aux côtés de la Pologne, d'entrer dans la certification de Nord Stream 2 et contribue ainsi à l'ultime blocage de la mise en service du gazoduc.

Les risques qui pèsent sur l'équilibre du pays stimulent les plans de reconversion énergétique : hydrogène vert que le territoire agricole pourrait favoriser, aides financières pour la fermeture des mines de charbon, modernisation des systèmes de chauffage, monitoring du gaz à effet de serre dans les usines. Même s'il ne s'agit pour l'heure que de projets pilotes, le mouvement est donné¹¹.

*

* *

Un pouvoir à mi-mandat et le recul de trente années, ces deux cycles permettent sinon de trouver l'issue au conflit du moins de lui redonner sens. La guerre avec la Russie est parfois définie comme une guerre d'indépendance à retardement, celle que le pays aurait pu subir en 1991. Ce à quoi il est souvent répondu qu'il s'agit aussi d'une construction de l'Etat à retardement¹².

¹⁰ Institute of Mass Information and Detektor Media, « Pro-Russian and anti-Western conspiracy theories of information war. Key trends 2020-2022 », 2021, <https://imi.org.ua/en/books/pro-russian-and-anti-western-conspiracy-theories-of-information-war-i39874>.

¹¹ Roman Nisovytych, entretien personnel. Pour référence : <https://dixigroup.org/en/home-en/>.

¹² Réunion de présentation du dossier du Centre Razumkov, « Ukraine : 30 years on the European path », https://www.youtube.com/watch?v=gi-Rbfvc2Ko&ab_channel=razumkovcentre (en ukrainien), <https://razumkov.org.ua/en/> (en anglais).

Pour citer ce chapitre : Annie Daubenton, « Zelensky à mi-mandat : l'Ukraine entre guerre et modernisation », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Quand la politique devient un stigmaté : « agents de l'étranger », « extrémistes », « indésirables » en Russie et au-delà par Françoise Daucé

Si la triste actualité du coronavirus et des confinements a dominé l'agenda international en 2020 et 2021, elle s'est doublée en Russie et au Bélarus d'une actualité de la répression contre les opposants pouvant aller jusqu'à leur élimination physique. En Russie, la tentative d'empoisonnement d'Alexeï Navalny à l'été 2020 a constitué l'acmé du combat engagé par les forces de sécurité contre les opposants au pouvoir les plus populaires. Après avoir fait la preuve de la responsabilité des services russes dans la tentative d'assassinat dont il avait été victime, Navalny a choisi en janvier 2021 de rentrer en Russie, depuis Berlin où il était soigné, ce qui a provoqué son arrestation, puis a précipité la répression de son mouvement qualifié d'extrémiste. Sa Fondation de lutte contre la corruption (FBK) et le réseau militant qu'elle avait constitué dans l'ensemble du pays ont dû renoncer à toute activité sur le sol russe.

Au Bélarus, les mobilisations de l'été 2020 à l'occasion des élections présidentielles avaient laissé espérer une sortie de l'autoritarisme politique incarné par le maintien au pouvoir d'Alexandre Loukachenko depuis 1994. Mais soutenu par son allié russe, le chef de l'Etat a rapidement repris la main et engagé une lutte farouche contre les voix critiques qui se sont exprimées dans le pays, faisant valoir sa mainmise sur terre et dans les airs en allant en mai 2021 jusqu'à détourner l'avion transportant l'opposant Roman Protassevitch alors qu'il survolait le pays.

Quelle leçon tirer de cette séquence, si ce n'est le constat de la défaite manifeste des opposants, et de la victoire sans appel des élites au pouvoir ? Ces sombres récits méritent pourtant une étude attentive des mécanismes d'emprise car, d'une part, la domination politique n'est jamais définitivement acquise mais toujours en train de se faire, et, d'autre part, la violence de la répression suscite des réorganisations militantes qui essaient au-delà des réseaux constitués et des frontières nationales.

Le zèle permanent du contrôle politique

Malgré la domination durable des gouvernements autoritaires sur l'ensemble des processus politiques et institutionnels, la sujétion de la société n'est jamais acquise mais sans cesse remise sur le métier. Les sociétés postsoviétiques sont dynamiques, actives et connectées. Les différenciations sociales, générationnelles, nationales ou géographiques qui les traversent alimentent des dynamiques de loyauté mais aussi d'abstention ou de critiques. Le moment du vote constitue ainsi un moment privilégié de tensions quand bien même les résultats des scrutins sont fixés à l'avance. La préparation des élections est surveillée avec attention par les autorités comme par les cercles protestataires qui tentent de s'emparer du prétexte électoral pour affermir

leur légitimité d'un côté, la critiquer de l'autre, à l'exemple de l'élection présidentielle contestée au Bélarus de l'été 2020 ou des élections législatives encadrées en Russie en septembre 2021¹.

Ces dernières, organisées du 17 au 19 septembre pour renouveler la Douma, ont été l'occasion d'évaluer l'importance des ressources administratives déployées par le pouvoir pour contrôler l'élection : les militaires ont été gratifiés d'une prime de 15 000 roubles (environ 180 euros) et les retraités d'une aide de 10 000 roubles (environ 120 euros) pour compléter leur pension. Le gouvernement a ainsi témoigné de sa sollicitude à sa base sociale la plus fidèle. Sous des apparences de démocratie participative, Russie unie a organisé une consultation citoyenne en ligne pour nourrir son programme qui a reçu, selon ses dires, 1,6 million de propositions². Enfin, pour garantir la participation et la loyauté des électeurs, des pressions ont été exercées sur les fonctionnaires et les employés des organisations parapubliques. L'ouverture des bureaux le vendredi a ainsi permis d'organiser le vote en groupe des collectifs de travail.

En contrepoint, un encadrement strict de la compétition politique a été assuré par les commissions électorales qui ont invalidé des candidats jusqu'au jour du scrutin. L'organisation d'Alexeï Navalny étant considérée comme « extrémiste », toutes les personnes l'ayant soutenu de près ou de loin ont été écartées des élections. Le parti libéral labloko, qui a par le passé accueilli sur ses listes des forces en difficulté, a renoncé à intégrer les militants de la Fondation de lutte contre la corruption pour ne pas mettre en péril l'ensemble de ses candidats. Il s'est également abstenu d'intégrer Andreï Pivovarov, dont l'organisation Russie ouverte avait été déclarée indésirable par les autorités. La fabrication sous contrôle des listes électorales a été marquée par le maintien d'un pluralisme de façade malgré la domination du parti du pouvoir. Quatorze partis (dont le PCFR et le LDPR) ont pu présenter des candidats, permettant aux électeurs de choisir entre différentes listes et personnalités locales. Dans le cas le plus inique, les « clones » de candidats libéraux se sont présentés contre eux (comme pour Boris Vichnevsky, candidat du parti labloko, confronté à deux homonymes et sosies dans sa circonscription électorale).

Pour jouer dans les interstices de ce pluralisme organisé, les partisans d'Alexeï Navalny ont activé leur projet de « vote intelligent » (*umnoe golosovanie*) par l'intermédiaire d'une application disponible en ligne, invitant les électeurs à voter pour le candidat le mieux placé pour l'emporter face à celui de Russie unie. En réponse, les autorités russes ont demandé à Apple et Google de supprimer l'accès à cette application le 17 septembre. La plateforme Telegram a bloqué elle-même la chaîne de Navalny le jour du scrutin. Les grands opérateurs du numérique se sont donc alignés, pour la première fois dans l'histoire de l'Internet russe,

¹ Vladimir Gelman *et al.*, « Expectations for Russia's september parliamentary elections », *Ponars*, 20 août 2021, <https://www.ponarseurasia.org/expectations-for-russias-september-parliamentary-elections/> ; Myriam Désert, « Russie unie : des législatives (presque) totalement contrôlées par le pouvoir », *The Conversation*, 16 septembre 2021, <https://theconversation.com/russie-unie-des-legislatives-presque-totalement-controlees-par-le-pouvoir-167842>.

² Site de Russie unie, <https://er.ru/activity/news/v-narodnuyu-programmu-edinoj-rossii-za-mesyac-postupilo-bolee-1-6-mln-predlozhenij>.

sur les positions des autorités, dans un contexte de « souverainisation » du runet³. Le lendemain du scrutin, le décalage constaté entre les résultats du dépouillement dans les bureaux de vote et ceux du vote électronique à distance à Moscou a suscité une polémique. Les premiers donnaient les candidats soutenus par le « vote intelligent » (essentiellement des candidats du PCFR) gagnants dans la majorité des circonscriptions, alors que le vote en ligne a permis la victoire des représentants du parti du pouvoir, ce qui a laissé planer le soupçon d'une manipulation des scores en ligne.

Les résultats des élections se sont donc finalement révélés conformes aux attentes du pouvoir, mais ce dernier a dû déployer des ressources administratives et des dispositifs complexes d'influence et de menace pour y parvenir. L'énergie consacrée à assurer la victoire du pouvoir semble à la mesure des dynamiques contraires qui traversent la société.

L'expansion de la coercition politique

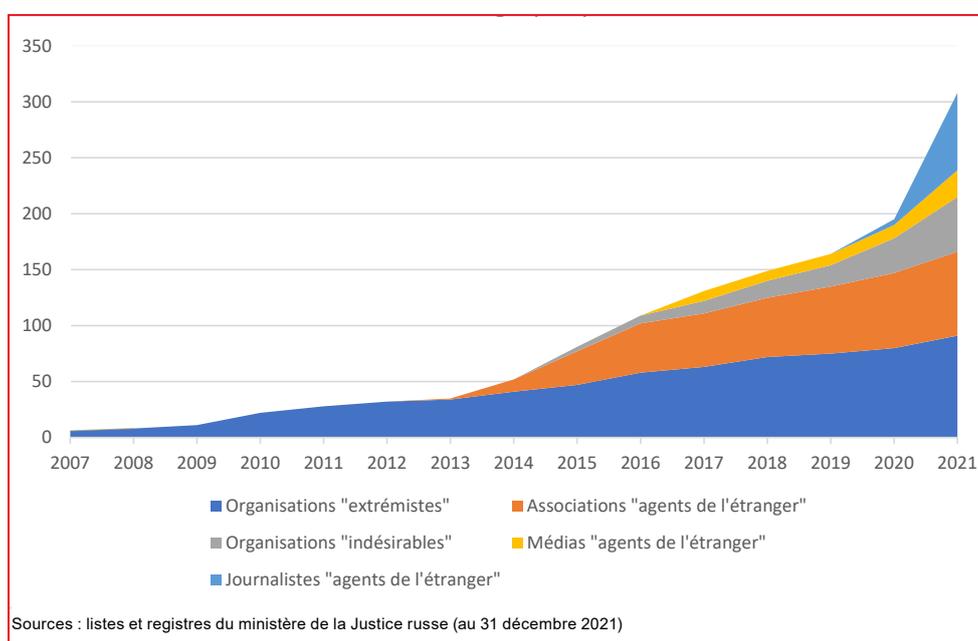
Les gouvernements autoritaires ne se satisfont pas d'avoir la main sur la compétition électorale ni de contrôler les partis politiques, ils entendent exercer, pour paraphraser la célèbre formule wébérienne, le « monopole de la politique légitime », et œuvrent à être les seuls tenants du droit de définir et de mettre en œuvre l'action politique sur leur territoire, déconsidérant à cette fin tout autre groupe ou organisation qui s'en réclame. La criminalisation de la notion même d'activité politique entendue au sens large est étendue à un vaste ensemble d'acteurs non gouvernementaux inscrits dans des dispositifs de contrôle toujours plus nombreux. Au fil des textes et amendements législatifs s'est constitué un « mille-feuille oppressif » qui touche des cercles de plus en plus larges de militants et de citoyens engagés.

Depuis 2002, la loi contre l'extrémisme concerne indistinctement les associations, les organisations religieuses, les médias, les personnes morales et physiques accusées d'œuvrer au renversement de l'ordre constitutionnel, de porter atteinte à l'intégrité de la Fédération de Russie, de diffuser un discours de haine raciale, nationale ou religieuse, ou encore de dégrader l'honneur national. Ces organisations sont interdites et dissoutes par décision de justice (comme l'a été la Fondation de lutte contre la corruption en 2021). Depuis 2012, la loi sur les agents de l'étranger renforce les dispositifs d'encadrement de la société civile. Hors de toute procédure judiciaire, le ministère de la Justice tient le registre public des organisations considérées comme agents de l'étranger parce qu'elles reçoivent des financements internationaux et exercent des activités politiques. Cette dernière notion est définie de manière très large par les organes de sécurité comme l'ensemble des initiatives de publication et de participation au débat public. La loi sur les agents de l'étranger a été étendue en 2017 aux médias, conduisant à la reprise en main des rédactions couvrant de

³ Francesca Musiani *et al.*, « Souveraineté numérique : l'internet russe peut-il se couper du reste du monde ? » *The Conversation*, 18 mars 2019, <https://theconversation.com/souverainete-numerique-linternet-russe-peut-il-se-couper-du-reste-du-monde-113516> ; Polina Kolozaridi et Dmitry Muravyov, « Contextualizing sovereignty : A critical review of competing explanations of the Internet governance in the (so-called) Russian case », *First Monday*, Vol. 26, n° 5, 3 mai 2021, <https://doi.org/10.5210/fm.v26i5.11687>.

près ou de loin l'actualité politique de façon indépendante et critique du pouvoir. En 2021, elle a été élargie aux journalistes en tant que personnes physiques inscrites nominalement sur le registre des agents de l'étranger tenu par le ministère de la Justice. En vertu de cette législation, les sites des associations, des médias et les réseaux sociaux sont contraints de signaler par la formule consacrée que les contenus qu'ils publient « ont été produits ou diffusés par des moyens d'information ou des personnes morales remplissant la fonction d'agent de l'étranger ». Ce stigmate touche massivement en 2021 les médias en ligne d'information générale et d'investigation (comme la télévision en ligne Dozhd', les sites The Insider, Vazhnye Istorii ou le site Proekt devenu « indésirable ») ainsi que les journalistes qui les animent.

Figure 2
« Agents de l'étranger », « extrémistes » et « indésirables » en Russie



Plus encore, des associations « agents de l'étranger » sont désormais menacées de liquidation (*likvidatsia*) pour avoir enfreint diverses dispositions de la loi. En novembre, la Procuration générale de Russie a ainsi demandé la dissolution de l'association Memorial International et du centre des droits humains Memorial pour « dissimulation d'informations relatives à la fonction d'agent de l'étranger » et « apologie de l'extrémisme et du terrorisme »⁴. De nombreuses organisations russes et internationales (Amnesty International, Grazhdanskoe sodejstvie, le Comité contre la torture...) se sont unanimement indignées de cette volonté de fermer « Memorial, l'un des géants de la défense des droits de l'homme en Russie » et considèrent que « le gouvernement a franchi le Rubicon dans sa campagne d'étouffement

⁴ Memorial France, « Après Memorial International, le parquet russe s'attaque au Centre des droits humains Memorial », 12 novembre 2021, <http://memorial-france.org/apres-memorial-international-le-parquet-russe-sattaque-au-centre-des-droits-humains-memorial/>.

des voix indépendantes »⁵. La « liquidation » de Memorial a été prononcée par la Cour suprême de Russie le 28 décembre. Outre le préjudice porté à la mémoire des répressions staliniennes et à la défense des droits humains dans la Russie actuelle, elle pourrait ouvrir la voie à la fermeture des autres associations enregistrées comme agents de l'étranger ainsi que des médias et des journalistes victimes du même statut.

Face à la criminalisation croissante de l'action politique non gouvernementale, des adaptations sous contrainte se dessinent dans l'adversité. Des formes d'entraide se développent entre les acteurs politiques, associatifs et médiatiques, voire économiques et techniques, confrontés à la répression. Contre des menaces communes mais incertaines, des initiatives multiples mais fragiles se mettent en place pour créer des réseaux de soutien. A titre d'exemple, pour informer et aider les victimes d'arrestations ou de perquisitions, le portail OVD-Info documente les détentions et aide les personnes incarcérées⁶. Des canaux d'information fonctionnent sur l'application Telegram pour conseiller les militants en difficulté. Des savoirs techniques se développent pour contourner les blocages et la surveillance en ligne⁷. Des initiatives de financement participatif proposent le paiement solidaire des amendes infligées par les organes de maintien de l'ordre. Des services d'aide juridique offrent un soutien légal et juridictionnel aux personnes arrêtées et jugées comme le mouvement Agora ou le Centre de défense des droits des médias dirigé par Galina Arapova⁸. Ces multiples initiatives se déploient au risque pour leurs membres de tomber eux-mêmes sous le coup de la loi et d'être inscrits sur le registre des agents de l'étranger.

Lorsque la pression devient trop forte, c'est hors des frontières de la Russie que les militants poursuivis trouvent le salut. Pour échapper aux poursuites criminelles, aux perquisitions et aux risques d'arrestation, les acteurs les plus engagés doivent se résoudre à l'exil pour garantir leur sécurité et ne pas allonger la liste des prisonniers politiques tenue par l'association Memorial⁹. Ces nouveaux réfugiés politiques essaient dans différents pays d'Europe, en Ukraine ou dans les Etats du Caucase pour y trouver l'asile. Au fil des ans et des répressions, se constituent ainsi des communautés politiques en exil qui tentent d'agir depuis l'étranger. Si l'exemple de la rédaction du média russe Meduza, installée à Riga depuis 2016, est le plus connu, d'autres délocalisations militantes ont lieu, privilégiant les Etats qui offrent des garanties de sécurité dans l'Union européenne (Pologne, République tchèque, Etats baltes).

Les expériences répressives et d'exil des militants russes sont partagées par de nombreux militants des nouveaux Etats postsoviétiques. Depuis 2020, l'homologie la plus forte

⁵ Voir <https://eurasia.amnesty.org/2021/11/12/sovместное-заявление-российских-и-международных-правозащитных-организаций-по-поводу-ситуации-с-обшеством-memorial/>.

⁶ Site de OVD-Info : <https://ovdinfo.org/>.

⁷ Françoise Daucé, Francesca Musiani (eds). « Infrastructure-embedded control, circumvention and sovereignty in the Russian Internet », *First Monday*, Vol. 26, n° 5, 3 mai 2021, <https://journals.uic.edu/ojs/index.php/fm/article/view/11685>.

⁸ Site du Centre pour la défense des droits des médias : <https://mmdc.ru/>.

⁹ Spisok politzakliucennykh (bez presleduemykh za religiu), <https://memohrc.org/ru/pzk-list>.

rapproche les opposants russes et biélorusses qui partagent désormais un destin commun. Si des réseaux d'entraide préexistaient déjà entre eux avant les répressions, de nombreux militants se rapprochent désormais dans l'exil pour tenter de mettre en commun leurs problèmes, leurs idées et leurs savoirs afin de poursuivre le combat politique, associatif et médiatique sur les fronts des différents Etats postsoviétiques. Des organisations internationales et des acteurs diplomatiques tentent de les soutenir juridiquement et matériellement dans leur pays d'accueil. Ainsi, ce qui se joue en Russie ou au Bélarus n'est pas seulement une question de politique intérieure des deux Etats concernés, c'est désormais un enjeu pour l'ensemble des Etats postsoviétiques et pour l'Europe en général.

Pour citer cet article : Françoise Daucé, « Quand la politique devient un stigmat. "Agents de l'étranger", "extrémistes", "indésirables" en Russie et au-delà », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Les jeunes et le politique en Russie, en Ukraine et au Bélarus par Félix Krawatzek

La chute de l'URSS et la fin de l'époque soviétique ne sont plus les marqueurs prépondérants de la pensée politique des jeunes de l'espace postsoviétique qui, en Russie, en Ukraine et au Bélarus sont aujourd'hui avant tout influencés par les bouleversements survenus après leur naissance, soit depuis le début du millénaire et, plus généralement, par la situation créée par le postsocialisme. Cette génération témoigne d'une pluralité d'opinions politiques, économiques et sociétales¹, elle vit dans un monde globalisé et interconnecté. Un grand nombre de ces jeunes souhaitent partir à l'étranger, au moins pour une période de quelques mois, et se disent frustrés par la participation politique limitée qui prévaut dans leurs pays. Simultanément, certains affichent une nostalgie de la période soviétique, et ils sont une grande majorité à considérer que la Russie n'est pas un pays européen.

Je me fonderai ici sur les résultats de plusieurs enquêtes effectuées depuis 2018 par le Centre for East European and International Studies de Berlin (ZOiS)², sur des données recueillies par la Fondation Friedrich Ebert (FES) en Russie et en Ukraine³ ainsi que, à titre comparatif, celles d'autres institutions. Les jeunes sont définis comme les personnes âgées de moins de 30 ans qui ont au minimum 16 ans dans le cas du ZOiS, 14 ans dans celui de la FES.

Politiquement désenchantés : l'absence de confiance dans les institutions

Les situations politiques qui prévalent dans les Etats analysés sont très différentes les unes des autres, mais dans les trois cas, la jeune génération manifeste majoritairement une grande méfiance à l'égard des institutions politiques nationales. La confiance dans les institutions est un indicateur essentiel de la relation entre l'Etat et la société ainsi que des rapports au sein de la société. Elle influe sur la participation politique, notamment la participation électorale, mais aussi sur les manifestations de rue⁴. Sans un minimum de confiance dans le système, l'engagement politique est limité et manque de sens. En outre le niveau de confiance donne des informations sur la capacité d'un gouvernement à mener à bien les politiques qu'il définit et sur le caractère plus ou moins autoritaire des décisions qu'il prend. La confiance est une valeur fragile qui peut s'effondrer en un court laps de temps. La reconstruire est un défi considérable.

¹ Félix Krawatzek, *Youth in Regime Crisis : Comparative Perspectives from Russia to Weimar Germany*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

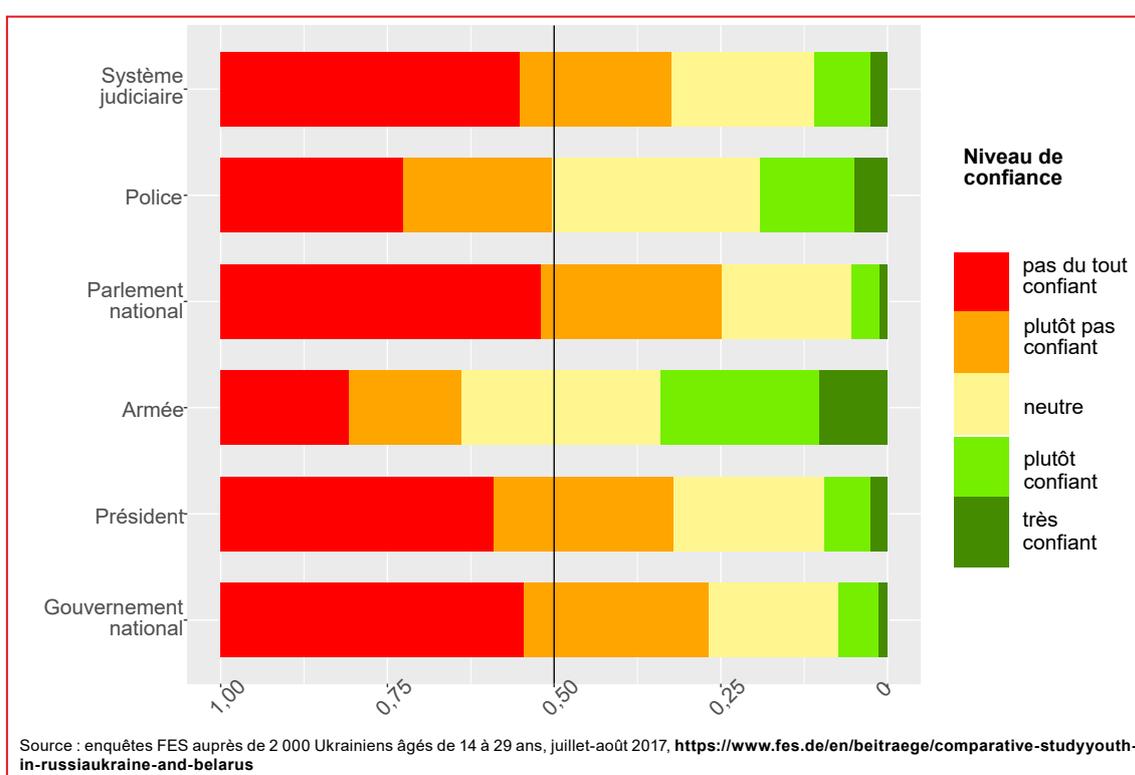
² « Youth in Belarus : Outlook on life and political attitudes », 24 octobre 2019, <https://www.zois-berlin.de/publikationen/youth-in-belarus-outlook-on-life-and-political-attitudes> ; « Youth in Russia : Outlook on life and political attitudes », 27 juin 2018, <https://www.zois-berlin.de/publikationen/youth-in-russia-outlook-on-life-and-political-attitudes>.

³ « Young worlds ? Political and social views of young people in Russia, Ukraine and Belarus », 20 novembre 2020, <https://www.fes.de/en/beitraege/comparative-study-youth-in-russia-ukraine-and-belarus>.

⁴ Marc Bühlmann et Markus Freitag, « Individual and contextual determinants of electoral participation », *Swiss Political Science Review*, Vol. 12, n° 4, 2006.

En Ukraine, l'évolution de cet indicateur depuis 2014 est révélatrice de la complexité de la situation politique du pays. Les données de la FES de 2017 montraient qu'après la révolution de Maïdan, la perte de la Crimée et le déclenchement de la guerre dans le Donbass, les jeunes exprimaient une forte défiance à l'égard des principales institutions de l'Etat (figure 3). D'autres sondages réalisés à la même époque confirmaient que les Ukrainiens avaient généralement peu confiance dans leur gouvernement – les espoirs suscités par Petro Porochenko après la révolution de Maïdan se sont rapidement évanouis⁵. L'armée et la police sont les deux institutions qui inspiraient la confiance la plus grande aux jeunes, à l'opposé des organes politiques tels que le Parlement ou le gouvernement⁶. Au sein des panels, la confiance dans les institutions était plus élevée chez les plus âgés, les plus aisés et chez ceux qui s'identifiaient comme religieux.

Figure 3
Confiance institutionnelle en Ukraine (2017)



L'élection en 2019 de Volodymyr Zelensky a changé la donne. Une enquête réalisée par l'Institut de sociologie de Kiev en mars 2021 révèle que le président inspire confiance à 57 % des 18-29 ans. Le niveau de confiance diminue avec l'âge : il n'atteint que 38 % chez les 60 ans et plus. Volodymyr Zelensky est de loin l'homme politique en qui la jeunesse a le plus confiance, suivi par l'ancien président Porochenko (25 %) et l'ancien ministre des Affaires

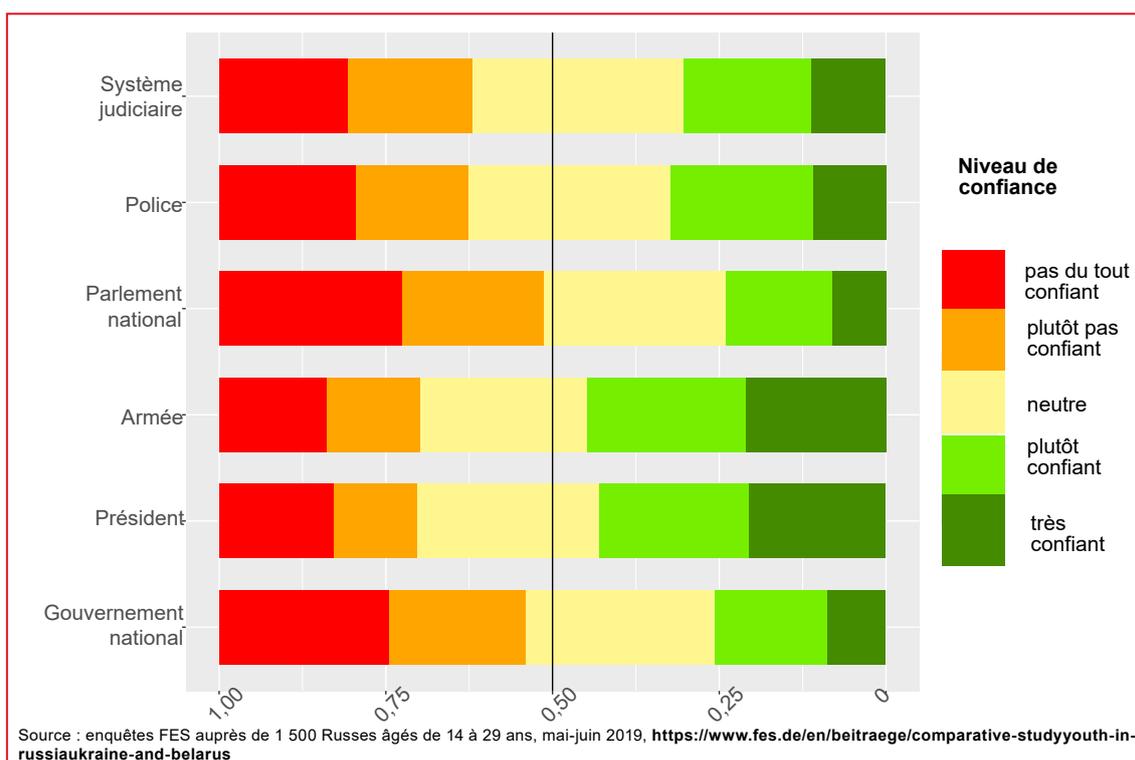
⁵ « World-Low 9 % of Ukrainians confident in government », 21 mars 2019, <https://news.gallup.com/poll/247976/world-low-ukrainians-confident-government.aspx>.

⁶ « Pouvoir et institutions sociales : en qui les Ukrainiens ont-ils confiance ? » (en ukrainien), 16 mars 2019, <https://dif.org.ua/article/derzhavni-ta-sotsialni-instituti-komu-ukraintsi-doviryayut-a-komu-ni>.

intérieures, Arsen Avakov (25 %)⁷. Cette enquête montre que la confiance dans le personnel politique n'est pas automatiquement plus basse parmi les jeunes que chez les plus âgés.

L'évolution en Russie est différente. En 2019, le Parlement et le gouvernement étaient les institutions qui inspiraient le moins de confiance aux jeunes, à contre-pied de l'armée et du président, un résultat partagé par l'ensemble de la population, comme en Ukraine⁸. La confiance des jeunes dans les institutions était plus élevée chez les moins éduqués, les très religieux, et les femmes. En 2020 (sondage ZOiS), si le président conservait la confiance d'un grand nombre d'enquêtés, près des deux tiers pensaient qu'il lui fallait quitter le pouvoir à la fin de son mandat, en 2024 : la jeunesse est moins disposée à approuver l'action de Vladimir Poutine qu'auparavant. Cette tendance a été renforcée par la gestion de la pandémie de Covid-19 et par la diffusion par la Fondation pour la lutte contre la corruption d'Alexei Navalny de vidéos révélant un niveau de corruption important au Kremlin. Néanmoins en février 2021, une enquête menée par le Centre Levada a montré que les 18-24 ans étaient encore 51 % à approuver l'action du président, un chiffre qui augmente avec l'âge (73 % des 55 ans et plus)⁹.

Figure 4
Confiance institutionnelle en Russie (2019)



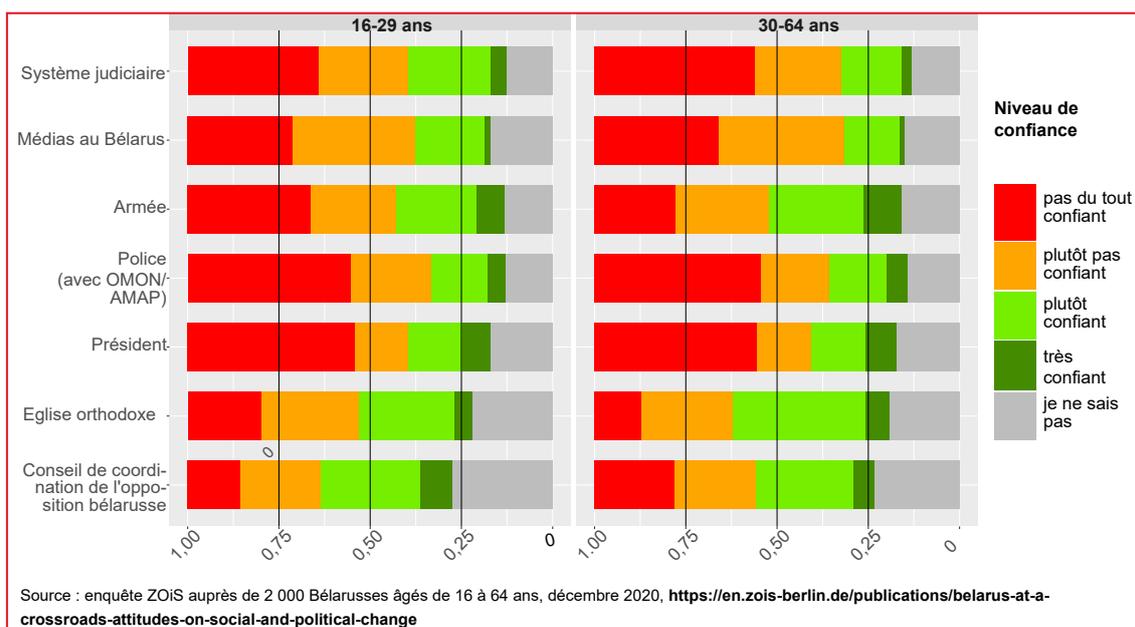
⁷ « Confiance des Ukrainiens dans les hommes politiques et attitudes envers les oligarques » (en ukrainien), 17 mars 2021, <https://www.kiis.com.ua/?lang=ukr&cat=reports&id=1020&page=1&y=2021&m=3>.

⁸ Richard Rose et William Mishler, « Political trust and distrust in post-authoritarian contexts », dans Sonja Zmerli et Marc Hooghe, *Political Trust : Why Context Matters*, Colchester, ECPR Press, 2011.

⁹ « Classement présidentiel et état des lieux du pays » (en russe), 4 février 2021 <https://www.levada.ru/2021/02/04/prezidentskie-rejtingi-i-polozhenie-del-v-strane/>. Voir également Timothy Frye et al., « Is Putin's popularity real ? », *Post-Soviet Affairs*, Vol. 33, n° 1, 2017.

Au Bélarus, la confiance envers les institutions s'est effondrée depuis le début de l'année 2020. Avant l'élection présidentielle frauduleuse d'août 2020 et la violente répression qui a suivi, elle s'était déjà fortement dégradée parmi les 18-34 ans, un sondage du ZOIS de juin 2020 en témoigne. A titre d'exemple, alors qu'en février 2020 le baromètre de confiance du président Loukachenko était neutre, 75 % des jeunes ne lui faisaient plus confiance en juin 2020. Leur confiance a chuté, quels que soient leurs revenus, leur religiosité ou leur âge. Elle est particulièrement basse chez ceux qui s'intéressent le plus à la politique (alors que ceux qui ne s'y intéressent pas sont plus disposés à faire confiance, caractéristique d'un régime autoritaire) ou qui se préoccupent le plus de la pandémie. Après l'élection présidentielle, la dégradation de la confiance s'est accentuée dans toutes les catégories d'âge. Chez les jeunes, elle est plus forte à l'égard des institutions comme l'armée et l'Eglise orthodoxe, et moins prononcée vis-à-vis du système judiciaire (44 % des 30 ans et plus, mais 36 % des jeunes n'ont pas du tout confiance dans celui-ci). Leur niveau de confiance à l'égard du président est le même que celui de l'ensemble de la population : environ 60 % s'en défient, contre 40 % qui lui font confiance ou ne savent pas comment répondre¹⁰.

Figure 5
Confiance institutionnelle au Bélarus (2020)



Dans les trois pays étudiés, la jeune génération a clairement pris ses distances, on le voit, avec les institutions politiques officielles. Elle est souvent désenchantée et, pour différentes raisons, fait peu confiance au processus politique. Pour autant, elle ne soutient pas

¹⁰ Ces informations se fondent sur des enquêtes réalisées par le ZOIS : « Belarus at a crossroads : Attitudes on social and political change », 25 mars 2021, <https://en.zois-berlin.de/publications/belarus-at-a-crossroads-attitudes-on-social-and-political-change>. A lire également : « Societal fragmentation in Belarus », 20 octobre 2021, <https://en.zois-berlin.de/publications/societal-fragmentation-in-belarus>.

unanimentement les valeurs de la démocratie libérale – elle souhaite entre autre que l’Etat joue un rôle important dans l’économie – et ne porte pas un regard forcément positif sur les représentants de l’opposition : la méfiance envers le système politique est générale. Au Bélarus les acteurs de l’opposition comme le Conseil de coordination n’arrivent pas à attirer les jeunes. La confiance qu’ils expriment à l’égard de ce conseil est légèrement plus élevée que celle que lui confère la population plus âgée, mais il n’y a que 36 % des 16-29 ans et 33 % des 30 ans et plus qui lui font confiance, et plus d’un quart des jeunes qui ont pris part à l’enquête ne savaient pas comment répondre. En Russie, on observe le même phénomène. Ce sont avant tout les jeunes qui soutiennent Alexeï Navalny. Mais la majorité d’entre eux disent ne pas lui faire confiance : au début de 2021, 36 % seulement des 18-24 ans, qui sont les plus nombreux à approuver son action, la soutenaient quand 43 % la désapprouvaient¹¹.

Politiquement présents : les jeunes s’engagent quand un changement semble possible

La faiblesse de la confiance dans les institutions suggère un engagement politique limité. En effet, la participation des jeunes aux élections est en général faible, et l’intérêt pour le politique augmente avec l’âge¹². La réalité est cependant complexe. Dans certains cas, les jeunes s’engagent, et l’enquête du ZOiS réalisée en Russie en 2018 révèle que 55 % d’entre eux se disent intéressés par la politique et déclarent avoir de fréquentes discussions politiques avec des collègues et amis.

L’engagement politique peut se développer rapidement. La mobilisation bélarusse avant et après l’élection présidentielle de 2020 – avec une participation importante des jeunes – en témoigne. L’inaction du pouvoir face à la pandémie de la Covid-19 en 2020, période pré-électorale au cours de laquelle la société s’est politisée, et la fraude électorale flagrante ont contribué à la volonté des jeunes Bélarusses de descendre dans la rue. Entre février et juin 2020, la politique est devenue un grand sujet de débats, notamment dans les cercles amicaux¹³. En Russie, les contestations au niveau local – par exemple à Ekaterinbourg en 2019 contre la construction d’une église dans un parc du centre-ville – ou au niveau national – par exemple lors du retour à Moscou et de l’arrestation d’Alexeï Navalny en 2021 – illustrent elles aussi la rapidité avec laquelle les mobilisations peuvent se développer. En Ukraine, la révolution de Maïdan, provoquée par la décision controversée du président Ianoukovitch de ne pas signer l’accord d’association en négociation avec l’Union européenne, en est une autre illustration.

Cela étant, l’intérêt des jeunes pour le politique est volatil. Ainsi au Bélarus, il était maximal en juin 2020, avant l’élection du 9 août, puis il a baissé, ce qui reflète la consolidation du système autoritaire et la moindre probabilité d’un changement politique.

¹¹ Centre Levada, « Le retour d’Alexeï Navalny » (en russe), 5 février 2021, <https://www.levada.ru/2021/02/05/vozvrashhenie-alekseya-navalnogo/>.

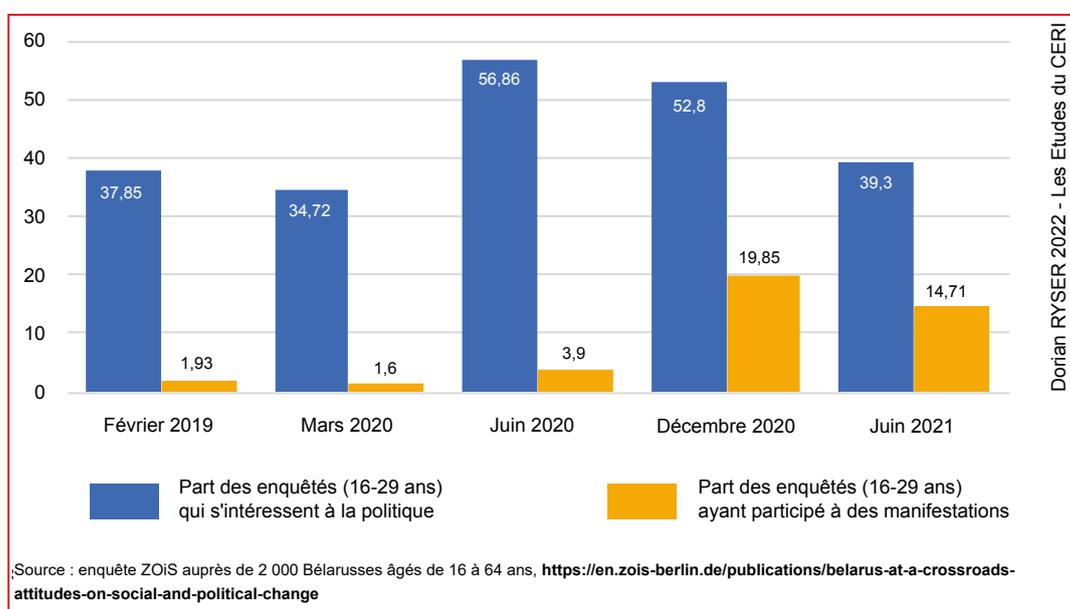
¹² Timothy Colton, *Transitional Citizens : Voters and What Influences Them in the New Russia*, Cambridge, Harvard University Press, 2000.

¹³ « Young worlds ? », art. cité.

La volatilité est une des caractéristiques du rapport des jeunes au politique, elle est moins prononcée chez les plus de 30 ans (voir la figure 6).

L'intérêt pour le politique a évidemment un impact direct sur le comportement politique. Au Bélarus, 67 % des 16-34 ans, mais 79 % des plus de 34 ans disent avoir participé à l'élection du 9 août 2020¹⁴. Le taux de participation des jeunes est très élevé, beaucoup plus qu'il ne l'était en Russie lors des élections contestées des années 2010¹⁵. Le choix électoral des Bélarusses par tranche d'âge, confirme que le soutien à Alexandre Loukachenko, dans tous les cas très minoritaire, augmente avec l'âge. Selon les données du ZOiS, 19 % des plus de 34 ans, mais 15 % des jeunes ont voté pour lui. En revanche, le choix électoral en faveur de Svetlana Tikhanovskaia ne dépend guère de l'âge : 54 % des 16-34 ans et 51 % des personnes plus âgées ont voté pour elle.

Figure 6
Part des enquêtés qui s'intéressent à la politique
et participent à des manifestations au Bélarus (2019-2021)



Dans ce pays, le développement de la participation des jeunes aux manifestations est frappant. Avant l'élection d'août 2020, on observait déjà une augmentation : 3,9 % des jeunes interrogés disaient être déjà descendus dans la rue. Ce chiffre est proche de celui qui prévalait dans les grandes villes en Russie où environ 5 % des jeunes déclaraient avoir déjà participé à des manifestations¹⁶. Au Bélarus, après l'élection présidentielle, ce

¹⁴ « Belarus at a crossroads », sondage du ZOiS cité.

¹⁵ Moins de la moitié des Russes âgés de moins de 30 ans votent aux élections. En revanche, leur engagement bénévole est important : 37 % disent être impliqués dans ce type d'activité, voir Center for European Policy Analysis, « Russian youth and civic engagements », 29 septembre 2020, <https://cepa.org/russian-youth-and-civic-engagement/>.

¹⁶ « Youth in Russia », art. cité.

phénomène a explosé : près de 20 % des 16-29 ans déclarent avoir participé à des manifestations, contre 13 % des plus âgés. Les jeunes qui sont alors descendus dans la rue sont avant tout ceux qui sont politisés, qui n'ont pas confiance dans les institutions de l'Etat, mais qui ont confiance dans leurs concitoyens.

*

* *

Au Bélarus, en Ukraine et en Russie, les jeunes sont dans une situation très différente de celle que leurs parents ont connue il y a vingt-cinq ans, lors d'une période de transition politique et économique claire caractérisée par l'ouverture. Leur jeunesse se déroule aujourd'hui alors que le postsoviétisme débouche sur une défiance à l'égard des institutions politiques, mais aussi à l'égard des forces d'opposition. Dans ces trois pays, lorsqu'ils ne sont pas confrontés à des événements exceptionnels, leur participation à des manifestations politiques reste extrêmement rare.

Les jeunes gens sont aujourd'hui dans une situation riche en contradictions, qui se nourrit d'une double influence. D'un côté l'héritage du socialisme reste présent, mais il est un objet de mémoire et de manipulation pour eux qui n'ont pas connu la période soviétique. D'un autre côté, l'espace postsoviétique est connecté au monde et la modernisation technologique est omniprésente, notamment dans les grandes villes. Cette connexion, qui conduit les jeunes à regarder vers d'autres horizons, est de nature à les encourager à prendre toujours plus de distance avec les régimes non démocratiques de leur environnement. Mais ils se montrent simultanément très sceptiques à l'égard de la démocratie libérale, et le sont d'autant plus qu'ils n'en ont aucune expérience et qu'ils voient que ce modèle se trouve sous pression dans les pays européens. La conséquence est que, contrairement à leurs parents il y a trente ans, ils n'ont pas d'horizon politique clairement défini.

Pour citer ce chapitre : Félix Krawatzek, « Les jeunes et le politique en Russie, en Ukraine et au Bélarus », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Entre résilience et anxiété : les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale « post-Covid » par Catherine Poujol

Si les problèmes économiques et sociaux qui découlent de la pandémie varient selon les pays, les tendances sont partout identiques : accroissement de la pauvreté et des violences, augmentation du chômage, de la corruption et de la surveillance sociale à grande échelle. Je me pencherai ici sur l'impact social de la pandémie en Asie centrale pour comprendre ce qui le différencie de ce que l'on observe dans le reste du monde, notamment dans les Etats d'Europe de l'Ouest.

La gestion de la crise sanitaire

Deux des cinq Etats d'Asie centrale ont commencé par nier le phénomène Covid-19 : le Turkménistan, qui continue à le nier, en dépit de la prise en compte de malades frappés par le « vent mauvais du désert » (et qui malgré tout a fermé ses frontières, rendu le port du masque obligatoire, et entrepris une grande campagne de vaccination), et le Tadjikistan qui n'a annoncé ses premiers cas qu'à la fin du mois d'avril 2020. Dans les trois autres Etats, la communication de crise liée à la pandémie s'est distinguée par une relative transparence et une forte occupation du terrain médiatique, sans doute destinée à contrer l'énorme impact des réseaux sociaux qui charriaient un nombre toujours plus lourd de nouvelles mensongères et d'informations alarmantes. L'Ouzbékistan a immédiatement adopté une politique de prévention qui a nécessité une forte mobilisation médiatique, impliquant les chaînes de télévision, les bloggeurs, les chefs spirituels, tous chargés de convaincre la société d'appliquer les mesures sanitaires. A titre d'exemple, le 24 avril 2020, début du ramadan, la Direction spirituelle des musulmans d'Ouzbékistan a appelé à ne pas se rendre dans les mosquées.

La communication de crise a aussi été très importante au Kazakhstan où la population a été quotidiennement informée du nombre de cas d'infection. Le président Tokaev s'est adressé plusieurs fois à ses concitoyens, tirant parti de la situation sanitaire pour s'affirmer comme chef de la cellule de crise, face à son prédécesseur alors omniprésent dans la vie politique kazakhe. Il a cultivé l'image d'un « Etat qui entend » ses concitoyens et qui veut restaurer la confiance (création du Conseil national de la confiance publique), pour lutter contre l'incompétence et la corruption.

Au Kirghizstan où les cas ont été très peu nombreux dans les premiers mois, la situation est devenue ingérable à partir de juin 2020 après le retour massif de Russie des travailleurs saisonniers kirghizes. Les hôpitaux de Bichkek, Och, Djelalabad ont été débordés, les réseaux sociaux ont relayé des informations selon lesquelles des gens offraient des milliers de dollars pour un respirateur, alors que les journaux télévisés diffusaient chaque soir des reportages sur des salles d'hôpitaux vides¹.

¹ Observation personnelle de l'auteur au Kirghizstan entre juin et août 2020, puis au Kazakhstan en octobre 2021.

Le Kazakhstan et l'Ouzbékistan sont les deux Etats qui ont pris des mesures pour soutenir l'économie nationale. Au Kazakhstan, l'existence de fonds spéciaux dégagés par les bénéfices liés au pétrole, notamment le « Fonds national » (58 milliards de dollars², soit un tiers du PIB), a permis de prendre des mesures d'accompagnement inusitées en Asie centrale dans un contexte d'inflation et de grogne sociale en progression depuis plusieurs années. En Ouzbékistan, le président Mirziyoyev a également décrété des mesures anticrise pour soutenir l'économie nationale par un fonds d'un milliard de dollars, doublé d'une initiative sociale appelée « Bienveillance et soutien », tout en acceptant des prêts à long terme d'environ 3,1 milliards de dollars auprès d'organismes internationaux. Cependant, ces mesures n'ont pas suffi à enrayer la chute du pouvoir d'achat des ménages, le retour de l'inflation et l'augmentation des prix.

Les réactions des sociétés d'Asie centrale

Les pouvoirs d'Asie centrale étaient confrontés avant même la pandémie à une crise de confiance croissante, alimentée par la circulation sur les réseaux sociaux et dans les médias d'informations sur des scandales de corruption à grande échelle³. Dans ces pays, l'Etat est perçu par la majorité de la population comme prédateur, autoritaire, au service du bien-être des élites. La crise sanitaire n'a fait qu'aggraver cette tendance.

La communication de crise, soit-elle high-tech, est largement prise pour de la propagande. Le résultat est que certains minimisent la pandémie, d'autres doutent, d'autres encore sont dans le déni total, bien décidés à n'observer aucune des consignes gouvernementales, tel le port du masque, le confinement et la vaccination⁴. En outre, une partie non négligeable des classes moyennes urbanisées sont adeptes du complotisme, une attitude répandue dans la région depuis l'intervention américaine en Irak en 2003. Ainsi est-il dit que le virus aurait été transmis sciemment à la population par des avions ou des hélicoptères.

Cela étant, une partie de la population urbaine a pris la mesure de la crise sanitaire. Durant la première vague, l'angoisse a été davantage liée à la létalité potentielle de la Covid-19 qu'à la crise économique, jugée par beaucoup bénigne en comparaison de celle subie à partir de décembre 1991. C'est bien là que se distinguent les sociétés d'Asie centrale de celles des Etats de la partie européenne de l'Eurasie.

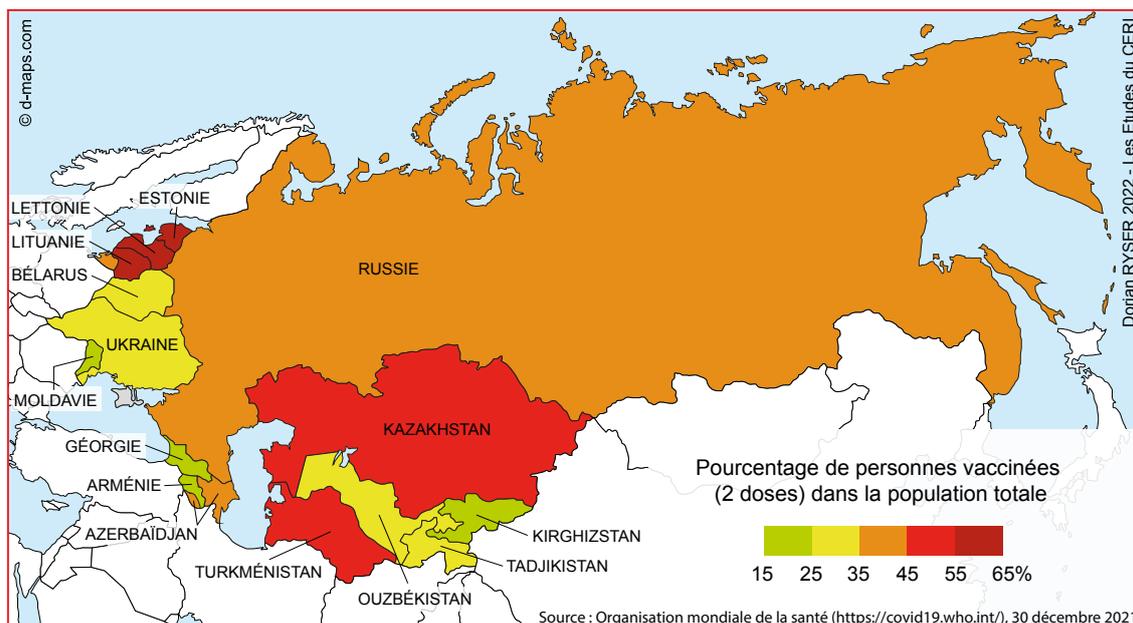
Les vaccins, dont la gestion est très politisée, sont quant à eux révélateurs des tendances au fractionnement qui agitent ces sociétés. Globalement, les Russes d'Asie centrale ont opté pour le vaccin russe Sputnik. Ceux qui n'y avaient pas accès pour des raisons financières ont accepté le vaccin chinois Sinovax délivré gratuitement. Ceux qui ne font confiance qu'à l'Occident peuvent profiter de quelques doses de Pfizer. Au Kazakhstan, où le vaccin kazakh

² Direction générale du Trésor, « La situation économique et financière du Kazakhstan », 28 décembre 2020, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KZ/la-situation-economique-et-financiere-du-kazakhstan-2>.

³ Voir par exemple OCCRP, « The Matraimov kingdom », <https://www.occrp.org/en/the-matraimov-kingdom/>.

⁴ Jean-François Caron, Hélène Thibault (eds), *Central Asia and the Covid 19 Pandemic*, Londres, Palgrave Macmillan, 2022.

Carte 3
Part de la population vaccinée (2 doses) en ex-URSS (décembre 2021)



ne fait pas recette, celles-ci ont été annoncées dès octobre 2021. Le taux de vaccination de la population qui était encore très bas au printemps 2021 a depuis grimpé : fin décembre 46,1 % de la population du Kazakhstan était entièrement vaccinée, 29 % de celle du Tadjikistan, 27,7 % de celle de l'Ouzbékistan, 14,2 % de celle du Kirghizstan et 53,1 % de celle du Turkménistan⁵, selon l'Organisation mondiale de la santé (voir carte 3).

Par ailleurs, la société civile s'est fortement mobilisée pour pallier le manque ou l'insuffisance de l'aide de l'Etat. Dans certains cas, l'impulsion est venue des ONG locales ou internationales, des associations caritatives, des organisations de jeunes, des entrepreneurs privés. Dans d'autres, du discours officiel sur les bienfaits du bénévolat. A titre d'exemple, au Kirghizstan, douze hôpitaux de fortune ont été montés dans des écoles, des hôtels, des centres sportifs grâce au financement d'entrepreneurs privés et à de jeunes bénévoles⁶. Cependant, cet élan de solidarité n'est pas parvenu à remédier au manque d'efficacité de l'appareil bureaucratique, quand toutefois il s'est mobilisé.

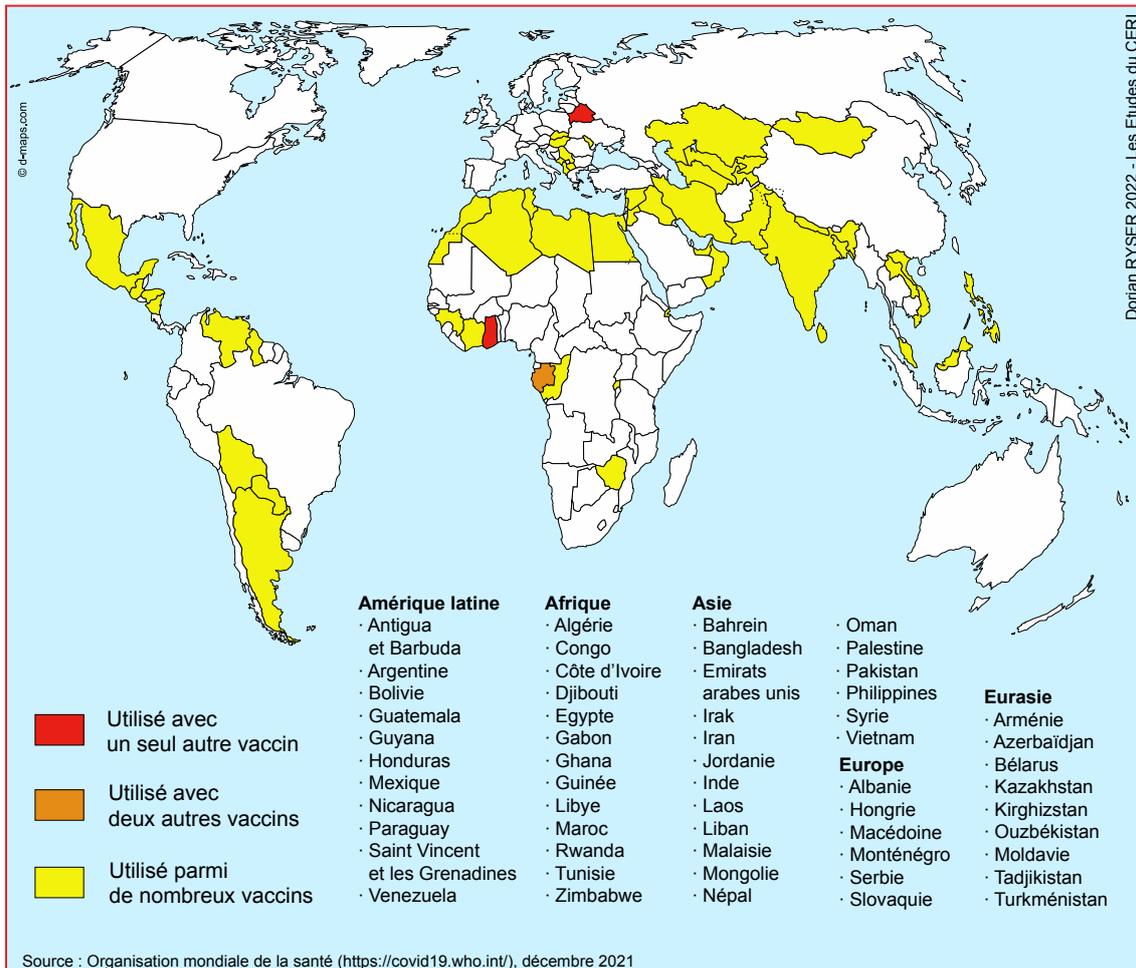
L'impact de la pandémie sur le niveau de vie et l'accroissement des inégalités sociales

Comme partout, les mesures successives de confinement ont aggravé le chômage des catégories précaires de la société et de ceux qui avaient des emplois liés au transport, au commerce, au tourisme, à la restauration, à l'aide à la personne et qui n'ont pas pu avoir recours au télétravail. Dans le même temps, le chômage forcé en Russie des travailleurs

⁵ Chiffre paradoxal pour le Turkménistan. Voir <https://covid19.who.int/>, consulté le 30 décembre 2021.

⁶ Ilias Mamadiarov et Julien Bruley, « Le Covid-19 au Kirghizstan, aspects socio-économiques lors de la première vague », Groupe de réflexion post-covid-19, n° 17, IFEAC, 2020, <https://ifeac.hypotheses.org/6955>.

Carte 4
Utilisation du vaccin Sputnik à l'extérieur de la Russie (décembre 2021)



migrants originaires d'Asie centrale (Tadjikistan, Kirghizstan et Ouzbékistan)⁷ a provoqué le tarissement soudain des envois de fonds (à hauteur de -50 % pour le Tadjikistan en 2020 et de -9 % entre janvier et août 2020 pour le Kirghizstan⁸), qui représentent une part conséquente du PIB de ces Etats : en 2020, 26,7 % de celui du Tadjikistan, 32,5 % du Kirghizstan et 8 % de l'Ouzbékistan selon la Banque mondiale. Celle-ci a estimé qu'en 2020, le taux de croissance a chuté de 2,5 % au Kazakhstan, de 4 % au Kirghizstan et de 2 % au Tadjikistan. En Ouzbékistan et au Turkménistan, il est resté positif (1,8 % dans les deux cas). Par ailleurs, quelques jours avant le début du couvre-feu au Kirghizstan, le som kirghize a fortement dévalué (alors qu'il était particulièrement stable depuis des années), ce qui a porté un autre grand coup à l'économie des ménages.

⁷ Sergey Ryazantsev et al. « The impact of covid-19 pandemic on the position of labor migrants from Central Asia in Russia », *Central Asia & Caucasus*, Vol. 21, n° 3, 2020, pp. 58-70.

⁸ Direction générale du Trésor, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KG/la-situation-economique-et-financiere-du-kirghizstan>, 22 décembre 2020.

Durant le premier confinement, pour faire face à cette situation, les familles ont utilisé les denrées accumulées ou achetées à crédit, elles ont pu bénéficier d'un certain soutien de l'Etat (42 500 tengue soit environ 85 euros au Kazakhstan), mais la situation a empiré à partir de la deuxième vague. Selon la Banque mondiale, 2,5 millions de personnes sont tombées sous le seuil de pauvreté dans toute la zone en 2020. Le Kirghizstan qui, depuis trente ans, était parvenu à abaisser significativement le pourcentage de la population sous le seuil de pauvreté, mais dont 60 % des ménages restaient dans la zone de vulnérabilité, a vu le chiffre remonter drastiquement au cours des trois premiers mois de la pandémie. L'effondrement des prix des matières premières, notamment du pétrole, a amplifié la crise économique et sociale dans les pays producteurs comme le Kazakhstan⁹.

Lorsque la pandémie s'est aggravée, la pression sur les ménages est devenue insupportable¹⁰. Dans cette région plus qu'ailleurs dans le monde, en l'absence d'assurance sociale, c'est sur les familles que repose l'essentiel des dépenses de santé. Depuis la fin de l'URSS, ce secteur souffre d'un manque crucial d'investissements, de problèmes structurels, de corruption récurrente et d'un manque de confiance dans les soins proposés ce qui conduit à l'augmentation de l'automédication¹¹.

En outre, la pandémie a eu comme ailleurs un impact significatif sur l'accès des enfants à l'éducation et à la nourriture via la cantine scolaire. Cela a été en particulier le cas au Tadjikistan et au Kirghizstan. Et partout en Asie centrale, la vulnérabilité des femmes, majoritaires dans plusieurs secteurs d'activité, et des jeunes privés d'emplois dans les petites et moyennes entreprises, a cru¹². Les gouvernements kazakh et ouzbek ont augmenté les salaires, mais à un niveau inférieur à l'inflation réelle. Au Kirghizstan, l'Etat a utilisé les aides financières prévues pour la pandémie pour payer les retards de salaire.

Quelles conséquences psychologiques et sociales ?

Depuis trente ans, les sociétés d'Asie centrale sont traversées par de forts courants de réislamisation (et de rechristianisation pour les minorités chrétiennes) qui provoquent l'inclusion progressive du fait religieux dans la vie politique et sociale malgré la persistance

⁹ Dominique Menu, « L'impact économique de la Covid-19 en Asie centrale », Groupe de réflexion Post-Covid-19, IFEAC, 2020, n° 14, https://ifeac.hypotheses.org/files/2020/06/D-Menu_article.pdf ; Marlène Laruelle (dir.), *Covid-19 Pandemic and Central Asia Crisis Management, Economic Impact, and Social Transformations*, Washington, D.C., Central Asia Program, 2021, <https://centralasiaprogram.org/covid-19-pandemic-central-asia-crisis-management-economic-impact-social-transformations>.

¹⁰ UNDP, « Covid-19 in North and Central Asia impacts, responses and strategies to build back better », *Policy Brief*, 27 février 2021, https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NCA%20Covid-19%20policy%20brief_final.pdf.

¹¹ Sophie Hohmann, « Réforme des systèmes de santé en Eurasie », in Anne de Tinguay, *Regards sur l'Eurasie/ Les Etudes du CERI*, n°247-248, février 2020, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.247-248>.

¹² UNDP COVID-19 Social and Economic Impact Assessment Report : « Women and youth at higher risk of long-term unemployment as pandemic exacerbates inequalities », 1^{er} octobre 2020, <https://www.tj.undp.org/content/tajikistan/en/home/presscenter/pressreleases/2020/09/undp-covid-19-social-and-economic-impact-assessment-report--wome.html>.

d'une sensibilité séculière issue des décennies soviétiques. Si les gouvernements d'Asie centrale ont largement eu recours aux chefs religieux pour faire accepter les mesures sanitaires, (y compris la vaccination), les divers mouvements relevant de l'islam politique ont tous cherché à interpréter les causes et les effets de la pandémie. Certains courants religieux radicaux comme le Hizb ut-tahrir (Parti de la libération) ont largement diffusé sur les réseaux sociaux l'idée que la Covid était une punition de dieu, les partisans déjà nombreux du complot international y ont vu une preuve supplémentaire de leurs convictions (« les Américains ont mis un virus dans un laboratoire chinois ») et les tenants du complot judéo-capitaliste, une tentative de soumettre la population mondiale.

L'interdiction de pratiquer les rites religieux funéraires pour les victimes du coronavirus, considérée comme une atteinte insupportable à la liberté de culte, et l'obligation de faire une autopsie ont été particulièrement mal acceptées. Cela a même été le cas au Tadjikistan où les possibilités d'expression de mécontentement de la population sont plus que faibles. Cette question a été encore compliquée par le fait que dans la déontologie médicale héritée de l'URSS, le médecin n'annonce jamais à son patient combien de temps il lui reste à vivre. De ce fait, aucune disposition ne peut être anticipée dans des sociétés où la famille doit se rassembler très rapidement et, pire encore, si tout déplacement est interdit. Jugée intolérable par les croyants, cette situation a conduit à une sous-déclaration des cas et à un non-respect des mesures décrétées. Les interdictions n'ont notamment pas empêché des rassemblements de masse. On l'a vu notamment au Kirghizstan lors des funérailles du célèbre imam Tchoubak Hadji, décédé de la Covid-19 en juillet 2020, qui a rassemblé sept mille personnes.

Les mesures de quarantaine ont par ailleurs impacté les nombreux prisonniers ne pouvant plus bénéficier du soutien de leur famille, ni de la présence de médecins en raison de l'interdiction des visites.

Les conséquences de ces événements ont été multiples. Des personnes jusqu'alors non pratiquantes ont décidé de revenir vers la religion. Des jeunes femmes, notamment au Kazakhstan et au Kirghizstan, voyant la Covid-19 comme un signe impliquant de changer de mode de vie, ont décidé de se voiler.

Enfin, plus encore que dans d'autres pays du fait du regroupement de plusieurs générations dans un même foyer, sans possibilité de recours à la police considérée comme une menace, les violences domestiques ont augmenté. Ce phénomène a engendré une vague de divorces, la fragilisation des familles monoparentales et l'isolement des enfants dès le premier confinement.

L'accroissement des inégalités sociales ainsi que le sentiment d'injustice ressenti par une fraction de la jeunesse pourraient encore augmenter les tensions sociales et provoquer une nouvelle vague de radicalisation islamiste après la pandémie dans des sociétés fragilisées telles que les sociétés kirghize ou tadjike, surtout depuis la chute de Kaboul aux mains des Talibans en août 2021.

*

* *

La fracture économique et sociale qui était en gestation au sein des sociétés centrasiatiques avant janvier 2020 s'est affirmée à partir de l'arrivée de la pandémie en mars 2020. Celle-ci a agi comme un accélérateur des tensions déjà présentes. Si les conséquences directes du confinement et de la fermeture des commerces, entreprises, écoles, universités ont été identiques à celles observées dans le reste du monde – à savoir la mise au chômage technique d'un grand nombre d'ouvriers, la perte d'emplois dans le secteur informel, les transports et les services –, l'absence de sécurité sociale, de soutien par l'Etat du secteur médical et l'interdiction de pratiquer les cérémonies funéraires ont placé les citoyens dans une détresse psychologique encore plus forte qu'ailleurs.

Les quelques mesures adoptées par certains gouvernements, notamment kazakh, ouzbek et dans une moindre mesure kirghize, n'ont pas été suffisantes pour éviter à la population l'augmentation de son endettement et de sa précarité. Les indicateurs économiques annoncent un rebond technique dans tous les pays de la région qui toutefois sortiront encore plus endettés et dépendants du bailleur de fonds chinois et des instances financières internationales, avec peut-être l'idée confuse qu'il serait temps de promouvoir une véritable intégration régionale.

Pour l'heure, la reprise de la pandémie qui touche l'Europe et l'Asie centrale depuis octobre 2021 fait à nouveau planer l'angoisse sanitaire au sein d'une population encore insuffisamment vaccinée mais qui poursuit sa route entre résilience et anxiété. Dans ce contexte, la prise du pouvoir des Talibans en Afghanistan a encore renforcé les incertitudes. A la prise de conscience de participer à un monde globalisé, s'ajoute pour ces sociétés facilement fragilisées¹³ le prix politique et social à payer pour son voisinage afghan et son éventuel impact déstabilisateur au sein d'une partie de la jeunesse centrasiatique.

¹³ En témoigne l'éclatement du mouvement social au Kazakhstan qui a suivi le doublement du prix du gaz liquéfié, le 2 janvier 2022 et suscité une déstabilisation politique majeure, puis une reprise en main par le président Tokaev.

Pour citer ce chapitre : Catherine Poujol, « Entre résilience et anxiété : les nouvelles tensions sociales dans l'Asie centrale "post-Covid" », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique par Bayram Balci

Cerner la cohérence de la politique extérieure de la Turquie est devenu difficile. Plus que jamais, Ankara oscille entre l'Est et l'Ouest, entre ses alliés traditionnels en Occident et de nouveaux partenaires, plus autoritaires, comme la Russie ou la Chine. Cette absence de cohérence est particulièrement forte dans l'espace postsoviétique. Alors que la Turquie entretient de bonnes relations avec la Russie, elle n'hésite pas à la braver en Ukraine, dans le Caucase et même en Asie centrale. Dès lors, quel sens donner à sa politique dans cet espace et comment la qualifier ?

Asie centrale : politique intégrationniste et relations bilatérales

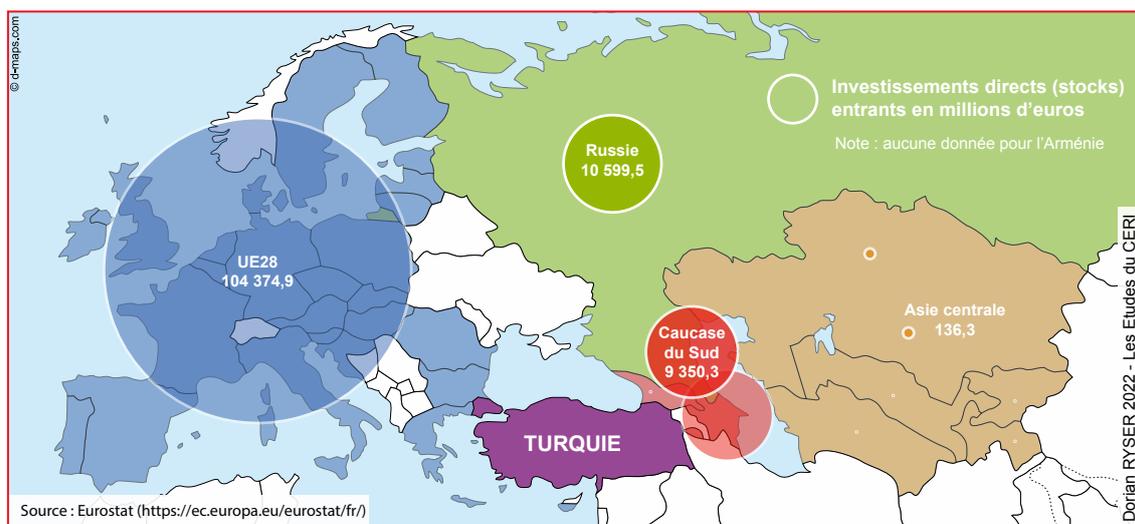
En Asie centrale, la politique turque suit deux logiques qui paraissent antinomiques mais qui en réalité se complètent. Conformément aux vœux de chacun des pays de la région, fiers de leur souveraineté et de leur indépendance, la Turquie privilégie les relations bilatérales. Elle ne renonce pas pour autant à l'approche globale et intégrationniste qu'elle avait adoptée, dans une perspective turquiste, au moment de l'effondrement de l'URSS. En cela, la politique d'Erdoğan n'a guère changé ces dernières années. Dans un premier temps, entre 2003 et 2007, à la fois par proeuropéanisme et solidarité islamique supranationale, Erdoğan a semblé s'intéresser peu à l'Asie centrale et à la turcité. En 2009, il a modifié sa stratégie, donnant une dimension institutionnelle à sa politique à l'égard des pays turcophones du Caucase et d'Asie centrale¹ : avec l'Azerbaïdjan, le Kazakhstan et le Kirghizstan (accord de Nakhitchevan), il a créé le Conseil turcique, sorte de confédération d'Etats turciques. L'objectif de cette organisation était de promouvoir le développement de relations fraternelles entre ces Etats qui partagent une même langue, et la coordination de leurs politiques économiques et énergétiques mais aussi et surtout culturelles. Cette organisation permettait de les mettre en réseau, sous les auspices de la Turquie.

Cette logique d'intégration a été renforcée par la spectaculaire amélioration des relations entre la Turquie et l'Ouzbékistan. Alors que ce pays était très hostile à toutes les initiatives d'Ankara dans la région et que leurs relations étaient quasiment inexistantes entre 2000 et 2016, le décès du président Karimov et son remplacement par Shavkat Mirziyoyev ont ouvert la voie à l'établissement d'excellentes relations tant personnelles entre les présidents qu'étatiques entre les deux pays. Habituellement méfiant vis-à-vis de toute forme d'intégration (y compris avec la Russie, à l'exception de l'Organisation de coopération de Shanghai), Tachkent a rejoint en 2018 le Conseil turcique².

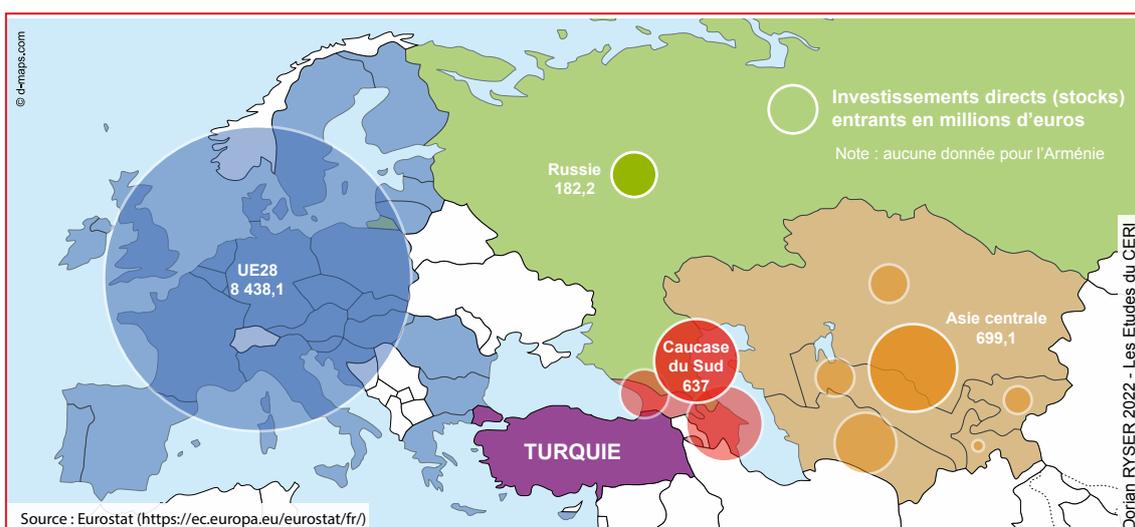
¹ Ogul Tuna, « The Central Asian perspective on Turkey : Does family come first ? », *Dayan Center, Turkeyscope*, Vol. 5, n° 5, sept.-oct. 2021, <https://dayan.org/content/central-asian-perspective-turkey-does-family-come-first>.

² Fuad Shabazov, « How will Erdogan's recent visit to Uzbekistan enhance Turkish-Uzbek cooperation ? », *The Diplomat*, 15 mai 2018, <https://thediplomat.com/2018/05/how-will-erdogans-recent-visit-to-uzbekistan-enhance-turkish-uzbek-cooperation/>.

Carte 5
Turquie : investissements directs entrants en 2017



Carte 6
Turquie : investissements directs sortants en 2017



Grâce à une politique multidimensionnelle, la Turquie d'Erdoğan est aujourd'hui influente dans les cinq Etats de la région : elle entretient des liens politiques par le biais du Conseil turcique, est un partenaire économique important pour la plupart de ces pays, notamment pour le Turkménistan – dont elle est le premier fournisseur³ – et le Kazakhstan. Dans le domaine éducatif et culturel, elle est aussi très active (accueil d'étudiants, présence de plusieurs universités comme celles de Ahmet Yesevi au Kazakhstan et Manas au Kirghizstan)⁴.

³ Voir Direction générale du Trésor, 6 août 2021, <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/TM/commerce-exterieur-du-turkmenistan-en-2018>.

⁴ Bayram Balci, « Turkey's comeback to Central Asia », *Insight Turkey*, automne 2018, Vol. 20, n° 4, <https://www.insightturkey.com/file/1073/turkeys-comeback-to-central-asia>.

La fin du monopole russe dans le Caucase

Dans le Sud-Caucase, la politique turque est également dynamique, mais elle emprunte d'autres voies. Ankara n'exerce pas une politique déterminée dans cette région, qui est plus segmentée que l'Asie centrale : sa diplomatie l'aborde au cas par cas, avec des logiques conçues pour chacune des trois Républiques qui la composent et qui n'ont pas tous le même intérêt pour elle.

C'est avec l'Azerbaïdjan, avec lequel la Turquie a de nombreux liens de parenté, qu'Ankara entretient les meilleures relations. Depuis que le pays est indépendant, leur entente s'appuie sur leur identité linguistique et ethnique et sur leur rapport à la turcité⁵. Elle s'appuie aussi sur le fait que les deux Etats ont des relations tendues avec l'Arménie à propos du Karabakh et de la question du génocide, et sur leur complémentarité économique. Riche en hydrocarbures, l'Azerbaïdjan est depuis 2020 le premier fournisseur de gaz de la Turquie, devançant la Russie désormais au deuxième rang⁶. Pour la Turquie, puissance industrielle qui importe 95 % de son énergie, la bonne entente avec l'Azerbaïdjan est cruciale, tandis que celui-ci dépend de son voisin pour ses exportations.

Avec l'Arménie, les rapports sont compliqués. Le tracé de leur frontière commune, la question du génocide, leur conflit mémoriel et la question du Karabakh rendent difficile chaque tentative de normalisation de leurs relations. Erdoğan s'est montré plus ouvert que ses prédécesseurs – en 2009 il a entamé un rapprochement avec l'Arménie et en 2013, il a exprimé ses condoléances aux descendants des victimes de la tragédie de 1915 – mais sa politique s'inscrit dans la continuité de la position officielle de l'Etat turc. L'ouverture de 2009 a été un échec – les protocoles alors discutés et signés n'ont pas été ratifiés – et elle a été suivie d'une politique de fermeture et du retour à une ligne plus dure vis-à-vis de l'Arménie, on l'a vu en 2020 lors de la deuxième guerre du Karabakh au cours de laquelle Ankara a soutenu activement la partie azérie au lieu de jouer un rôle de médiateur.

Avec la Géorgie, la Turquie a traditionnellement de bonnes relations qui sont aujourd'hui fondées d'une part sur le souci de contrebalancer ses relations difficiles avec l'Arménie et d'autre part sur un pragmatisme économique. C'est via la Géorgie que la Turquie a accès à l'Azerbaïdjan et donc au monde turc. De plus, la Géorgie est un partenaire économique non négligeable pour les villes frontalières de la Turquie⁷.

La grande nouveauté de la politique turque dans le Caucase ces dernières années, c'est la posture belliqueuse qu'elle a prise en 2020 durant la deuxième guerre du Karabakh. Le soutien apporté par Ankara à Bakou s'inscrit dans la logique de la grande fraternité qui existe entre les deux Etats. Mais jusque-là, la Turquie avait toujours limité son appui à son allié à la sphère politique et diplomatique. En maintenant fermée sa frontière avec l'Arménie pour la contraindre

⁵ Rovshan Mammadli, « Are Azerbaijan and Turkey moving towards "one nation, one state" ? », mars 2021, <https://oc-media.org/opinions/opinion-are-azerbaijan-and-turkey-moving-towards-one-nation-one-state/>.

⁶ <https://tr.euronews.com/2020/06/02/azerbaycan-n-turkiye-ye-dogal-gaz-sevk-yat-nda-liderligi-nelam-tas-yor-uzmanlar-yorumlu>.

⁷ Gönül Tol, « As Turkey-Russia ties warm, will Georgia be left out in the cold ? », *Middle East Institute*, 4 février 2020, <https://www.mei.edu/publications/turkey-russia-ties-warm-will-georgia-be-left-out-cold>.

à faire des concessions sur la question du Karabakh, elle était restée à l'écart de l'option militaire. Elle a changé d'attitude lors de la dernière guerre du Karabakh, qui a duré quarante-quatre jours⁸. Outre l'encadrement des forces azerbaïdjanaises et divers conseils militaires donnés par l'armée turque à l'état-major de l'armée azerbaïdjanaise, elle a apporté à son allié une assistance militaire intense, lui livrant des armes, notamment des drones qui ont joué un rôle crucial dans la victoire de l'armée azerbaïdjanaise sur la partie arménienne. Plusieurs raisons expliquent ce changement de politique. La première est que la Turquie est désormais dirigée par une coalition en partie nationaliste, avec la présence au gouvernement d'un parti politique, le Milliyetçi Hareket Partisi (Parti de l'action nationaliste) qui a toujours été favorable à une plus grande solidarité, y compris militaire avec l'Azerbaïdjan. La deuxième est le sentiment dominant à Bakou comme à Ankara que trois décennies de tentatives diplomatiques conduites surtout par les pays occidentaux, dans le cadre du groupe de Minsk, n'avaient en rien mis fin aux injustices dont sont victimes les Azerbaïdjanais et que plus le temps passait, plus le retour des territoires occupés semblait impossible par la négociation. La troisième est que, isolée dans son environnement régional, confrontée à la Russie en Syrie et en Libye, la Turquie a utilisé le Karabakh pour accroître sa marge de manœuvre dans ces régions et dans sa rivalité avec la Russie. En aidant l'Azerbaïdjan à gagner la guerre, la Turquie a amélioré ses positions vis-à-vis de la Russie dans d'autres régions du monde, y compris en Ukraine.

Un difficile jeu d'équilibre dans l'imbroglie russo-ukrainien

La politique d'Erdoğan à l'égard de la Russie et de l'Ukraine, marquée par un rapprochement avec les deux Etats, peut paraître paradoxale étant donné la profonde crise qui oppose Kiev et Moscou. Or l'analyse des récentes initiatives turques montre que la Turquie a une stratégie cohérente qui lui permet de mieux faire face à son isolement sur la scène internationale.

Du temps des empires, Russes et Ottomans s'affrontaient régulièrement dans les Balkans, en mer Noire et dans le Caucase. Durant la période soviétique, les guerres avaient cessé mais la rivalité entre les deux Etats, membres de deux blocs opposés, avait perduré. La fin de la guerre froide et l'évolution des risques sécuritaires et des liens entre la Turquie et l'Occident ont débouché sur un spectaculaire rapprochement entre la Turquie et la Russie. Avec Erdoğan, sous l'effet de sa politique économique pragmatique, ce rapprochement s'est accentué, y compris dans le secteur militaire, ce qui est inédit dans l'histoire entre les deux pays. Alors qu'elle est membre de l'OTAN et, à ce titre, tenue de respecter des engagements précis, en dépit de la forte hostilité de ses partenaires de l'Alliance, plus particulièrement des Etats Unis, la Turquie a acheté à la Russie des missiles antiaériens S-400. Deux grandes raisons expliquent la décision de la Turquie de nouer une coopération militaire avec la Russie, au détriment de l'Occident en principe allié de la Turquie⁹.

⁸ Hakan Yavuz, Vasif Huseynov, « The second Karabakh war : Russia vs. Turkey? », *Middle East Policy*, février 2021, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/abs/10.1111/mepo.12529>.

⁹ Cemil Doğan İpek, Mehmet Çağatay Güler, « Turkey and Russia in Syrian war : Hostile friendship », *Security and Defence Quarterly*, Vol. 35, n° 3, 2021, pp. 77-92, <https://securityanddefence.pl/Turkey-and-Russia-in-Syrian-war-Hostile-friendship,138949,0,2.html>.

La première est liée à la guerre en Syrie, théâtre qui permet de comprendre le grand changement intervenu dans la politique extérieure turque ces dernières années. Initialement la Turquie, les Etats Unis et la plupart des pays européens avaient la même position dans le conflit syrien, ils menaient une action commune pour le départ de Bachar el-Assad. L'évolution des rapports de forces en Syrie a provoqué des divergences entre Ankara et ses partenaires occidentaux. L'aggravation du conflit, l'émergence de Daesh et le renforcement du mouvement national kurde en Syrie ont poussé les Occidentaux à s'appuyer sur les milices kurdes pour éliminer la menace de Daesh. Le problème est que cette alliance a plus ou moins indirectement bénéficié au PKK qui s'est renforcé dans sa lutte contre la Turquie. A la faveur de la guerre, cette mouvance s'est dotée en Syrie d'une base de repli sous protection occidentale. Alors que les positions turque et russe étaient opposées en Syrie (et qu'elles le sont toujours), cette situation a conduit Ankara à se rapprocher, y compris dans le secteur militaire, de la Russie. Réagissant au soutien de ses alliés occidentaux aux milices kurdes en Syrie et à l'impossibilité de trouver un accord pour se doter de missiles Patriot de fabrication occidentale, la Turquie a conclu avec la Russie un accord sur l'acquisition de S-400. Par ailleurs, lorsque la Turquie a estimé qu'elle devait impérativement intervenir en Syrie pour stopper la menace du PKK contre elle, c'est la Russie qui lui a ouvert les frontières aériennes de la Syrie, alors que les Occidentaux étaient hostiles à l'entrée de la Turquie en Syrie à cette fin.

Des raisons de politique intérieure sont aussi à l'origine de la crise dans la relation entre la Turquie et ses partenaires occidentaux, crise dont la Russie a tiré parti en bâtissant une nouvelle relation avec Ankara et en semant ainsi la zizanie dans la famille otomanienne. Pendant et après le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016, alors que la plupart des pays occidentaux sont restés initialement silencieux, la Russie a immédiatement condamné le putsch et explicitement assuré le gouvernement d'Erdoğan de son soutien¹⁰.

Ainsi, après avoir éprouvé de fortes déceptions de la part de ses alliés occidentaux traditionnels, en politique intérieure et extérieure, la Turquie s'en est éloignée pour se rapprocher de la Russie. Peut-on pour autant affirmer que Moscou a noué avec Ankara un partenariat solide et durable ? Etant donné les nombreux points de divergence entre les deux pays, la réponse à cette question semble être négative. Dans les conflits en cours en Syrie, en Libye et dans le Karabakh, la Turquie et la Russie ont des positions complètement divergentes. La question kurde, cruciale pour la sécurité nationale de la Turquie selon ses dirigeants, apparaît particulièrement conflictuelle. Sur cette question, la Russie a une attitude très ambivalente qui provoque une forte méfiance des Turcs : Moscou ne soutient pas militairement les forces kurdes en Syrie, mais elle reconnaît leur représentation politique, le PYD (Parti de l'union démocratique) qui dispose d'un bureau officiel à Moscou.

Ces tensions sont un des facteurs qui expliquent le rapprochement turco-ukrainien. Ankara utilise Kiev pour équilibrer ses relations avec Moscou et pouvoir en cas de besoin lui envoyer des signaux forts. A plusieurs reprises, elle s'est prononcée en faveur du respect de l'intégrité

¹⁰ Şener Aktürk, « Relations between Russia and Turkey before, during, and after the failed coup of 2016 », *Insight Turkey*, hiver 2019, Vol. 21, n° 4, <https://www.insightturkey.com/file/1201/relations-between-russia-and-turkey-before-during-and-after-the-failed-coup-of-2016>.

territoriale de l'Ukraine et elle n'a pas reconnu l'annexion de la Crimée par la Russie¹¹. De plus, elle a développé une coopération militaire poussée avec l'Ukraine, lui livrant des équipements militaires, notamment des drones, que ses partenaires occidentaux lui ont refusés. Elle se dote ce faisant de moyens de pression sur la Russie pour l'amener à tenir compte de ses préoccupations en Syrie.

*

* *

La politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique s'inscrit dans la continuité de la politique extérieure turque. La lente mais quasi-rupture avec ses alliés occidentaux traditionnels incite la Turquie à se rapprocher d'autres espaces géopolitiques pour mieux gérer son isolement.

Le monde arabo-musulman a été une première option pour Erdoğan, notamment dans les années qui ont précédé les printemps arabes, période pendant laquelle la Turquie jouissait dans cette région d'un grand prestige. Face aux faillites des printemps arabes, perçues comme des échecs pour le modèle AKP incarné par Erdoğan, l'ouverture ou le renforcement des liens avec l'ex-URSS a été vu comme une alternative pour défendre les intérêts du pays. Mais à l'image d'une Turquie qui hésite entre l'Est et l'Ouest, sa politique en Eurasie est quelquefois difficile à lire. Ankara a en particulier du mal à se positionner par rapport à la Russie tantôt rivale, tantôt partenaire. Cette relation complexe avec Moscou va perdurer dans tout l'espace postsoviétique qui à la fois les unit et les divise.

¹¹ Dmytro Kuleba, « Strong Ukraine-Turkey partnership holds the key to Black Sea security », *Atlantic Council*, 28 octobre 2021, <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/ukrainealert/strong-ukraine-turkey-partnership-holds-the-key-to-black-sea-security/>.

Pour citer ce chapitre : Bayram Balci, « D'un ancrage à l'Ouest à de nouvelles opportunités à l'Est, la politique d'Erdoğan dans l'espace postsoviétique », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Deuxième partie

L'Eurasie en perspective

Trente ans de transition vers l'économie de marché en Eurasie postsoviétique : l'heure du bilan *par Sergeï Guriev*

L'Union soviétique a cessé d'exister après l'échec du putsch d'août 1991 : en décembre, son premier et dernier président, Mikhaïl Gorbatchev, a démissionné, et quinze nouveaux Etats ont pris leur envol séparément. Où en sont ces pays, trente ans plus tard ? Sont-ils devenus des Etats-nations fonctionnels, dotés d'institutions démocratiques et d'économies de marché compétitives ?

Pour la majorité d'entre eux, la réponse est malheureusement négative. Les seules exceptions sont les trois Etats baltes, qui sont aujourd'hui des démocraties libérales et pluralistes à haut revenu, membres de l'UE et de l'OCDE. Aucun des autres pays ne peut se targuer d'être devenu riche et démocratique. L'Arménie, la Géorgie, le Kirghizstan, la Moldavie et l'Ukraine sont des démocraties imparfaites, les autres pays sont des dictatures où règne l'entre-soi. Selon les chiffres du Maddison Project, le PIB réel par habitant de l'ancienne Union soviétique représentait, en 1989, 31 % de celui des Etats-Unis ; en 2018, il n'atteignait que 35 %. Comment expliquer que la transition postsoviétique ait donné des résultats aussi décevants – en particulier en comparaison des pays d'Europe centrale et orientale qui, comme les pays baltes, ont rejoint l'UE et sont devenus des démocraties à haut revenu ?

La réponse à cette question est plurielle. Comme l'écrivait Léon Tolstoï dans *Anna Karénine* : « Les familles heureuses se ressemblent toutes ; les familles malheureuses sont malheureuses chacune à leur façon »¹. Tandis que les Etats baltes et leurs voisins de l'Ouest s'engageaient tous dans la même voie des réformes politiques et économiques, créant des institutions européennes, s'ouvrant aux investissements étrangers et luttant contre les monopoles de pouvoir et la corruption, leurs voisins de l'Est ont emprunté des directions qui les ont conduits à l'échec, chacun à leur manière. J'examinerai ici plusieurs des facteurs qui ont joué un rôle important dans l'échec de la transition postsoviétique.

Inégalités et rejet des réformes

La principale raison de cet échec est à chercher dans la hausse des inégalités et dans les réactions de rejet vis-à-vis des réformes. Avant la transition, les inégalités étaient peu perceptibles, et l'égalité en vigueur pouvait même paraître injuste : les employés qui travaillaient dur étaient payés autant que ceux qui ne faisaient que semblant de travailler. Une certaine hausse des inégalités de revenus était donc non seulement inévitable mais souhaitable. Cependant, elle est devenue trop importante. Au lieu de profiter au plus grand nombre, les bénéfices de la transition vers l'économie de marché ont été accaparés par une petite minorité. La BERD montre qu'au milieu des années 1990, seuls les 10 % des Russes

¹ Léon Tolstoï, *Anna Karénine*, traduction d'Henri Mongault, Paris, Gallimard, 1935 (1878), p. 3.

les plus fortunés avaient vu leurs revenus augmenter depuis le début de la transition économique ; la situation était similaire, voire pire, dans d'autres Etats postsoviétiques².

Il n'est pas surprenant dans ce contexte que la majorité des électeurs, voyant peu d'intérêt aux réformes engagées dans les premières années de la transition, aient préféré voter pour des hommes politiques qui y étaient opposés. Cette réaction s'est observée non seulement au sein de l'ancienne Union soviétique, mais aussi dans certains pays d'Europe centrale et orientale. Les conséquences ont toutefois été différentes selon les pays. Dans les nouveaux Etats membres de l'UE, les politiques antiréformistes ont été limitées par les institutions européennes, tandis que dans les pays postsoviétiques, les nouveaux dirigeants ont opéré un retour en arrière, supprimant les instances de freins et contrepoids (*checks and balances*) du pouvoir politique, et bâtissant des systèmes de capitalisme de connivence. Lorsque le public a découvert que les hommes politiques anti-occidentaux n'avaient pas tenu leurs promesses de justice et de lutte contre la corruption, il était déjà trop tard pour les chasser par les urnes, puisqu'ils avaient fait main basse sur le système politique. Dans la majorité des nouveaux Etats membres de l'UE en revanche (à quelques exceptions près), les institutions politiques ont résisté aux pressions antiréformistes et les politiciens qui n'ont pas tenu leurs promesses ont été remplacés.

C'est dans le plus grand pays postsoviétique, la Russie, que l'opposition aux réformes et le repli autoritaire ont été les plus notables, mais des processus similaires ont aussi vu le jour au Bélarus, en Azerbaïdjan et même dans un pays situé au cœur de l'Europe, la Hongrie.

Les oligarques

La hausse des inégalités de revenus s'est faite dans ces pays de manière particulièrement préjudiciable et injuste pour le plus grand nombre : au lieu d'une forme d'inégalité équitable (récompensant le travail et le talent), c'est un système où le succès économique dépend des connivences plutôt que des efforts ou des compétences professionnelles qui s'est mis en place dans les premières années de la transition.

L'exemple le plus frappant de cette injustice est la montée en puissance des oligarques – de riches hommes d'affaires qui se servent de leur influence politique pour accroître encore leur fortune. Cette subversion des institutions démocratiques au profit d'intérêts privés n'a fait qu'aggraver les désillusions de la transition postcommuniste.

L'oligarchie, conceptualisée par Aristote comme un régime « déviant » dans lequel l'Etat est dirigé par une poignée de riches privilégiés, a été mise en scène par Jack London dans sa dystopie du *Talon de fer* en 1908. C'est en s'inspirant de ce récit que le politicien russe Boris Nemtsov a qualifié d'oligarchie la Russie des années 1990. L'un de ces oligarques, Boris Berezovsky, se vantait alors du fait que la Russie était gouvernée par sept banquiers³.

² BERD, « Transition for all : Equal opportunities in an unequal world, Transition Report 2016-17 », Londres, 2016, <https://www.ebrd.com/news/publications/transition-report/transition-report-201617.html>.

³ Chrystia Freeland, John Thornhill, Andrew Gowers, « Moscow's group of seven », *Financial Times*, 1^{er} novembre 1996, p. 17.

Guriev et Rachinsky ont montré qu'à la même période, environ 40 % de l'industrie russe était contrôlée par seulement vingt groupes commerciaux⁴. Les oligarques ont aussi joué un rôle important dans d'autres pays postsoviétiques tels que l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie. Les économies de ces pays étant de moindre envergure, les oligarques y étaient encore moins nombreux : une poignée en Ukraine, et seulement un en Moldavie et en Géorgie.

Dans des pays où les richesses privées étaient inexistantes avant 1992, une telle concentration d'argent et de pouvoir aux mains de quelques-uns a quelque chose de particulièrement frappant. Comment d'aussi grandes fortunes ont-elles pu se constituer ? Contrairement aux oligarques de la Grèce antique, ceux de l'ère postsoviétique n'ont pas hérité de leur fortune ni de leur position de pouvoir. Ils ont plutôt suivi le « modèle Médicis »⁵ : ils ont utilisé leur argent pour gagner en influence (en finançant des figures de la sphère politique, judiciaire et médiatique), puis se sont servis de cette influence pour écraser leurs concurrents en affaires. Ce modèle permettait aux grandes entreprises de réaliser des « économies d'échelle institutionnelles »⁶ : plus elles étaient importantes, plus elles avaient de chances de nouer des relations dans la sphère politique et, ce faisant, de se développer encore davantage. Jouer avec les règles plutôt que selon les règles profite ainsi aux plus gros acteurs. Cela conduit en retour à un système politique où les vainqueurs « raflent la mise »⁷ et où les entreprises s'emparent de l'Etat⁸.

Si les relations des oligarques leur ont permis de se hisser au-dessus des autres propriétaires privés⁹, ce mode de fonctionnement, qui ne favorise ni la concurrence ni les investissements dans les nouvelles technologies, a des effets néfastes sur la croissance économique¹⁰.

Selon les pays, l'indignation publique envers les oligarques s'est manifestée de manière très différente. En Russie, Vladimir Poutine s'en est servi pour affermir son pouvoir – avant de remplacer l'ancienne génération d'oligarques par une nouvelle. La nouvelle oligarchie russe est semblable à l'ancienne, à une différence près : les oligarques ne remettent pas en cause le pouvoir de Poutine. En Moldavie, les partis prorusses se sont associés aux partis proeuropéens – ainsi qu'à leurs alliés à Moscou et en Europe – pour vaincre le tout-puissant Vladimir Plahotniuc. Après avoir perdu son influence sur la politique moldave, ce dernier a

⁴ Sergeï Guriev, Andrei Rachinsky, « The role of oligarchs in Russian capitalism », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 19, n° 1, 2005, pp. 131-150.

⁵ Luigi Zingales, « Towards a political theory of the firm », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 31, n° 3, 2017, pp. 113-130.

⁶ Sergeï Guriev, « Business groups in Russia », dans Asli M. Colpan, Takashi Hikino, James Lincoln (eds.), *Oxford Handbook of Business Groups*, Oxford University Press, 2010 ; Sergeï Guriev, « Political economy of transition reforms », dans Elodie Douarin, Oleh Havrylyshyn (eds.), *Palgrave Handbook of Comparative Economics*, Palgrave MacMillan, 2021.

⁷ Joel Hellman, « Winners take all : The politics of partial reform in postcommunist transitions », *World Politics*, Vol. 50, n° 2, 1998, pp. 203-34 .

⁸ Joel Hellman, Geraint Jones, Daniel Kaufmann, « Seize the State, seize the day : State capture and influence in transition economies », *Journal of Comparative Economics*, Vol. 31, n° 4, 2003, pp. 751-773.

⁹ Sergeï Guriev, Andrei Rachinsky, « The Role of oligarchs in Russian capitalism », art. cité.

¹⁰ Daron Acemoglu, « Oligarchic versus democratic societies », *Journal of the European Economic Association*, Vol. 6, n° 1, 2008, pp. 1-44.

quitté le pays. En Ukraine, Volodymyr Zelensky a remporté la campagne présidentielle en s'appuyant sur une série télévisée anti-oligarchie, « Serviteur du peuple », dans laquelle il incarnait un président intègre tenant tête à trois oligarques anonymes. Mais depuis son élection en 2019, aucune mesure tangible n'a été prise pour réduire l'influence des oligarques. En novembre 2021, Zelensky a signé une loi « anti-oligarchie » destinée à limiter les opportunités d'ingérence des grandes entreprises dans les médias et la politique. Reste à savoir comment cette loi sera appliquée et si elle suffira à briser les liens entre les grandes fortunes et la politique en Ukraine.

Le piège des revenus intermédiaires

Si le piège des revenus intermédiaires (*middle-income trap*)¹¹ n'est pas propre à la transition postcommunisme, de nombreux pays postsoviétiques y sont confrontés¹². Ce concept repose sur l'idée que la croissance économique n'est pas de la même nature dans les pays où les revenus ont atteint un stade intermédiaire et dans ceux où ils restent bas. Grâce au faible coût de la main-d'œuvre, les pays à petits revenus se développent en attirant des investissements directs de l'étranger et en exportant des produits intermédiaires ou finaux vers des marchés plus riches. Dans les pays à revenus intermédiaires, la main-d'œuvre n'étant plus aussi bon marché, il faut créer un environnement économique propice à l'innovation technologique pour que la croissance continue de progresser.

La difficulté réside dans le fait que les institutions nécessaires à la première phase de croissance, celle des investissements – des revenus faibles aux revenus intermédiaires –, ne sont plus les mêmes dans la deuxième phase, celle de l'innovation. En Corée du Sud par exemple, les premières avancées ont été le fait des *chaebol*, des conglomérats financiers et industriels privés soutenus par le gouvernement. Le modèle a bien fonctionné jusque dans les années 1990, avant de commencer à s'essouffler. Au lieu d'apporter les changements nécessaires, les puissants *chaebol* ont fait barrage aux réformes, freinant la productivité. Cette situation a engendré une crise qui, à son tour, sapant la légitimité des *chaebol*, a ouvert la voie à des réformes favorables à la compétitivité. Ces réformes ont permis à la Corée d'échapper à l'écueil des revenus intermédiaires et de relancer la productivité pour devenir une économie compétitive et innovante¹³. C'est aujourd'hui la Chine qui semble peiner à sortir de ce piège : les réformes institutionnelles connaissent des retards (voire des retours en arrière), la productivité décline¹⁴ et la croissance ralentit¹⁵.

¹¹ Indermit Gill, Homi Kharas, *An East Asian Renaissance Ideas for Economic Growth*, World Bank Group, Washington DC, 2007, <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/6798>.

¹² Sergeï Guriev, « Eight things you should know about middle-income transitions », Londres, BERD, 2019.

¹³ Philippe Aghion, Sergeï Guriev, Kangchul Jo, « Chaebols and firm dynamics in Korea », *Economic Policy*, Vol. 36, n° 108, pp. 593-626, <https://doi.org/10.1093/epolic/eiab016>.

¹⁴ Shang-Jin Wei, Zhuan Xie et Xiaobo Zhang, « From "Made in China" to "Innovated in China" : Necessity, prospect, and challenges », *Journal of Economic Perspectives*, Vol. 31, n° 1, 2017, pp. 49-70.

¹⁵ Fabrizio Zilibotti, « Growing and slowing down like China », *Journal of the European Economic Association*, Vol. 15, n° 5, 2017, pp. 943-988, <https://doi.org/10.1093/jeea/jvx018>.

Plusieurs pays postsoviétiques sont confrontés aux mêmes difficultés : après une grave récession dans les années 1990, l’Azerbaïdjan, la Géorgie, le Kazakhstan, le Turkménistan et la Russie ont connu une croissance économique rapide – que ce soit grâce à la hausse du prix des matières premières, aux réformes engagées, ou à la combinaison des deux. Dans les années 2010 cependant, leur PIB par habitant a commencé à stagner – précisément parce que sa progression aurait nécessité de nouvelles sources de croissance, et donc des réformes institutionnelles.

Le Kazakhstan est l’exemple par excellence du piège des revenus intermédiaires dans le contexte postcommuniste. Profitant du boum des matières premières, le pays a également attiré des IDE et développé ses infrastructures. Mais pour que la croissance perdure, il aurait fallu restructurer en profondeur le secteur bancaire (qui reste sous le contrôle de familles politiquement affiliées), lutter contre la corruption et les monopoles de pouvoir, investir dans le capital humain et libéraliser les petites entreprises. Or de telles décisions représentent une menace pour l’élite au pouvoir et tardent à être adoptées – avec des effets négatifs évidents sur la croissance et le développement.

Et pourtant, dès les premiers jours de son indépendance, le Kazakhstan a cherché à s’inspirer de Singapour¹⁶, un des exemples de pays ayant réussi à échapper au piège des revenus moyens. Le gouvernement kazakh a bien mis en pratique certaines de ses méthodes : il a envoyé ses étudiants dans les meilleures universités étrangères, attiré des investissements directs étrangers, et créé un centre financier international doté d’un régime sans visas et d’un tribunal britannique. En revanche, le pays n’a pas imité Singapour dans sa politique de tolérance zéro à l’égard de la corruption et de l’entre-soi, et il n’a réformé son système judiciaire que dans un seul district, celui du centre financier international d’Astana.

Géographie, tyrannie et conflits

De nombreux pays postsoviétiques rencontrent aussi d’autres difficultés qui ralentissent leur croissance. Plusieurs sont enclavés, et l’un d’eux (l’Ouzbékistan) l’est même doublement (le seul autre pays au monde à être dans ce cas est le Liechtenstein). Ils ont souvent des voisins puissants qui ne reconnaissent pas leurs frontières. Certains ont connu ou connaissent encore une situation de guerre civile ou de conflit gelé. Et plusieurs ont été accaparés par des tyrans à l’ancienne, ce qui dissuade les investisseurs étrangers et favorise la fuite des cerveaux.

Quelles leçons tirer de ce bilan ?

Si l’on ne peut rien changer à la géographie, les problèmes relatifs aux inégalités de revenus, à l’oligarchie et au piège des revenus intermédiaires ne sont pas irrémédiables. Comment les réformateurs auraient-ils pu s’y prendre pour changer les choses ? Premièrement, ils auraient

¹⁶ Sergeï Guriev, Daniel Treisman, *Spin Dictators: The Changing Face of Tyranny in the 21st Century*, Princeton, Princeton University Press, à paraître, 2022, chap. 2.

dû mettre en place des mesures de protection sociale pour protéger les populations les plus vulnérables. Deuxièmement, ils auraient dû faire preuve d'une tolérance zéro vis-à-vis de la corruption (y compris au sein même des gouvernements réformistes). Troisièmement, ils auraient dû renforcer les institutions politiques et économiques ; ils auraient notamment dû créer un environnement favorable aux investissements directs étrangers, supprimer les obstacles à la concurrence et favoriser les investissements dans le capital humain et l'innovation.

Traduit de l'anglais par Lise Garond

Pour citer ce chapitre : Sergeï Guriev, « Trente ans de transition vers l'économie de marché en Eurasie postsoviétique : l'heure du bilan », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature ? par Olivier Roy

L'Afghanistan a fourni un des grands classiques de la littérature géostratégique : le concept de « Grand Jeu », popularisé d'abord par Rudyard Kipling dans *Kim* en 1901 et plus tard par le livre de John Hopkirk, *The Great Game*, publié en 1990¹.

Une compétition séculaire entre la Russie, la Grande-Bretagne puis les Etats-Unis

L'idée : l'Asie centrale est l'enjeu depuis les années 1830 d'une compétition entre la Russie puis l'URSS d'une part, la Grande Bretagne et à sa suite les Etats-Unis d'autre part. L'Afghanistan est défini tantôt comme la porte d'entrée d'une des deux zones d'influence (descente vers le sous-continent indien ou bien pénétration vers l'Asie centrale), tantôt comme un Etat tampon qui empêcherait de telles interférences.

Dans le contexte d'une tension qui a culminé avec la guerre de Crimée (1853-1856), les Britanniques comme les Russes présentent leurs mouvements respectifs comme purement défensifs, la montée des premiers étant justifiée par la descente des seconds et inversement. Chacune des deux parties prétend se défendre contre la volonté expansionniste de l'autre : les Anglo-saxons veulent contrer la descente vers les mers chaudes de l'empire russe puis soviétique (volonté référée à un pseudo-testament de Pierre le Grand) et les Russes voudraient sécuriser leur conquête de l'Asie centrale. La ville de Hérat est assiégée en 1838 par le shah de Perse assisté par des conseillers russes ; elle est défendue par l'émir d'Afghanistan, secondé par des officiers britanniques. A la prise de Samarcande par les Russes en 1864 répond la transformation de Pechawar en quartier général de l'armée britannique en 1868. On a donc depuis 1839 un effet de balance : alternances de percées ponctuelles (interventions britanniques de 1839 et 1879, interventions soviétiques de 1929 et surtout 1979).

Pour calmer le (grand) jeu, un consensus s'établit autour des années 1880 : on confie à l'émir de Kaboul une carte de l'Afghanistan dessinée, directement ou indirectement, par les deux grandes puissances rivales. Cette carte fait de l'Afghanistan un Etat tampon entre l'empire russe et l'empire des Indes ; la frontière qui sépare ce dernier de l'Afghanistan est fixée en 1893 par les Britanniques : c'est la « ligne Durand », que l'Afghanistan indépendant contestera toujours. L'émir Abdur Rahman (1880-1901) entreprend la conquête du territoire compris entre ces frontières et d'où est issu l'Afghanistan actuel.

Dans ce jeu de balance chaque camp essaie d'enrôler les « bons » musulmans qui combattent l'autre camp tout en réprimant le « fanatisme » de ses propres musulmans : au congrès de Bakou en 1920, le représentant bolchevique Zinoviev lance un appel à la

¹ Peter Hopkirk, *The Great Game : The Struggle for Empire in Central Asia*, Tokyo, Kodansha International, 1992.

guerre sainte (*ghazawat*) contre l'impérialisme britannique, tandis que le président Reagan, quelque soixante années plus tard, proclame son soutien aux moudjahidins afghans, rebaptisés *freedom fighters*, contre l'armée soviétique qui a envahi l'Afghanistan en décembre 1979.

Reconfigurations après le départ des Soviétiques et l'effondrement de l'URSS

Le départ des troupes soviétiques d'Afghanistan en 1989, suivi de la disparition de l'URSS en 1991 (dont une des causes est sans aucun doute l'échec afghan), auraient dû mettre fin à ce cycle géostratégique. L'Afghanistan semble n'être qu'un mauvais souvenir pour la nouvelle Russie, et le gouvernement américain se désintéresse d'un seul coup du pays : l'Afghanistan Task Force de la CIA est dissoute dès le départ des troupes soviétiques, alors que les Russes maintiennent leur ambassade dans Kaboul après la chute du régime du dernier président communiste, Najibullah, en 1992. Les nouvelles Républiques d'Asie centrale adoptent alors une politique prudente par rapport à l'Afghanistan des moudjahidins : le Turkménistan tente une médiation entre les deux seigneurs de guerre afghans à sa frontière (l'ouzbek Rachid Doustom et le tadjik Ismail Khan), tandis que l'Ouzbékistan reste dans une prudente expectative. La situation est plus compliquée pour le Tadjikistan, où une guerre civile oppose de 1992 à 1997 un gouvernement néocommuniste et une opposition où dominent les islamistes, qui se réfugient en Afghanistan après leur défaite. Côté afghan, la frontière est tenue par le commandant Massoud qui, malgré sa proximité ethnique et idéologique avec les opposants tadjiks, se garde bien de les soutenir et pousse aux négociations car, en mauvais termes avec le Pakistan et menacé par les Talibans, il a besoin d'une base arrière au Tadjikistan. Le gouvernement tadjik maintient donc de bonnes relations avec l'alliance du Nord du commandant Massoud, qui garde le contrôle de l'ambassade afghane à Douchanbé de 1992 à sa mort en 2001. Une liaison par hélicoptère fait le pont entre Douchanbé et la vallée du Panchir.

La montée des Talibans à partir de 1994 et leur prise de Kaboul en 1996 ne changent rien à l'équation géostratégique. Tachkent prend encore davantage de distances vis-à-vis de l'Afghanistan, alors que Douchanbé accentue son rapprochement avec Massoud. Mais tant la Russie que les Etats-Unis restent neutres face aux Talibans. Ce qui se passe à l'intérieur de l'Afghanistan n'apparaît plus comme un enjeu géostratégique. La sous-secrétaire d'Etat américaine pour l'Asie du Sud, Robin Raphel, se fend d'un communiqué en septembre 1996, saluant la victoire des Talibans comme un « pas positif »². Le Turkménistan et le Pakistan poussent à la négociation pour la mise en place d'un gazoduc (préfiguration du TAPI qui sera signé après la chute du régime des Talibans) qui relierait le Turkménistan au port pakistanais de Gwadar (projet aujourd'hui enlisé). Les Chinois commencent à avancer leurs « routes de la soie », indifférents à la nature des régimes. En un mot, dans la reconfiguration générale qui suit la chute de l'URSS et la montée des

² Voir Steve Coll, *Ghost Wars. The Secret History of the CIA, Afghanistan, and Bin Laden, from the Soviet Invasion to September 10 2001*, Londres, Penguin Books, 2004, pp. 327 et suiv.

Carte 7
L'Afghanistan dans son contexte régional, 2022



Talibans, on ne distingue plus d'axe géostratégique clairement identifiable, seulement des intérêts de court terme. Après la parenthèse ouverte par l'attentat du 11 septembre, il semble qu'on en soit toujours là.

Le 11 septembre 2001 a momentanément réintroduit un semblant de géostratégie, sous le label de la « guerre contre le terrorisme ». Le donneur d'ordre de l'attentat est en Afghanistan : il faut commencer par le détruire, lui et ses soutiens. Tous les acteurs régionaux (Iran, Russie, Chine, Pakistan, Républiques d'Asie centrale) ont donc laissé le champ libre à la colère américaine, tantôt à reculons (Iran, Pakistan), tantôt en proposant

un soutien logistique – terrains d’aviations et bases de transit (Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizstan). Le régime taliban est balayé en novembre 2001 pour avoir donné l’asile à Ben Laden. Tant Al-Qaida que les Talibans se replient sur le Pakistan, qui ne fait rien pour les réduire.

La politique occidentale de *state building*, un cas de géostratégie par défaut et un échec

Mais la victoire des troupes occidentales pose un problème : quel est l’objectif stratégique, au-delà de la destruction d’Al-Qaida ? La réponse est simple : il n’y en a pas. Comme Ben Laden est toujours actif après 2001, les Occidentaux et l’ONU se lancent dans une politique de *state building* en Afghanistan censée prévenir tout retour possible des djihadistes de tout poil. Cette politique ne marche pas vraiment mais continue parce qu’il n’y a pas d’autres options. On a ici un cas de géostratégie par inertie : on fait du *state building* faute de mieux et dans la continuité d’une stratégie de « droit d’ingérence » popularisée par les ONG occidentales. L’Afghanistan a en effet été le cas d’école du droit d’ingérence, un concept apparu dans les années 1980 : pour aider un peuple en danger humanitaire, la communauté internationale doit ignorer les Etats en place et ne pas hésiter à intervenir militairement. Dans le cadre de la guerre froide, cette passion humanitaire jouait clairement contre les régimes prosoviétiques. A partir de 1990, elle se mue en géostratégie par défaut : on intervient dans l’urgence sans trop savoir ce que l’on veut faire ensuite. Mais la politique de *state building* en Afghanistan tourne rapidement à vide : la corruption mine toute l’entreprise, l’armée nationale n’existe que sur le papier, les Talibans reviennent et mettent en œuvre une politique plus souple pour gagner les faveurs des petits notables locaux ignorés par la capitale et par les « seigneurs de guerre », les anciens commandants de la résistance transformés en petits despotes régionaux. Ils mettent en place des tribunaux islamiques qui gèrent les conflits locaux par des procédures orales, souvent expéditives mais efficaces et surtout sans recours à la corruption. Le corps expéditionnaire occidental se contente de traquer les « terroristes » sans prendre en compte le contexte local et en attendant que l’Etat nouveau soit capable de prendre le relais, ce qui n’arrivera jamais.

En mai 2011 l’élimination de Ben Laden par un commando américain change la donne : l’objectif premier de l’intervention militaire de 2001 est atteint. Mission accomplie. Parallèlement, le *state building* en Afghanistan est un échec, les Talibans progressent.

Il faudra dix ans pour que Washington tire les conclusions : si le but stratégique de l’invasion de l’Afghanistan était l’élimination de Ben Laden, pourquoi rester après sa mort ? Structurellement, la décision des Américains de partir en août 2021 est parfaitement cohérente et s’inscrit dans une continuité politique d’Obama à Biden en passant par Trump : que faisons-nous dans un pays où les Etats-Unis n’ont aucun intérêt stratégique ? La décision de partir est certes mal gérée politiquement et logistiquement mais elle est fondée stratégiquement : il n’y a plus aucun intérêt géostratégique à rester présent.

Une équation désormais purement régionale

Le départ américain ramène donc la question afghane à une équation purement régionale. Il apparaît alors que les acteurs régionaux n'ont une vision de l'Afghanistan que par défaut. L'Afghanistan est pour eux un problème purement sécuritaire. Pour les pays voisins, il n'y a plus de Grand Jeu car ils ont compris que les Américains sont intervenus par défaut et non par stratégie, mais tous veulent le respect des frontières issues du Grand Jeu.

La Russie et l'Iran veulent simplement que l'Afghanistan ne soit plus un enjeu international et que les Occidentaux n'y aient plus de présence militaire. Les Etats d'Asie centrale veulent que le pays n'abrite plus de radicaux sunnites qui menaceraient ses voisins. Le Pakistan, quant à lui, a une vision plus complexe et plus proactive : ce qui est en jeu est la question pachtoune et la supposée volonté indienne d'utiliser l'Afghanistan comme alliance de revers contre le Pakistan.

Avec la prise de Kaboul par les Talibans en août 2021, les Pakistanais pensent avoir atteint le but qu'ils poursuivent depuis la création de l'Etat : établir une sorte de protectorat sur l'Afghanistan, par l'intermédiaire d'un régime qui soit à la fois pachtoune (une ethnie à cheval entre les deux pays et très présente dans le corps des officiers pakistanais) et islamiste (pour éviter toute revendication ethniconationale sur les territoires pachtoune pakistanais et tout rapprochement avec l'Inde qui reste la hantise de l'Etat pakistanais). Les Talibans remplissent les deux cases, d'autant que l'homme fort qui s'impose à Kaboul, Sirajuddin Haqqani, un Pachtoune de l'Est, est très lié aux Pakistanais (et incidemment à Al-Qaïda, ce qui ne semble pas gêner les services pakistanais).

Les Iraniens ne souhaitent pas s'impliquer en Afghanistan ; leur espace stratégique est à l'Ouest : le Liban du Hezbollah, la Syrie de Bachar el-Assad et le Golfe, qu'ils continuent d'appeler « Golfe persique ». Leur priorité, c'est la protection de la minorité chiite afghane qui avait été victime de massacres lors de la première prise de pouvoir des Talibans en 1996, lesquels avaient aussi massacré les membres du consulat iranien de Mazar-e Charif. En 2021, les Talibans ne se sont livrés à aucun massacre de chiïtes, qui ont même pu célébrer *l'ashura* publiquement selon leurs rites, ce qui est une grande concession des Talibans, pour lesquels cela relève de l'hérésie. L'ambassade iranienne et les consulats restent ouverts, tandis que l'influence iranienne sur le plan tant économique que culturel demeure très forte dans l'Ouest afghan. Manifestement un accord a été trouvé avec les Talibans.

Parmi les Etats d'Asie centrale, le plus inquiet est le Tadjikistan, mais les Russes se sont empressés d'envoyer des troupes et de garantir la frontière. Le Tadjikistan n'a pas d'autre choix que de jouer la carte de Moscou : pour compenser le poids dominant de l'Ouzbékistan dans la région (les rapports entre les deux nouvelles Républiques sont tendus depuis 1991), pour assurer la pérennité des relations migratoires avec Moscou (entre 10 et 20 % de la population tadjike travaille en Russie) et pour garantir sa frontière avec l'Afghanistan.

Pour le Kremlin, qui a toujours conservé un canal de négociations avec les Talibans, leur victoire est presque une aubaine : non seulement il n'y a plus de base américaine au sud de l'ex-empire, mais la crainte suscitée par les Talibans permet aux Russes de jouer à nouveau leur rôle de protecteurs à peu de frais. Ce qui entre parfaitement dans la stratégie

constante de Vladimir Poutine : reprendre le contrôle, sous une forme ou une autre, de l'ancien espace soviétique.

Quant à la Chine, son seul souci est un possible soutien des Talibans aux Ouïghours du Xinjiang. Il est manifeste que les Talibans ont donné des garanties. Depuis l'invasion soviétique de 1979, Pékin reste indifférent à la nature des régimes en place, à Kaboul comme ailleurs, et joue sur les contraintes économiques des pays visés, à savoir pour l'Afghanistan l'exploitation des métaux et le désenclavement. La Chine a obtenu l'exploitation d'une immense mine de cuivre à Aïbak, elle est impliquée dans des projets de développement au Baloutchistan pakistanais (très contestés par la population locale). Les Talibans, qui sont en majorité issus du sud de l'Afghanistan et plus particulièrement de la région de Kandahar, ont tout intérêt au développement du port de Gwadar dans le Baloutchistan pakistanais : c'est l'accès à la mer le plus proche des frontières afghanes.

*

* *

Dans le fond toute la région s'arrangerait d'un régime taliban relativement faible, et donc dépendant de ses voisins. Mais le grand danger est un excès de faiblesse. En effet les Talibans sont menacés par plus islamistes qu'eux : l'Etat islamique dans le Khorassan (un nom générique pour désigner tout l'espace entre le nord de l'Iran et le nord du Pakistan, ce qui augure mal d'un respect des frontières). Et au sein des Talibans, certains reprochent à la direction d'avoir négocié avec les « ennemis de l'islam » (c'est-à-dire les Etats-Unis et tous les voisins) et d'épargner les chiïtes considérés comme des hérétiques. Bref une trop forte montée en puissance de l'Etat islamique menacerait tout l'équilibre qui s'est mis en place après le départ des Américains. Aujourd'hui les Talibans se retrouvent, bien malgré eux, dans la grande coalition antiterroriste. Après avoir tenté de les éradiquer, il faudra sans doute voir en eux des garants de la stabilité régionale.

Pour citer ce chapitre : Olivier Roy, « L'Afghanistan et la géostratégie : et si le Grand Jeu n'était que littérature ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Les nouvelles routes de la soie chinoises en Asie centrale

Un projet mutuellement bénéfique ?

par Sébastien Peyrouse

Le 7 septembre 2013, le président chinois Xi Jinping annonçait à Astana, capitale du Kazakhstan, le projet des Nouvelles routes de la soie (NRS)¹, soit la création d'un vaste corridor économique capable de relier l'Asie du Sud-Est à l'Europe via la Chine et l'Asie centrale par un développement des voies routières et ferroviaires. Bien plus qu'un corridor de transport intercontinental, les NRS étaient présentées comme un projet économique aux dimensions multiples allant de l'ouverture de zones de libre-échange aux coopérations dans tous les secteurs économiques, du primaire au quaternaire.

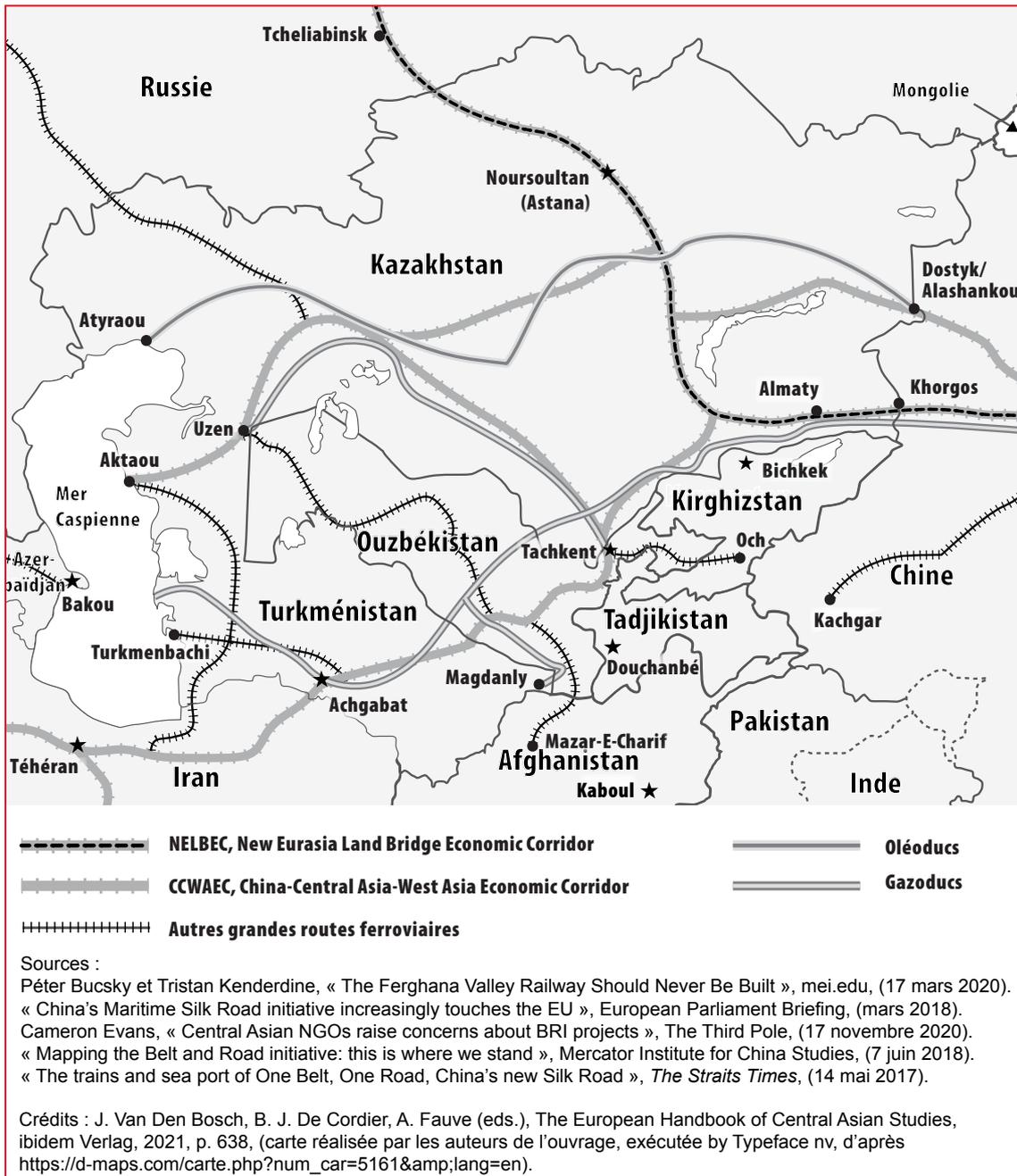
Avec ce projet, Xi Jinping entend restaurer « l'âge d'or » qu'auraient été les routes de la soie historiques qui, dès l'Antiquité et quinze siècles durant, ont traversé l'Asie centrale et permis échanges, prospérité et concorde sur l'ensemble du continent eurasiatique. Par ailleurs, les NRS constitueraient une alternative à ce que Pékin décrit comme une mondialisation économique dysfonctionnelle qui aurait prévalu ces trente dernières années. Une partie des populations et des milieux d'expertise centre-asiatiques reste toutefois circonspecte sur la prétendue contribution des NRS au développement économique et social local et craint une ingérence croissante de la Chine susceptible de fragiliser l'économie locale.

L'Asie centrale dans les Nouvelles routes de la soie

Les NRS intègrent l'Asie centrale par deux corridors de transport qui associent la construction de nouvelles routes et voies ferrées à l'intégration des réseaux de transport existants. Le premier, le corridor Chine-Asie centrale-Asie de l'Ouest (acronyme anglais CCWAEC) part du Xinjiang et rejoint le réseau de voies routières et ferroviaires reliant les cinq pays de la région. Le second corridor, le Nouveau pont terrestre eurasiatique (NELBEC) va du Xinjiang à la Russie via le Kazakhstan. Ces deux couloirs doivent être intégrés dans l'ensemble du vaste réseau de transport promis par les NRS qui consiste à relier la côte Est de la Chine aux marchés européens et moyen-orientaux. Enfin, la partie Sud de l'Asie centrale est connectée au corridor économique Chine-Pakistan qui facilite l'accès depuis la région de Gilgit-Baltistan au Pakistan au Tadjikistan via la Chine en évitant l'Afghanistan. On voit sur la carte 8 les principaux itinéraires de transport du NELBEC, qui va de Tcheliabinsk à Noursoultan (Astana), puis à Almaty et Khorgos, ainsi que les connexions du CCWAEC, dont un bras relie Téhéran et Achgabat à Tachkent et Almaty à la Chine, tandis que l'autre demeure au Kazakhstan et relie la Chine à la ville portuaire d'Aktaou. Il n'existe actuellement qu'une liaison routière entre Och et Kachgar, et les projets visant à la doubler d'une voie ferrée sont fortement critiqués, car très coûteux et économiquement peu viables pour le Kirghizstan. Outre ces

¹ NRS, en anglais OBOR (One Belt One Road), rebaptisé BRI (Belt and Road Initiative). Au sein de la BRI ont été lancées la SREB (Silk Road Economic Belt) et la MSR (21st Century Maritim Silk Road), puis le projet polaire (Polar Silk Road) ou NSR (Northern Sea Route).

Carte 8
Les corridors des Nouvelles routes de la soie en Asie centrale



corridors de transport, la BRI a absorbé l'oléoduc qui existait avant son déploiement et qui reliait Atyraou à Dostyk/Alashankou, ainsi que deux gazoducs – l'un en provenance du Turkménistan (Turkmenbachi) et l'autre du Kazakhstan (Uzen), tous deux passant par Tachkent et Khorgos.

La Chine promet également de s'engager dans de multiples secteurs économiques des Etats connectés aux NRS. Elle met l'accent sur le développement de l'industrie lourde, par exemple métallurgique avec l'exploitation de mines de cuivre et la construction de fonderies

au Kazakhstan, la production de ciment dans les usines de production chinoises ouvertes au Kazakhstan, au Kirghizstan et au Tadjikistan, ou encore la production chimique au Kazakhstan et au Tadjikistan.

Avec les NRS, Pékin cherche également à faire acte de sa contribution à la sécurité énergétique régionale. Elle soutient la construction de centrales électriques au Tadjikistan et au Kirghizstan confrontés chaque année à de graves crises énergétiques. Par ailleurs, en lançant en avril 2019 le concept de Belt and Road Initiative International Green Development Coalition et en finançant la construction de centrales hydroélectriques, la Chine souhaite démontrer son engagement dans le développement durable. Les NRS promettent également de développer la coopération dans de nouveaux secteurs tels que l'économie numérique, l'intelligence artificielle et les nanotechnologies. Enfin, les flux commerciaux doivent être facilités par l'ouverture de plusieurs zones économiques spéciales, à Aktaou au bord de la Caspienne, ou encore à Khorgos à la frontière kazakho-chinoise devenu aujourd'hui l'un des plus grands ports secs du monde.

Enjeux et pertinence des voies de communication intracontinentales

La remise en état ou la construction de nouvelles voies routières et ferroviaires doit permettre de réduire les coûts et temps de transport par rapport au trafic maritime et faire de l'Asie centrale une des plaques tournantes du commerce et du transit interrégionaux. Toutefois, les profits économiques supposés des Nouvelles routes de la soie en Asie centrale relèveront de deux facteurs essentiels : tout d'abord de la durabilité des infrastructures de transport construites ou restaurées, ensuite de la viabilité du concept même de développement des voies terrestres intracontinentales dans un contexte de maritimisation accrue des transports mondiaux.

La Chine a fait de sa capacité à construire des infrastructures de transport en des délais courts et à grande échelle un emblème de son engagement et de son efficacité. La durabilité de ces constructions soulève toutefois des questions. Plusieurs études ont montré que Pékin tend à sous-estimer les coûts des projets d'infrastructure d'environ 30 %, impactant la qualité et la durabilité des constructions². Par ailleurs, l'entretien des infrastructures, estimé à environ 2 % par an du coût total de construction, a souvent été négligé dans la budgétisation des projets. Par exemple, les coûts d'entretien de la voie ferrée construite par la Chine pour un montant de 1,6 milliard de dollars entre Angren et Pap en Ouzbékistan s'élevaient à 32 millions de dollars par an³. La question est particulièrement aiguë pour les Etats économiquement fragiles comme le Tadjikistan ou le Kirghizstan, où la maintenance des voies de communication suppose des ressources budgétaires dont les autorités politiques ne disposent pas nécessairement dans une conjoncture de crise économique et sociale.

² Atif Ansar, Bent Flyvbjerg, Alexander Budzier, Daniel Lunn, « Does infrastructure investment lead to economic growth or economic fragility ? Evidence from China », *Oxford Review of Economic Policy*, Vol. 32, n° 3, 2016, p. 374 ; *China's Belt and Road Initiative in the Global Trade, Investment and Finance Landscape*, OECD Business and Finance Outlook, 2018, p. 22.

³ Johannes Linn, Leo Zucker, « An "inside-out" perspective on the impact of the Belt and road initiative in Central Asia and the South Caucasus : How to maximize its benefits and manage its risks », *Emerging Markets Forum*, Background Paper, 2019, p. 21.

D'autre part, la pertinence économique du concept qui consiste à développer des infrastructures terrestres pour acheminer des quantités accrues de marchandises de la côte Est de la Chine à l'Europe via entre autres la région centre-asiatique fait débat.

Plusieurs éléments nuisent à la corrélation supposée entre la construction de voies intracontinentales et la croissance des échanges commerciaux. Certaines voies sont d'ores et déjà concurrencées par d'autres corridors NRS et non-NRS géographiquement proches. Le principal corridor des Nouvelles routes de la soie qui traverse l'Asie centrale pour relier la Chine à l'Asie de l'Ouest risque de rester dans l'ombre du NELBEC dont le potentiel de développement est estimé supérieur, et du corridor nord-européen (Chine-Russie-Europe via le Transsibérien), qui n'est pas un corridor des NRS. D'autre part, le cumul de voies ferroviaires et routières accentue la redondance et la concurrence de ces itinéraires⁴.

Pour une partie des élites politiques et économiques, la réduction des distances et le gain de temps dus aux transports ferroviaires et routiers par rapport au transport maritime accréditent le développement des voies terrestres. Importateurs, exportateurs et intermédiaires tendent toutefois à privilégier la prévisibilité du transport, qui relève de la réglementation des services de transport et de la fiabilité des passages de frontières, à la réduction du coût direct du transport due à la réduction des distances⁵. Les NRS, comme la plupart des projets de « routes de la soie » alternatifs tels que le New Silk Road Initiative proposé en 2011 par le Département d'Etat sous l'administration Obama⁶, ont sous-estimé l'impact de la mauvaise gouvernance des services douaniers, ainsi que la lenteur et la complexité des passages frontaliers. L'implication des Etats centre-asiatiques dans les NRS est entravée par leur environnement commercial difficile dû, entre autres, aux lourdeurs bureaucratiques ainsi qu'à la nature néopatrimoniale des régimes qui freine la libéralisation du commerce extérieur, source de revenus personnelle substantielle pour les élites politiques corrompues.

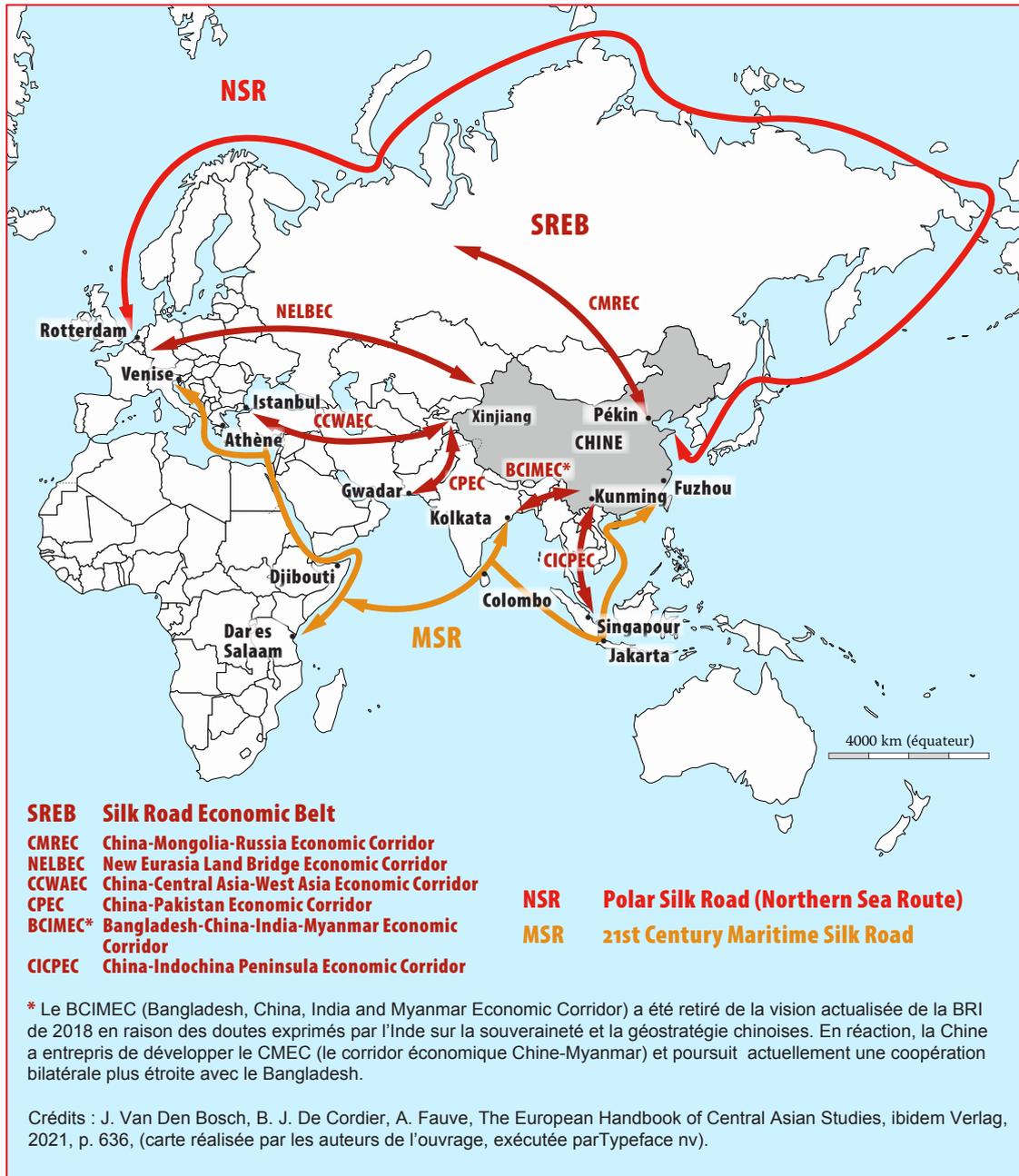
A ces facteurs qui fragilisent les transports terrestres mais que des réformes politiques pourraient contribuer à résoudre, s'ajoute un obstacle de plus long terme : la maritimisation du transport mondial, qui a réduit la pertinence des critères de distance et de temps. Le transport maritime offre plusieurs avantages. Bien que 1,7 fois plus long en moyenne que le transport terrestre, il réduit les risques liés aux passages frontaliers comme la corruption dans les pays de transit et est donc considéré plus fiable que le transport routier et ferroviaire. Par ailleurs, le coût du transport maritime est en moyenne cinq fois inférieur à celui du transport terrestre. Ainsi, d'ici 2050, il est estimé que plus des trois quarts des biens seront acheminés par voie maritime, ne laissant aux transports routiers et ferroviaires que respectivement 17 et 7 % des parts. Dans ce contexte, le transport terrestre est destiné à acheminer des marchandises sur de courtes distances, tandis que le transport maritime devrait assurer l'essentiel du transport

⁴ Roman Mogilevskii, « The Kyrgyz Republic and the Belt and Road Initiative », dans Harinder Kohli, Johannes Linn, Leo Zucker (dir.), *China's Belt and Road Initiative : Potential Transformation of Central Asia and the South Caucasus*, Newbury Park, SAGE Publications, 2019, p. 90.

⁵ Jean-François Arvis, Gaël Raballand, Jean-François Marteau, « The cost of being landlocked : Logistics costs and supply chain reliability », *World Bank Working paper*, n° 4258, Washington DC, World Bank, 2010, pp. 15-24.

⁶ Sébastien Peyrouse, Gaël Raballand, « Central Asia : The New Silk Road Initiative's questionable economic rationality », *Eurasian Geography and Economics*, Vol. 56, n° 4, 2015, pp. 405-420.

Carte 9
Les Nouvelles routes de la soie



sur les longues distances⁷. Dans l'ensemble, la part des flux commerciaux entre la Chine et l'Europe susceptible d'être transférée des routes maritimes vers les routes terrestres restera probablement faible, réduisant par conséquent l'implication espérée de l'Asie centrale enclavée dans les flux commerciaux mondiaux⁸. On voit sur la carte 9 la SREB continentale avec ses

⁷ « ITF Transport Outlook 2019 », Paris, OECD Publishing, 2019, p. 179.

⁸ Evgeny Vinokurov, Vitaly Lobyrev, Andrey Tikhomirov, Taras Tsukarev, « Silk road transport corridors :

six corridors économiques initiaux et son équivalent maritime (MSR) tels qu'ils ont été conçus lors de leur lancement en 2013. Cette carte indique par ailleurs la NSR projetée qui s'ajoute à la stratégie arctique de la Chine en 2018.

Les nombreux défis auxquels le transport terrestre continental est confronté ne font pas pour autant des Nouvelles routes de la soie un concept dénué de sens. Tout d'abord, le rail constitue un mode de transport adapté aux marchandises sensibles comme les denrées périssables. Ensuite, une augmentation des flux économiques, même modeste, pourrait profiter aux populations centre-asiatiques. Une amélioration des infrastructures terrestres, cumulée aux investissements économiques promis par la Chine, pourrait contribuer à la durabilité des transports et stimuler le commerce interétatique ainsi que l'emploi local. La construction de routes financées par des prêts chinois a permis aux populations de régions appauvries ou isolées, par exemple dans la région montagneuse du Pamir au Tadjikistan, d'accéder aux productions manufacturières chinoises moins onéreuses que leurs concurrentes turques ou russes, et de développer une économie de transit. Toutefois, la concrétisation des profits de long terme promis par les NRS relèvera de la capacité de la Chine et des Etats centre-asiatiques à matérialiser les investissements annoncés, à en garantir la durabilité, et à gérer de manière équilibrée leurs relations économiques et l'épineuse question de l'endettement.

L'enjeu de la dette des Etats centre-asiatiques

Une grande majorité des projets NRS sont financés par des prêts de banques chinoises, en particulier la China Development Bank (CDB), la Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), la Bank of China, la China Construction Bank et l'Exim Bank of China. Aujourd'hui, la plus grande part de la dette des pays d'Asie centrale est due à la Chine. L'endettement peut constituer un catalyseur notable de la croissance économique si le pays emprunteur est en mesure de rembourser. Le risque d'insolvabilité est cependant conséquent dans les pays à faibles revenus comme le Tadjikistan et le Kirghizstan, dont la dette envers la Chine représente respectivement 20 % et 30 % de leur PIB (contre 16-17 % pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan, et 6,5 % pour le Kazakhstan)⁹.

L'opacité des prêts des banques chinoises et de la gestion par Pékin des cas de surendettement soulève des questions. Le cas du Sri Lanka illustre un scénario potentiel auquel les Etats les plus pauvres de la région craignent d'être confrontés. Alors que Colombo s'est trouvé dans l'incapacité de rembourser un prêt de 8 milliards de dollars destiné à financer la construction du port de Hambantota, la Chine a négocié en juillet 2017 un échange de dettes contre des actions et un bail de 99 ans sur la gestion du port, une mesure analysée comme une ingérence chinoise de long terme dans l'économie locale. Un tel

Assessment of Trans-EAEU freight traffic growth potential », MPRA Paper 86184, University Library of Munich, 2018, <https://ideas.repec.org/p/pramprapa/86184.html>.

⁹ Temur Umarov, « China looms large in Central Asia », *Carnegie Moscow Center*, 30 mars 2020, <https://carnegiemoscow.org/commentary/81402>.

scénario se dessine d'ores et déjà en Asie centrale où Douchanbé, incapable de rembourser un prêt chinois de 232 millions de dollars contracté pour construire une station thermale, a dû céder à Pékin des gisements aurifères et argentifères, suscitant localement de grandes inquiétudes quant à la souveraineté économique du Tadjikistan.

L'impact sur l'industrie locale et le développement

Par ses investissements, la Chine entend contribuer à la diversification des économies des Etats de la région, jusqu'ici largement concentrées sur quelques secteurs tels que les hydrocarbures et certaines productions agricoles, et au développement du capital humain et du marché de l'emploi.

Mais la croissance exponentielle des investissements chinois dans la région par les NRS nourrit les inquiétudes locales sur le déséquilibre croissant entre la puissance industrielle chinoise et le sous-développement de la production manufacturière centre-asiatique. La stratégie de Pékin, qui consiste à faire de la région un marché d'exportation de sa production manufacturière, a été perçue comme un risque majeur de fragilisation de la production centre-asiatique peu apte à résister à la concurrence chinoise et de réduction des économies d'Asie centrale au rôle de producteurs et d'exportateurs de ressources primaires comme les hydrocarbures, l'uranium et la production métallurgique. En moyenne, depuis les années 2000, les importations chinoises des Etats centre-asiatiques sont constituées à plus de 80 % de productions brutes, tandis que les équipements et productions manufacturières représentent plus de 80 % des exportations chinoises vers l'Asie centrale¹⁰.

Enfin, la prétendue contribution des NRS à l'emploi, par l'embauche de Centre-Asiatiques dans les entreprises chinoises installées dans la région, a été régulièrement contestée. La stratégie de la Chine qui consiste à délocaliser ses entreprises à l'étranger pour répondre à leurs problèmes de surproduction et à recruter une majorité de ses employés parmi les Chinois han, a fragilisé l'impact présumé positif des investissements chinois sur l'emploi local. Au Kirghizstan par exemple, les routes Och-Sarytash-Ikeshtam et Bichkek-Naryn-Torougat, financées en partie par la Chine, ont été construites par une main-d'œuvre composée de 30 % d'employés locaux et de 70 % de travailleurs chinois¹¹.

*

* *

¹⁰ Marlène Laruelle, Sebastien Peyrouse, *The Chinese Question in Central Asia. Domestic Order, Social Change and the Chinese Factor*, Londres/New York, Hurst/Columbia University Press, 2012, pp. 167-170 ; « China and Central Asia : Bilateral trade relationships and future outlook », *China Brief*, 20 mai 2021, <https://www.china-briefing.com/news/china-and-central-asia-bilateral-trade-relationships-and-future-outlook/>.

¹¹ Li-Chen Sim, Farkhod Aminjonov, « Potholes and bumps along the Silk Road Economic Belt in Central Asia », *The Diplomat*, 1^{er} février 2020.

L'impact prétendument positif et la durabilité des Nouvelles routes de la soie relèveront donc de plusieurs facteurs : tout d'abord de la capacité des gouvernements chinois et centrasiatiques à contrer le risque de confiner la région dans un rôle d'exportateur de matières premières vers la Chine et de réceptacle de la puissante industrie manufacturière chinoise au détriment du développement de l'industrie locale. Ensuite, il sera essentiel – même s'il est peut-être déjà trop tard pour certains – d'éviter l'écueil du surendettement et de préserver l'autonomie économique des Etats de la région. Enfin, la Chine devra apporter la preuve des prétendus bénéfices sociaux des NRS, tels que le développement de l'emploi local, et contrer les critiques selon lesquelles les routes de la soie sont avant tout un outil pour répondre à la surcapacité des entreprises chinoises.

La réception locale de l'engagement chinois s'inscrit dans un cadre plus large et revêt en particulier une dimension politique croissante. L'autoritarisme de Xi Jinping et le dénigrement des principes fondamentaux des droits de l'homme, illustrés entre autres par la répression des minorités musulmanes ouïghoures, kazakhes et kirghizes de Chine et l'ouverture de camps de concentration au Xinjiang, érodent considérablement l'image de la Chine et le discours de Pékin qui présente les NRS comme un espace d'échange d'idées et de tolérance religieuse. Dans l'ensemble, les routes de la soie chinoises continuent de soulever des questions multidisciplinaires auxquelles leurs promoteurs devront répondre afin d'en concrétiser leur dimension dite mutuellement bénéfique.

Pour citer ce chapitre : Sébastien Peyrouse, « Les nouvelles routes de la soie chinoises en Asie centrale. Un projet mutuellement bénéfique ? », in A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 261-262, février 2022, <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.261-262>.

Table des cartes, figures et tableaux

Cartes

Carte 1. L'Eurasie	p. 5
Carte 2. Situation de la démocratie dans l'ex-URSS : liberté de la presse, perception de la corruption, droits politiques et libertés civiles, liberté sur Internet	p. 7
Carte 3. Part de la population vaccinée (2 doses) en ex-URSS (décembre 2021)	p. 36
Carte 4. Utilisation du vaccin Sputnik à l'extérieur de la Russie (décembre 2021)	p. 37
Carte 5. Turquie : investissements directs entrants (2017)	p. 42
Carte 6. Turquie : investissements directs sortants (2017)	p. 42
Carte 7. L'Afghanistan dans son environnement régional	p. 56
Carte 8. Les corridors des Nouvelles routes de la soie en Asie centrale	p. 61
Carte 9. Les Nouvelles routes de la soie	p. 64

Figures

Figure 1. Quelle direction l'Ukraine devrait-elle prendre?	p. 17
Figure 2. « Agents de l'étranger », « extrémistes » et « indésirables » en Russie	p. 24
Figure 3. Confiance Institutionnelle en Ukraine	p. 28
Figure 4. Confiance institutionnelle en Russie	p. 29
Figure 5. Confiance institutionnelle au Bélarus	p. 30
Figure 6. Part des enquêtés qui s'intéressent à la politique et participent à des manifestations au Bélarus	p. 32